


N° 13-010-XIF au catalogue



# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Deuxième trimestre de 2006

 Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

## Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0<sup>s</sup> valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

## Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à: notre agent d'information, Statistique Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (téléphone: (613) 951-3640; [iead-info-dcrd@statcan.ca](mailto:iead-info-dcrd@statcan.ca)).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

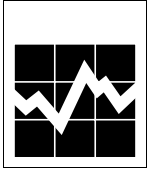
Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	<a href="mailto:infostats@statcan.ca">infostats@statcan.ca</a>
Site Web	<a href="http://www.statcan.ca">www.statcan.ca</a>

## Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) et de choisir la rubrique Nos produits et services.

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada  
Système de comptabilité nationale

# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Deuxième trimestre de 2006

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

**Septembre 2006**

N° 13-010-XIF au catalogue, vol. 5, no 2

Périodicité : trimestrielle  
ISSN 1703-7573

**Ottawa**

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

---

## Note de reconnaissance

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.*

## Produits et services connexes

### PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 380-0060, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036
Publication:	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

### PIB par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication:	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

### Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication:	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

### Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux et document analytique	13-014-PPB
Chiffriers	13-014-DDB, 13-014-XDB

### Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publication:	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF

### Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication:	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

### Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication:	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

### Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication	13-605-XIF
-------------	------------

## Table des matières

<b>À propos de cette publication.</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>Politique de révision</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>Révisions dans cette édition.</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>Aperçu.</b> . . . . .	<b>6</b>
L'investissement en bâtiments résidentiels baisse . . . . .	7
L'investissement des entreprises en usines et matériel ralentit . . . . .	7
Les dépenses de consommation fléchissent. . . . .	7
Les exportations diminuent pour un deuxième trimestre d'affilée . . . . .	8
L'accumulation des stocks non agricoles s'accélère. . . . .	8
Le revenu du travail demeure ferme et les bénéfices des sociétés augmentent légèrement . . . . .	8
PIB par industrie, juin 2006 . . . . .	9
<b>PIB en termes de revenus et de dépenses</b> . . . . .	<b>11</b>
Investissement en bâtiments résidentiels . . . . .	11
Investissement en usines et matériel . . . . .	11
Dépenses personnelles . . . . .	12
Commerce international . . . . .	12
Investissement dans les stocks . . . . .	13
Revenu du travail. . . . .	14
Bénéfices des sociétés . . . . .	14
Comptes sectoriels . . . . .	14
Prix pour l'ensemble de l'économie. . . . .	14
<b>PIB par industrie</b> . . . . .	<b>20</b>
PIB par industrie, deuxième trimestre 2006 . . . . .	22
<b>Balance des paiements internationaux</b> . . . . .	<b>25</b>
Faits saillants. . . . .	25
Compte courant. . . . .	25
Nouveau repli de l'excédent au chapitre des biens. . . . .	25
Augmentation du déficit au chapitre du revenu de placements. . . . .	26
Encore une légère augmentation du déficit des services . . . . .	26
Compte financier . . . . .	27
Investissements quasi-records en titres étrangers . . . . .	27
Solide reprise des investissements directs étrangers après le creux du premier trimestre. . . . .	27
Baisse des investissements directs étrangers au Canada après trois solides trimestres . . . . .	28
Meilleurs investissements étrangers en titres canadiens en six trimestres. . . . .	28
Meilleur trimestre pour les investissements étrangers en effets canadiens depuis 1997 . . . . .	28
Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves . . . . .	29
<b>Flux financiers</b> . . . . .	<b>32</b>
Stabilité des emprunts des ménages . . . . .	32
L'épargne des sociétés demeure supérieure à leurs dépenses en capital . . . . .	33
Les sociétés demeurent des prêteurs nets . . . . .	33
L'excédent des administrations publiques augmente et leurs emprunts diminuent . . . . .	33

<b>Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre</b> .....	<b>39</b>
Le recul de la productivité est principalement attribuable au secteur des biens .....	40
Malgré le recul de la productivité, la croissance du coût unitaire de main-d'oeuvre demeure modérée .....	41
Net freinage de l'activité dans les deux pays, mais un marché de l'emploi canadien plus dynamique .....	41
Les entreprises canadiennes voient leur position compétitive en termes de coûts s'effriter .....	43
Avec les révisions récentes aux États-Unis, l'écart de productivité entre les deux pays disparaît pour l'année 2005 .....	44
<b>Bilan des investissements internationaux</b> .....	<b>49</b>
Actif : Les avoirs en obligations étrangères progressent, tandis que les investissements directs canadiens à l'étranger diminuent .....	50
Augmentation des investissements directs étrangers au Canada .....	50
Net recul des avoirs étrangers en obligations canadiennes .....	50
<b>Comptes du bilan national</b> .....	<b>53</b>
La croissance de la valeur nette nationale ralentit .....	53
La croissance de la valeur nette des ménages stagne .....	53
L'endettement des sociétés diminue .....	54
La dette des administrations publiques continue de diminuer .....	54
Progression de la dette extérieure nette après une forte diminution .....	54

## À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

## Politique de révision

**PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:**

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

### **PIB par industrie:**

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

## Révisions dans cette édition

**PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:**

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2006.

### **PIB par industrie:**

Depuis la dernière diffusion de la *Revue trimestrielle des Comptes économiques canadiens*, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2005.

### **Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:**

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2006 au niveau agrégé et au premier trimestre de 2002 au niveau industriel.

## Aperçu

Deuxième trimestre de 2006 et juin 2006

L'activité économique a ralenti au deuxième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) réel ayant augmenté de 0,5 %, après une solide progression au premier trimestre (+0,9 %). Ce ralentissement reflète une croissance plus faible mais soutenue des dépenses de consommation et de l'investissement des entreprises en usines et matériel, conjuguée à un repli du marché de l'habitation. En juin, l'activité économique est demeurée sensiblement la même qu'en mai, la baisse de la production de biens neutralisant les gains dans les industries de services. L'économie avait progressé de 0,2 % en avril, et de 0,1 % en mai. Une analyse plus détaillée est disponible dans la Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens.

### Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)<sup>1</sup>

	Variation	Variation	Variation
		annualisée	d'une
			année à
			l'autre
	%		
Premier trimestre de 2005	0.6	2.2	3.2
Deuxième trimestre de 2005	0.8	3.4	3.0
Troisième trimestre de 2005	0.8	3.2	2.7
Quatrième trimestre de 2005	0.6	2.6	2.8
Premier trimestre de 2006	0.9	3.6	3.2
Deuxième trimestre de 2006	0.5	2.0	2.9

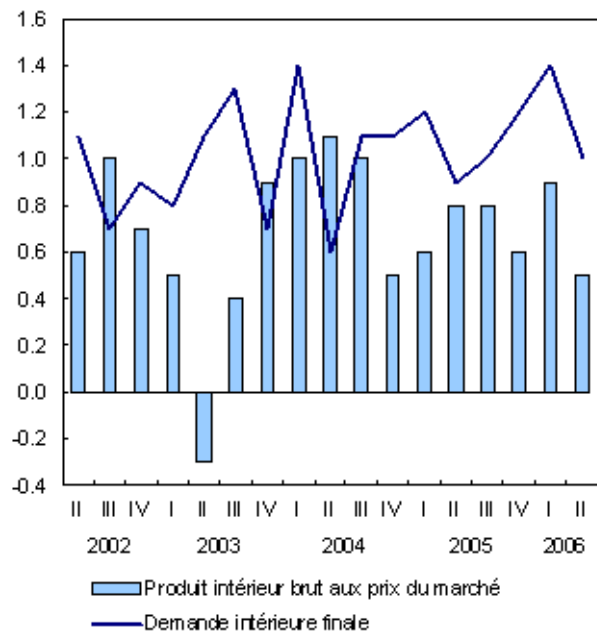
1. La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Les industries productrices de services ont poursuivi leur croissance vigoureuse (+0,8 %) au deuxième trimestre, grâce aux progrès réalisés dans les secteurs du commerce de détail et de gros, de la finance, des assurances et de l'immobilier. La production de biens a continué de fléchir, le recul ayant été de 0,3 % au deuxième trimestre. Cette situation reflète en partie l'affaiblissement de la demande étrangère de produits canadiens, comme en témoigne la baisse des exportations pour un deuxième trimestre consécutif. La production a diminué dans le secteur de la fabrication ainsi que dans celui de l'extraction minière, pétrolière et gazière. Ces reculs ont été partiellement compensés par un accroissement de la production des services publics. La production industrielle (soit la production des usines, des mines et des services publics) a baissé de 0,6 %. Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle a augmenté de 1,5 %, grâce à la fermeté des trois secteurs.

La hausse des dépenses intérieures en biens et services finaux a continué de faire progresser l'économie. Toutefois, la demande intérieure finale a ralenti, le bond enregistré dans la construction résidentielle au premier trimestre ne s'étant pas prolongé au deuxième trimestre. La vigueur soutenue de l'investissement des entreprises en usines et matériel, particulièrement en machines et matériel et en ouvrages de génie, et celle des dépenses de consommation expliquent la plus grande partie de la croissance du PIB au deuxième trimestre. De fortes hausses de l'investissement en matériel de télécommunication ainsi que des achats d'ordinateurs et autre matériel de bureau sont à l'origine d'une bonne partie de la croissance. Les dépenses de consommation ont progressé à un rythme modeste, moins rapide qu'au premier trimestre. Également digne de mention est l'important investissement des entreprises dans les stocks au deuxième trimestre.

### La demande intérieure finale continue de progresser plus vite que le PIB

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



#### Note aux lecteurs

Les taux de croissance des statistiques des comptes des dépenses et par industrie (telles les dépenses de consommation, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculés à partir des mesures de volume, c'est-à-dire corrigées des effets de l'inflation. Les taux de croissance des statistiques des comptes des revenus (telles le revenu du travail, les profits des entreprises et les revenus agricoles) sont calculés à partir des mesures nominales, c'est-à-dire non corrigées des effets de l'inflation.



Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice des prix en chaîne du PIB, ont baissé de 0,2 % durant le trimestre (si l'on exclut l'énergie, le recul a été de 0,1 %). Toutefois, les prix agrégés ont augmenté de 0,3 % au deuxième trimestre, après correction de l'effet d'une cotisation spéciale à un régime de retraite au premier trimestre, qui a eu pour résultat de réduire l'indice des prix des biens et services gouvernementaux au deuxième trimestre. Cette hausse reflète la plus grande fermeté des prix des biens de consommation non durables et des services ainsi que de la construction, laquelle n'a été compensée que partiellement par la baisse continue des prix des exportations de biens. Si l'on exclut l'énergie et la cotisation spéciale au régime de retraite, les prix pour l'ensemble de l'économie ont augmenté de 0,5 %.

En termes annualisés, l'économie a progressé à un taux de 2,0 % au deuxième trimestre, soit un ralentissement prononcé par rapport au taux de 3,6 % affiché au trimestre précédent. L'économie américaine au deuxième trimestre a ralenti pour passer à un taux de 2,9 %, parallèlement à l'économie canadienne.

#### L'investissement en bâtiments résidentiels baisse

La production des industries de la construction résidentielle et des agents et courtiers en immobilier a reculé, l'investissement en bâtiments résidentiels baissant de 1,3 % après le bond (+3,0 %) au premier trimestre.

Une bonne partie de la vigueur du secteur de la construction résidentielle neuve relevée au premier trimestre était vraisemblablement due aux conditions climatiques hivernales clémentes, qui ont permis aux constructeurs de démarrer la saison plus tôt que d'habitude. Cette activité est retombée à des niveaux plus normaux au deuxième trimestre. Le fléchissement de l'activité de la revente a également contribué au recul trimestriel de l'investissement global en construction résidentielle.

#### L'investissement des entreprises en usines et matériel ralenti

Les entreprises ont continué d'investir dans les usines et matériel, quoiqu'à un rythme plus lent (+1,8 %) qu'au premier trimestre. Les dépenses en immobilisations au titre des machines et du matériel ont augmenté dans tous les secteurs, sauf ceux de l'automobile et d'autre matériel de transport qui ont enregistré un repli important. L'investissement des entreprises dans les ouvrages de génie s'est accéléré, tandis que l'investissement dans la construction de bâtiments a baissé.

#### Les dépenses de consommation fléchissent

Bien que les dépenses de consommation aient ralenti légèrement au deuxième trimestre, elles ont continué de soutenir fortement la croissance de l'économie (+1,0 % en comparaison à +1,3 % au premier trimestre). Le secteur du commerce de détail a progressé d'un bon pas (+2,0 %), grâce à la croissance vigoureuse enregistrée dans un grand nombre de composantes des dépenses de consommation. La consommation de biens non durables s'est accélérée, sous l'impulsion des aliments et des boissons, ainsi que du carburant.

Les dépenses de consommation en biens durables ont décéléré fortement, les achats de fourgonnettes et de camions neufs ayant baissé après une hausse importante au premier trimestre. Le fléchissement des dépenses en meubles et en appareils électroménagers a reflété, en partie, le repli du marché de l'habitation. Les dépenses en matériel de loisirs, de sport et de camping sont demeurées fermes.

#### Produit intérieur brut réel, aux prix de base

	Janvier 2006 <sup>f</sup>	Février 2006 <sup>f</sup>	Mars 2005 <sup>f</sup>	Avril 2006 <sup>f</sup>	Mai 2006 <sup>f</sup>	Juin 2006 <sup>P</sup>
Données désaisonnalisées, dollars enchaînés (1997), variation mensuelle en %						
<b>Ensemble des industries</b>	<b>0.2</b>	<b>0.3</b>	<b>0.1</b>	<b>0.2</b>	<b>0.1</b>	<b>0.0</b>
Industries productrices de biens	-0.5	0.4	-0.3	-0.0	-0.2	-0.2
Industries productrices de services	0.5	0.2	0.4	0.3	0.2	0.1
Production industrielle	-0.9	0.2	-0.2	-0.3	-0.2	-0.2
Construction	0.8	1.3	-0.6	0.7	-0.3	-0.3
Commerce de détail	1.1	0.3	1.2	1.4	-0.6	0.2
Secteur de l'énergie	-2.8	1.7	0.7	-0.8	-0.8	-0.8

### **Les exportations diminuent pour un deuxième trimestre d'affilée**

Les exportations ont baissé de 0,3 %, prolongeant le recul observé au premier trimestre. Ce déclin de la demande étrangère s'est reflété dans la production manufacturière, qui s'est contractée davantage durant le trimestre. La production a diminué dans les industries de fabrication axées sur les exportations, y compris celle des fabricants de véhicules automobiles et de produits de bois, ainsi que de certains secteurs de la fabrication de biens non durables.

Les exportations d'automobiles (-5,1 %), qui avaient augmenté considérablement durant la deuxième moitié de 2005, ont baissé pour un deuxième trimestre d'affilée. De même, les exportations de produits agricoles et de la pêche, qui ont affiché de bons résultats tout au long de 2005, ont reculé de 1,8 %. Les exportations de produits forestiers ont subi un deuxième recul important. L'énergie est le seul groupe qui a vu augmenter sensiblement ses exportations (+5,8 %), après une hausse modeste au premier trimestre.

Les importations ont rebondi, après un premier trimestre médiocre, parallèlement à l'appréciation du dollar canadien. La vigueur de l'investissement des entreprises explique la plus grande partie de la hausse, les importations de machines et de matériel ayant augmenté. De même, les détaillants et les grossistes ont continué de profiter du prix plus faible des biens étrangers. Les importations de produits pétroliers bruts et de produits automobiles ont également pris de l'essor au deuxième trimestre.

### **L'accumulation des stocks non agricoles s'accélère**

L'accroissement des stocks a été de plus de 16 milliards de dollars au deuxième trimestre, en hausse par rapport à l'accumulation de 11 milliards de dollars enregistrée au premier trimestre. L'accumulation des stocks non agricoles s'est accélérée, malgré le ralentissement de la production manufacturière. Les stocks de biens durables des grossistes se sont accumulés à la suite de l'affaiblissement de la demande étrangère. Les fabricants ont également accru leurs stocks plus rapidement durant le trimestre. L'accumulation des stocks des détaillants a été importante pour le troisième trimestre d'affilée. Les stocks de véhicules automobiles et d'autres biens durables ont augmenté, reflétant le fléchissement de la demande dans ces secteurs.

### **Le revenu du travail demeure ferme et les bénéfices des sociétés augmentent légèrement**

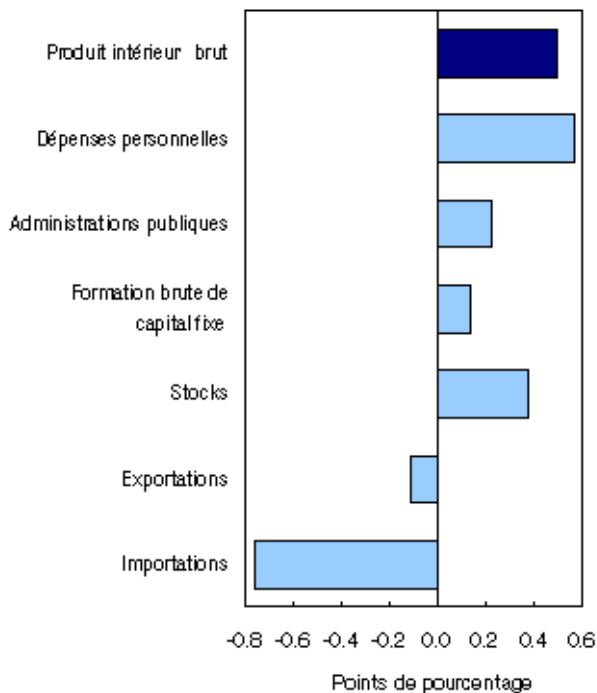
Le revenu du travail en dollars courants est demeuré ferme, malgré le fort ralentissement par rapport au premier trimestre (+2,4%); le bond du premier trimestre a été causé par un paiement spécial important destiné à réduire un déficit actuariel d'un régime de retraite d'employeur à prestations déterminées offert par une administration publique. En excluant l'effet de ce paiement spécial, la croissance du revenu du travail au premier et au deuxième trimestres s'établit à 1,3 %. Les traitements et salaires ont augmenté de 1,4 % et de 1,3 % au premier et au deuxième trimestres respectivement. La vigueur observée au deuxième trimestre provient des industries productrices de services.

Les bénéfices des sociétés ont augmenté légèrement en valeur nominale (+0,4 %) durant le trimestre, après une baisse prononcée (-3,7 %) au premier trimestre due à la diminution des prix à l'exportation de l'énergie. La croissance modérée observée au deuxième trimestre concorde avec le deuxième repli consécutif de la production du secteur de la fabrication. En outre, les bénéfices des industries financières ont accusé une baisse (-1,6 %).

### PIB par industrie, juin 2006

L'économie canadienne est demeurée stable en juin, alors qu'elle avait connu une croissance de 0,2 % en avril et de 0,1 % en mai. La production de biens, qui a montré des signes de faiblesse depuis le début de l'année, a décliné de 0,2 % en juin. Les industries de services ont fait un gain de 0,1 %. L'extraction pétrolière et gazière, la fabrication de produits chimiques, le commerce de gros ainsi que la construction étaient notamment en baisse, alors que la fabrication de véhicules automobiles et de pièces, la fabrication de produits en métal et la foresterie affichaient les plus importantes hausses.

### Contributions à la variation en pourcentage du PIB, deuxième trimestre de 2006



Pour un troisième mois consécutif, le secteur énergétique a diminué en juin (-0,8 %). Cette perte est largement attribuable à une diminution de l'extraction gazière et pétrolière (-3,1 %), particulièrement de gaz naturel. L'affaiblissement des prix et le niveau élevé des stocks de gaz naturel ont grandement contribué à ce recul.

La production manufacturière est demeurée essentiellement inchangée en juin. Parmi les 21 groupes majeurs, 10 d'entre eux représentant 54 % de la production manufacturière totale ont accru leur production. La hausse de la production de biens durables (+0,4 %) a été effacée par une baisse de la production de biens non durables (-0,6 %).

La production industrielle, soit celle des mines, des fabricants et des services publics, a reculé de 0,2 %, seuls les services publics ayant affiché un gain (+1,0 %). La production industrielle aux États-Unis s'accroissait de 0,8 % en juin, les trois secteurs étant à la hausse.

Le commerce de gros a diminué de 0,5 %. Les ventes des grossistes de véhicules et de pièces automobiles, de même que ceux d'ordinateurs et de machines de bureau y ont particulièrement contribué. Le commerce de détail a, quant à lui, progressé de 0,2 % en juin. Les concessionnaires de voitures neuves et usagées ont particulièrement contribué à ralentir la croissance du commerce de détail.

**Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
<b>PIB en termes de revenus et de dépenses</b>								
Rémunération des salariés	672 252	682 340	694 340	703 668	720 672	721 844	651 888	688 150
	<i>1,5</i>	<i>1,5</i>	<i>1,8</i>	<i>1,3</i>	<i>2,4</i>	<i>0,2</i>	<i>5,0</i>	<i>5,6</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	178 936	183 704	192 368	202 812	195 268	196 080	171 323	189 455
	<i>1,3</i>	<i>2,7</i>	<i>4,7</i>	<i>5,4</i>	<i>-3,7</i>	<i>0,4</i>	<i>18,3</i>	<i>10,6</i>
Intérêts et revenus divers de placements	56 460	57 036	60 392	67 724	64 544	63 968	54 084	60 403
	<i>0,3</i>	<i>1,0</i>	<i>5,9</i>	<i>12,1</i>	<i>-4,7</i>	<i>-0,9</i>	<i>8,9</i>	<i>11,7</i>
Revenu net des entreprises individuelles	85 516	85 764	86 556	86 988	87 408	88 020	84 084	86 206
	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>7,3</i>	<i>2,5</i>
Impôts moins subventions	152 072	155 740	156 352	157 024	159 868	161 656	148 564	155 297
	<i>0,4</i>	<i>2,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>1,8</i>	<i>1,1</i>	<i>5,8</i>	<i>4,5</i>
Revenu personnel disponible	772 444	781 652	793 836	802 164	830 448	825 332	755 931	787 524
	<i>0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>1,6</i>	<i>1,0</i>	<i>3,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>4,7</i>	<i>4,2</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	1,2	1,0	1,3	1,3	3,0	1,0	2,6	1,2
	...	...	...	...	...	...	...	...
désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	655 823	661 391	665 602	671 517	679 985	686 980	638 825	663 583
	<i>1,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>3,3</i>	<i>3,9</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	215 267	216 627	218 239	220 622	222 016	224 571	211 883	217 689
	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>3,0</i>	<i>2,7</i>
Formation brute de capital fixe	255 191	258 014	264 002	269 080	275 221	277 085	244 221	261 572
	<i>1,7</i>	<i>1,1</i>	<i>2,3</i>	<i>1,9</i>	<i>2,3</i>	<i>0,7</i>	<i>8,0</i>	<i>7,1</i>
Investissement en stocks	17 624	14 503	14 992	14 937	11 274	16 393	9 767	15 514
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	466 955	464 866	474 439	481 889	477 303	475 858	462 239	472 037
	<i>1,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>2,1</i>	<i>1,6</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>5,2</i>	<i>2,1</i>
Importations de biens et services	467 457	463 089	475 574	490 041	487 724	498 814	442 421	474 040
	<i>2,0</i>	<i>-0,9</i>	<i>2,7</i>	<i>3,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,3</i>	<i>8,2</i>	<i>7,1</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 144 136	1 153 623	1 162 822	1 170 239	1 180 674	1 186 555	1 124 688	1 157 705
	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>3,3</i>	<i>2,9</i>
<b>PIB aux prix de base, par industrie</b>								
Industries productrices de biens	337 012	338 959	342 680	345 288	345 657	344 692	332 217	340 985
	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>4,1</i>	<i>2,6</i>
Production industrielle	250 396	251 208	253 579	255 102	253 882	252 464	247 374	252 571
	<i>-0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>3,8</i>	<i>2,1</i>
Secteur de l'énergie	62 842	63 817	65 170	65 938	65 161	64 779	63 109	64 441
	<i>-1,2</i>	<i>1,6</i>	<i>2,1</i>	<i>1,2</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,8</i>	<i>2,1</i>
Fabrication	183 611	183 162	184 092	184 927	184 813	183 819	180 070	183 948
	<i>0,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>4,6</i>	<i>2,2</i>
Fabrication de biens non durables	73 653	73 234	73 517	72 960	72 394	72 129	73 714	73 341
	<i>-0,6</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>2,0</i>	<i>-0,5</i>
Fabrication de biens durables	109 722	109 691	110 336	111 722	112 173	111 446	106 132	110 368
	<i>1,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>6,5</i>	<i>4,0</i>
Construction	62 352	63 251	64 241	65 754	67 314	67 610	60 689	63 900
	<i>1,4</i>	<i>1,4</i>	<i>1,6</i>	<i>2,4</i>	<i>2,4</i>	<i>0,4</i>	<i>4,6</i>	<i>5,3</i>
Industries productrices de services	722 895	730 301	736 164	740 825	749 425	755 652	709 357	732 546
	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>0,8</i>	<i>2,7</i>	<i>3,3</i>
Commerce de gros	65 154	67 025	67 802	69 112	71 043	71 839	62 306	67 273
	<i>1,9</i>	<i>2,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,9</i>	<i>2,8</i>	<i>1,1</i>	<i>5,3</i>	<i>8,0</i>
Commerce de détail	61 453	62 121	62 241	62 635	64 160	65 420	59 405	62 112
	<i>1,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>2,4</i>	<i>2,0</i>	<i>3,8</i>	<i>4,6</i>
Transport et entreposage	51 089	51 466	52 424	52 842	53 210	53 660	49 804	51 955
	<i>1,1</i>	<i>0,7</i>	<i>1,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>4,5</i>	<i>4,3</i>
Finance, assurances, services immobiliers et de location	210 450	212 595	214 618	215 842	218 247	220 074	206 340	213 376
	<i>1,1</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>3,4</i>	<i>3,4</i>
Technologies de l'information et des communications	60 153	61 111	61 936	62 084	63 183	63 893	58 112	61 321
	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,2</i>	<i>1,8</i>	<i>1,1</i>	<i>4,3</i>	<i>5,5</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Taux actuel.

## PIB en termes de revenus et de dépenses

Deuxième trimestre de 2006

L'activité économique a ralenti au deuxième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) réel ayant augmenté de 0,5 %, après une solide progression au premier trimestre (+0,9 %). Ce ralentissement reflète une croissance plus faible mais soutenue des dépenses de consommation et de l'investissement des entreprises en usines et matériel, conjuguée à un repli du marché de l'habitation. Néanmoins, la demande intérieure finale est demeurée supérieure à la croissance globale du PIB, les exportations ayant poursuivi leur baisse. Également digne de mention est l'important investissement des entreprises dans les stocks au deuxième trimestre.

### Investissement en bâtiments résidentiels

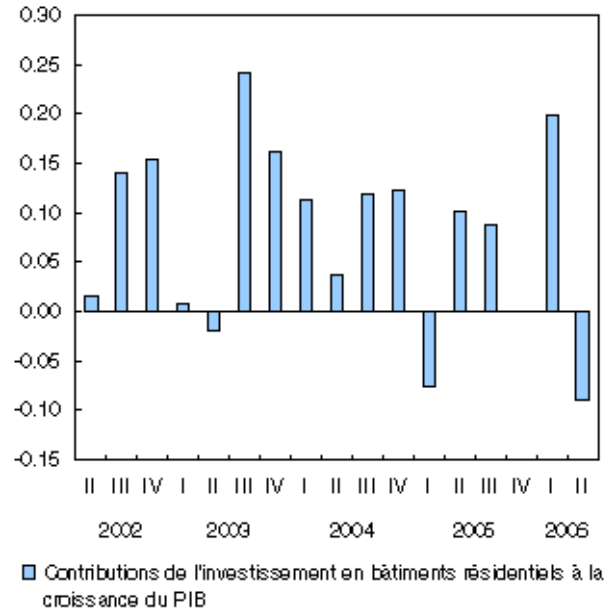
L'investissement en bâtiments résidentiels a baissé de 1,3 %, après le bond enregistré au premier trimestre. Ce fléchissement est dû en grande partie à un renversement prononcé dans le secteur de la construction de logements neufs.

Une bonne partie de la vigueur du secteur de la construction résidentielle neuve observée au premier trimestre était vraisemblablement attribuable aux conditions climatiques hivernales clémentes, qui ont permis aux constructeurs de démarrer la saison plus tôt que d'habitude. Cette activité est retombée à des niveaux plus normaux au deuxième trimestre. Durant ce dernier trimestre, les mises en chantier sont tombées à 228,9 milliers d'unités après avoir atteint le chiffre remarquable de 248,0 milliers d'unités au premier trimestre, résultat qui rappelait le boom de la fin des années 80.

L'activité a également diminué sur le marché de la revente de maisons au deuxième trimestre, après un rebondissement au premier trimestre. Les activités de rénovation ont affiché le rythme de croissance le plus lent en plus d'un an.

### Déclin de la construction résidentielle

Points de pourcentage



### Investissement en usines et matériel

Les entreprises ont continué d'investir dans les usines et matériel, quoiqu'à un rythme plus lent qu'au premier trimestre.

L'investissement en machines et matériel venait en tête (+2,1 %), sa croissance égalant celle enregistrée au premier trimestre. Les dépenses ont progressé dans tous les secteurs, grâce notamment à un investissement plus important en ordinateurs et autre matériel de bureau et équipement de télécommunication. Cependant, ces progrès ont été effacés en grande partie par une diminution significative des dépenses en automobiles et en autre matériel de transport.

L'investissement global en ouvrages non résidentiels a été limité par le ralentissement des activités de construction de bâtiments (comme la construction de bureaux, d'usines et de centres commerciaux), ce qui s'est traduit par la baisse la plus importante depuis le début de 2003. Toutefois, les activités de construction d'ouvrages de génie (comme les barrages, les pipelines et les installations pétrolières et gazières) se sont accélérées durant le trimestre.

### Dépenses personnelles

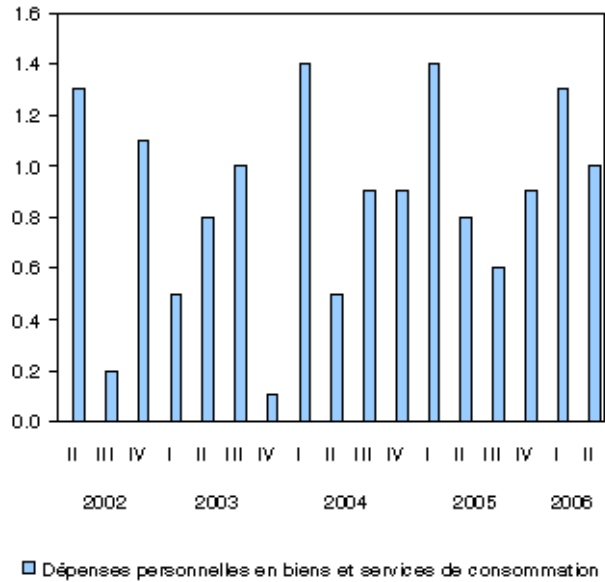
Bien que la croissance des dépenses de consommation ait ralenti légèrement au deuxième trimestre (+1,0 % comparativement à +1,3 % au premier trimestre), elle a continué d'être un important facteur de soutien de l'activité économique. La consommation de biens non durables s'est accélérée, particulièrement celle des aliments, des boissons et de carburants. Par contre, les dépenses de consommation en biens durables, en biens semi-durables et en services ont ralenti.

Les dépenses de consommation en biens durables ont ralenti considérablement, les achats de véhicules automobiles neufs, particulièrement de camions et de fourgonnettes, ayant diminué après une augmentation sensible au premier trimestre. La croissance des dépenses en meubles et en appareils ménagers a également fléchi durant le trimestre, reflétant en partie la baisse du marché de l'habitation.

Les dépenses en services de consommation ont reculé pour s'établir à 0,8 %, comparativement à 1,2 % au premier trimestre, principalement à cause des services financiers et des dépenses nettes à l'étranger. L'incertitude et l'instabilité des marchés financiers ont eu une incidence sur le prix des actifs et sur les opérations de négociation, ce qui a réduit les dépenses en commissions sur les actions et les obligations et en acquisition de fonds communs de placement. Après l'importante croissance enregistrée au cours des six derniers trimestres, les dépenses nettes à l'étranger ont ralenti considérablement, les dépenses en voyages des Canadiens ayant augmenté à un taux comparable aux dépenses des étrangers au Canada. Les dépenses en transport aérien se sont accrues considérablement durant le trimestre.

### Les dépenses des consommateurs restent vigoureuses

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



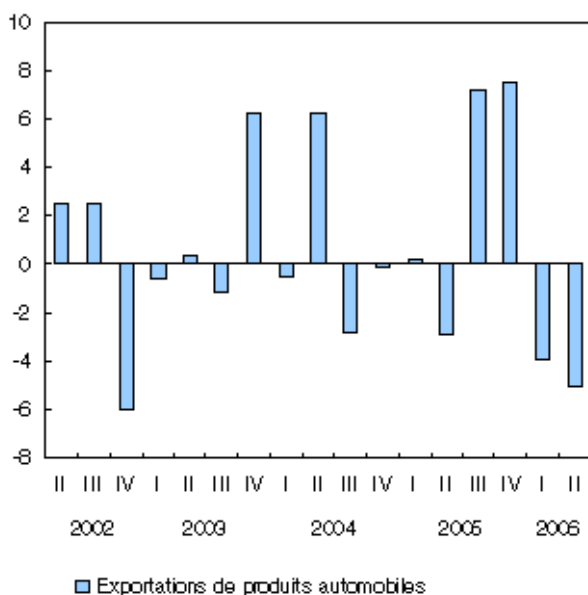
### Commerce international

Après un recul important au premier trimestre, les exportations ont subi une nouvelle baisse de 0,3 % au deuxième trimestre. Les importations, soutenues par un dollar canadien affermi, ont augmenté de 2,3 %.

Les exportations de biens ont poursuivi leur baisse, cette fois de 0,6 %. Les exportations de produits automobiles ont marqué le pas, baissant fortement (-5,1 %) pour un deuxième trimestre d'affilée. Les exportations de produits forestiers ont poursuivi leur décroissance (-2,6 %), prolongeant une tendance qui a débuté il y a environ deux ans. Venaient ensuite les machines et le matériel (-2,5 %), ce qui comprend les exportations de machines industrielles et d'aéronefs.

### Recul des exportations de produits automobiles

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)

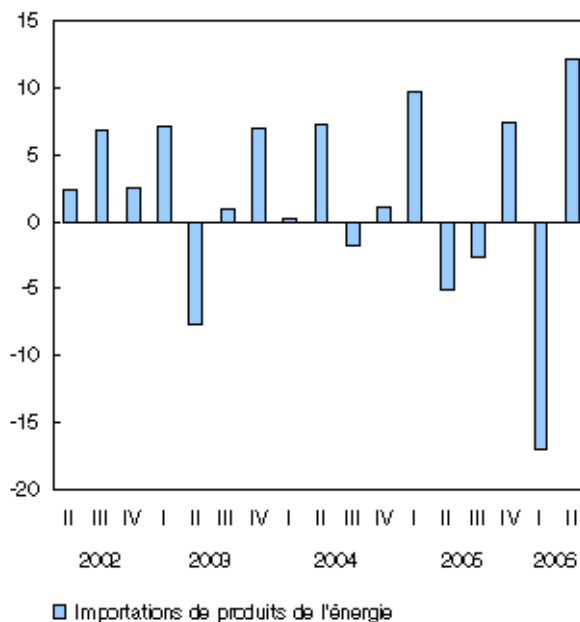


La forte hausse des exportations de produits énergétiques (+5,8 %), imputable principalement au gaz naturel, a compensé en partie ces reculs. La croissance des exportations de services s'est accélérée, la poussée étant liée surtout aux services commerciaux.

Parallèlement, les importations de biens (+2,2 %) ont rebondi au deuxième trimestre. Les importations de machines et de matériel ont reflété la fermeté de l'investissement des entreprises durant le trimestre. Les importations de produits énergétiques, y compris le pétrole brut, ont été particulièrement importantes au deuxième trimestre, après un recul au premier trimestre. En outre, les importations de produits automobiles ont augmenté, et les détaillants et les grossistes ont continué de profiter du prix plus faible des biens de consommation étrangers. La croissance des importations de services est principalement attribuable à une nette augmentation des achats de services commerciaux et à un deuxième trimestre solide pour les services de transport.

### Les importations de produits de l'énergie bondissent

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)

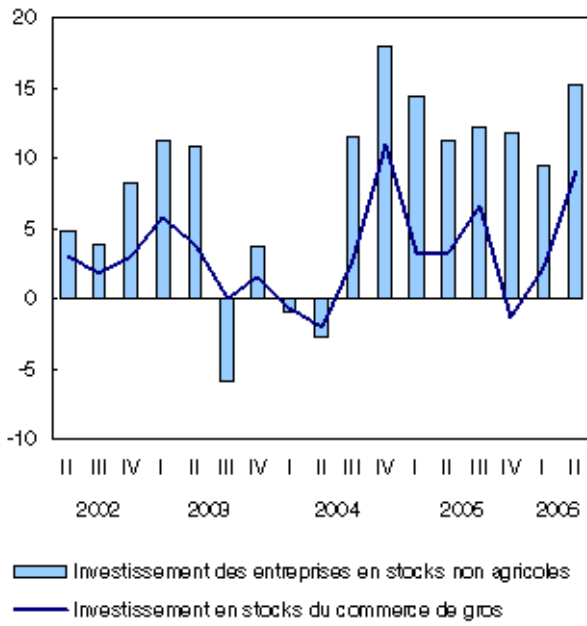


### Investissement dans les stocks

L'accroissement des stocks a été de plus de 16 milliards de dollars au deuxième trimestre, en hausse par rapport à l'accumulation de 11 milliards de dollars enregistrée au premier trimestre. L'accumulation des stocks non agricoles s'est accélérée, malgré le ralentissement de la production dans le secteur de la fabrication. Les stocks de biens durables des grossistes se sont accumulés, en réponse au fléchissement de la demande étrangère. Les fabricants ont également accru leurs stocks plus rapidement durant le trimestre. Les stocks des détaillants ont connu un troisième trimestre de forte accumulation. Les stocks de véhicules automobiles ainsi que ceux d'autres biens durables ont augmenté, reflétant la demande moins ferme dans ces secteurs.

## Les grossistes accumulent les stocks

Milliards de \$ enchaînés (1997)



## Revenu du travail

Le revenu du travail en dollars courants est demeuré ferme, malgré le ralentissement prononcé qui a suivi la poussée (+2,4 %) du premier trimestre; le bond enregistré au premier trimestre a été causé par un paiement spécial important en vue d'éliminer un déficit actuariel provenant d'un régime de retraite à prestations déterminées d'employeur offert par une administration publique, qui a fait augmenter le revenu supplémentaire du travail durant cette période. En excluant l'effet de ce paiement spécial, la croissance du revenu du travail au premier et au deuxième trimestres s'établit à 1,3 %. Les traitements et salaires ont augmenté de 1,4 % et de 1,3 % au premier et au deuxième trimestres respectivement.

Les industries productrices de services sont à l'origine de la vigueur observée au deuxième trimestre, en hausse de 1,7 %. La croissance dans ces industries a été de 1,7 % en moyenne au cours des six derniers trimestres comparativement à un accroissement moyen de 1 % dans les industries productrices de biens. Dans les industries productrices de services, la vigueur continue des secteurs des soins de santé et de l'aide sociale, ainsi que de la finance, des assurances et de l'immobilier a contribué à la croissance globale.

## Bénéfices des sociétés

Les bénéfices des sociétés ont augmenté légèrement en valeur nominale (+0,4 %) durant le trimestre, après un repli prononcé (-3,7 %) au premier trimestre dû à la baisse des prix à l'exportation de l'énergie. La croissance modérée observée au deuxième trimestre concorde avec un

deuxième amenuisement d'affilée dans la production du secteur de la fabrication. En outre, les bénéfices des industries financières ont baissé (-1,6 %). Les bénéfices dans les secteurs des mines, du commerce de détail et du commerce de gros ont progressé au deuxième trimestre.

## Comptes sectoriels

Le revenu personnel disponible a baissé (-0,6 %) et le taux d'épargne (1,0 %) s'est rapproché de sa moyenne de 2005. Cette baisse survient après l'augmentation, tant du revenu que de l'épargne, découlant de la cotisation spéciale à un régime de retraite au premier trimestre. L'accumulation des actifs financiers des ménages a ralenti, suite à l'effet sur les actifs de retraite et sur la croissance considérable des fonds communs de placement observé au premier trimestre. La demande de crédit des ménages a également fléchi au deuxième trimestre, en harmonie avec la croissance plus lente des dépenses de consommation et la diminution de l'activité sur le marché de l'habitation.

Les bénéfices non répartis des sociétés se sont affermis durant le trimestre, témoignant à la fois de l'accroissement des bénéfices et de la diminution des dividendes versés aux non résidents. Malgré une acquisition plus importante d'actifs non financiers, les sociétés ont généré un excédent de même niveau que celui enregistré au premier trimestre. Le secteur des entreprises est demeuré un fournisseur net important de fonds au reste de l'économie, prolongeant la tendance à plus de six années.

Une cotisation spéciale à un régime de retraite au premier trimestre a contribué à l'accroissement des dépenses courantes et à une réduction de l'excédent global des administrations publiques (sur la base de la comptabilité nationale) au premier trimestre. L'excédent global de l'administration publique a atteint 17,7 milliards de dollars au deuxième trimestre, soit une hausse importante par rapport aux 6,8 milliards de dollars enregistrés au premier trimestre. La dette de l'administration publique a été remboursée sur une base nette au deuxième trimestre.

## Prix pour l'ensemble de l'économie

Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice des prix en chaîne du PIB, ont baissé de 0,2 % durant le trimestre (une baisse de 0,1 %, si l'on exclut l'énergie). Toutefois, les prix agrégés ont augmenté de 0,3 % au deuxième trimestre après correction de l'effet de la cotisation spéciale à un régime de retraite au premier trimestre. Cette hausse reflète la plus grande fermeté des prix des biens de consommation non durables et des services, ainsi que de ceux du secteur de la construction, laquelle n'a été compensée que partiellement par la baisse continue des prix à l'exportation des biens. Si l'on exclut l'énergie et la cotisation spéciale à un régime de retraite, les prix pour l'ensemble de l'économie ont augmenté de 0,5 %.



**Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Rémunération des salariés	672 252 <i>1,5</i>	682 340 <i>1,5</i>	694 340 <i>1,8</i>	703 668 <i>1,3</i>	720 672 <i>2,4</i>	721 844 <i>0,2</i>	651 888 <i>5,0</i>	688 150 <i>5,6</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	178 936 <i>1,3</i>	183 704 <i>2,7</i>	192 368 <i>4,7</i>	202 812 <i>5,4</i>	195 268 <i>-3,7</i>	196 080 <i>0,4</i>	171 323 <i>18,3</i>	189 455 <i>10,6</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	13 584 <i>2,5</i>	14 228 <i>4,7</i>	14 596 <i>2,6</i>	15 516 <i>6,3</i>	13 924 <i>-10,3</i>	13 592 <i>-2,4</i>	12 508 <i>1,8</i>	14 481 <i>15,8</i>
Intérêts et revenus divers de placements	56 460 <i>0,3</i>	57 036 <i>1,0</i>	60 392 <i>5,9</i>	67 724 <i>12,1</i>	64 544 <i>-4,7</i>	63 968 <i>-0,9</i>	54 084 <i>8,9</i>	60 403 <i>11,7</i>
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	2 312 <i>-36,3</i>	1 612 <i>-30,3</i>	1 580 <i>-2,0</i>	1 320 <i>-16,5</i>	672 <i>-49,1</i>	324 <i>-51,8</i>	3 256 <i>137,1</i>	1 706 <i>-47,6</i>
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	83 204 <i>1,7</i>	84 152 <i>1,1</i>	84 976 <i>1,0</i>	85 668 <i>0,8</i>	86 736 <i>1,2</i>	87 696 <i>1,1</i>	80 828 <i>5,0</i>	84 500 <i>4,5</i>
Ajustement de la valeur des stocks	-1 136 ...	-1 944 ...	2 976 ...	-1 200 ...	2 344 ...	520 ...	-1 574 ...	-326 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	59 980 <i>-0,6</i>	61 404 <i>2,4</i>	61 848 <i>0,7</i>	62 376 <i>0,9</i>	63 004 <i>1,0</i>	63 972 <i>1,5</i>	59 099 <i>5,4</i>	61 402 <i>3,9</i>
<b>Produit intérieur net aux prix de base</b>	<b>1 065 592</b> <b><i>0,8</i></b>	<b>1 082 532</b> <b><i>1,6</i></b>	<b>1 113 076</b> <b><i>2,8</i></b>	<b>1 137 884</b> <b><i>2,2</i></b>	<b>1 147 164</b> <b><i>0,8</i></b>	<b>1 147 996</b> <b><i>0,1</i></b>	<b>1 031 412</b> <b><i>6,7</i></b>	<b>1 099 771</b> <b><i>6,6</i></b>
Impôts moins subventions, sur produits	92 092 <i>1,0</i>	94 336 <i>2,4</i>	94 504 <i>0,2</i>	94 648 <i>0,2</i>	96 864 <i>2,3</i>	97 684 <i>0,8</i>	89 465 <i>6,0</i>	93 895 <i>5,0</i>
Provisions pour consommation de capital	174 224 <i>0,9</i>	176 156 <i>1,1</i>	178 216 <i>1,2</i>	180 692 <i>1,4</i>	182 944 <i>1,2</i>	185 128 <i>1,2</i>	169 858 <i>4,7</i>	177 322 <i>4,4</i>
Divergence statistique	804 ...	-464 ...	512 ...	896 ...	-248 ...	-1 008 ...	53 ...	437 ...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 332 712</b> <b><i>1,0</i></b>	<b>1 352 560</b> <b><i>1,5</i></b>	<b>1 386 308</b> <b><i>2,5</i></b>	<b>1 414 120</b> <b><i>2,0</i></b>	<b>1 426 724</b> <b><i>0,9</i></b>	<b>1 429 800</b> <b><i>0,2</i></b>	<b>1 290 788</b> <b><i>6,4</i></b>	<b>1 371 425</b> <b><i>6,2</i></b>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

**Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	745 616	756 184	765 928	773 792	786 468	798 032	719 869	760 380
	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>1,6</i>	<i>1,5</i>	<i>4,9</i>	<i>5,6</i>
Biens durables	98 296	99 216	100 184	100 048	102 860	103 224	94 502	99 436
	<i>2,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,8</i>	<i>0,4</i>	<i>1,1</i>	<i>5,2</i>
Biens semi-durables	62 548	63 164	63 160	63 732	65 764	66 852	60 632	63 151
	<i>2,5</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,9</i>	<i>3,2</i>	<i>1,7</i>	<i>3,7</i>	<i>4,2</i>
Biens non durables	184 548	187 404	191 444	192 084	193 340	197 888	177 640	188 870
	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>2,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>2,4</i>	<i>5,5</i>	<i>6,3</i>
Services	400 224	406 400	411 140	417 928	424 504	430 068	387 095	408 923
	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>	<i>1,2</i>	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>	<i>1,3</i>	<i>5,7</i>	<i>5,6</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	258 380	262 928	266 552	269 108	279 952	278 208	249 779	264 242
	<i>1,7</i>	<i>1,8</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>4,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>4,3</i>	<i>5,8</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	32 924	33 744	34 572	35 708	36 312	36 948	31 553	34 237
	<i>3,4</i>	<i>2,5</i>	<i>2,5</i>	<i>3,3</i>	<i>1,7</i>	<i>1,8</i>	<i>4,9</i>	<i>8,5</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	28	72	-36	44	132	-92	21	27
Formation brute de capital fixe des entreprises	242 108	247 204	252 176	257 756	264 932	268 088	229 787	249 811
	<i>2,1</i>	<i>2,1</i>	<i>2,0</i>	<i>2,2</i>	<i>2,8</i>	<i>1,2</i>	<i>10,7</i>	<i>8,7</i>
Bâtiments résidentiels	86 384	88 632	89 980	91 408	96 024	96 992	82 972	89 101
	<i>0,1</i>	<i>2,6</i>	<i>1,5</i>	<i>1,6</i>	<i>5,0</i>	<i>1,0</i>	<i>14,0</i>	<i>7,4</i>
Ouvrages non résidentiels et équipement	155 724	158 572	162 196	166 348	168 908	171 096	146 815	160 710
	<i>3,3</i>	<i>1,8</i>	<i>2,3</i>	<i>2,6</i>	<i>1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>8,8</i>	<i>9,5</i>
Ouvrages non résidentiels	66 296	68 176	70 632	73 320	75 348	77 452	61 600	69 606
	<i>3,6</i>	<i>2,8</i>	<i>3,6</i>	<i>3,8</i>	<i>2,8</i>	<i>2,8</i>	<i>13,2</i>	<i>13,0</i>
Machines et matériel	89 428	90 396	91 564	93 028	93 560	93 644	85 215	91 104
	<i>3,0</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>5,9</i>	<i>6,9</i>
Investissement des entreprises en stocks	14 032	10 176	9 772	10 652	8 132	13 392	6 216	11 158
	...	...	...	...	...	...	...	...
Non agricoles	12 948	9 360	9 628	10 328	8 444	14 328	4 755	10 566
	...	...	...	...	...	...	...	...
Agricultures	1 084	816	144	324	-312	-936	1 461	592
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	498 276	506 224	526 944	547 276	524 260	517 328	494 578	519 680
	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>	<i>4,1</i>	<i>3,9</i>	<i>-4,2</i>	<i>-1,3</i>	<i>7,1</i>	<i>5,1</i>
Biens	431 852	439 780	460 384	480 232	458 120	450 024	429 122	453 062
	<i>2,0</i>	<i>1,8</i>	<i>4,7</i>	<i>4,3</i>	<i>-4,6</i>	<i>-1,8</i>	<i>7,6</i>	<i>5,6</i>
Services	66 424	66 444	66 560	67 044	66 140	67 304	65 456	66 618
	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,3</i>	<i>1,8</i>	<i>4,4</i>	<i>1,8</i>
Moins: Importations de biens et services	457 848	464 440	469 084	479 320	473 712	483 112	440 963	467 673
	<i>2,6</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>2,2</i>	<i>-1,2</i>	<i>2,0</i>	<i>5,9</i>	<i>6,1</i>
Biens	379 884	384 732	389 968	398 256	391 724	398 928	363 639	388 210
	<i>3,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>2,1</i>	<i>-1,6</i>	<i>1,8</i>	<i>6,1</i>	<i>6,8</i>
Services	77 964	79 708	79 116	81 064	81 988	84 184	77 324	79 463
	<i>0,8</i>	<i>2,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,5</i>	<i>1,1</i>	<i>2,7</i>	<i>4,7</i>	<i>2,8</i>
Divergence statistique	-804	468	-516	-896	248	1 008	-52	-437
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 332 712</b>	<b>1 352 560</b>	<b>1 386 308</b>	<b>1 414 120</b>	<b>1 426 724</b>	<b>1 429 800</b>	<b>1 290 788</b>	<b>1 371 425</b>
	<i>1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>2,5</i>	<i>2,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>6,4</i>	<i>6,2</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 279 028</i>	<i>1 300 060</i>	<i>1 319 228</i>	<i>1 336 364</i>	<i>1 367 664</i>	<i>1 381 276</i>	<i>1 230 988</i>	<i>1 308 670</i>
	<i>1,8</i>	<i>1,6</i>	<i>1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>2,3</i>	<i>1,0</i>	<i>5,8</i>	<i>6,3</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

**Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	655 823	661 391	665 602	671 517	679 985	686 980	638 825	663 583
	<i>1,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>3,3</i>	<i>3,9</i>
Biens durables	101 560	103 115	103 969	103 874	106 853	108 114	97 472	103 130
	<i>2,2</i>	<i>1,5</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,9</i>	<i>1,2</i>	<i>2,5</i>	<i>5,8</i>
Biens semi-durables	60 510	61 254	61 141	62 049	64 125	65 427	58 664	61 239
	<i>2,3</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,5</i>	<i>3,3</i>	<i>2,0</i>	<i>4,1</i>	<i>4,4</i>
Biens non durables	146 034	146 311	146 511	146 747	146 698	148 375	143 176	146 401
	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>1,1</i>	<i>2,1</i>	<i>2,3</i>
Services	349 031	352 270	355 619	360 507	364 674	367 538	340 450	354 357
	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>0,8</i>	<i>3,9</i>	<i>4,1</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	215 267	216 627	218 239	220 622	222 016	224 571	211 883	217 689
	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>3,0</i>	<i>2,7</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	31 460	31 845	32 469	33 507	33 952	34 263	30 257	32 320
	<i>3,2</i>	<i>1,2</i>	<i>2,0</i>	<i>3,2</i>	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>3,3</i>	<i>6,8</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	24	60	-28	36	108	-76	19	23
	...	...	...	...	...	...	...	...
Formation brute de capital fixe des entreprises	223 748	226 187	231 549	235 599	241 287	242 843	213 984	229 271
	<i>1,5</i>	<i>1,1</i>	<i>2,4</i>	<i>1,7</i>	<i>2,4</i>	<i>0,6</i>	<i>8,6</i>	<i>7,1</i>
Bâtiments résidentiels	66 886	67 928	68 846	68 848	70 936	69 998	66 002	68 127
	<i>-1,1</i>	<i>1,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,0</i>	<i>3,0</i>	<i>-1,3</i>	<i>7,8</i>	<i>3,2</i>
Ouvrages non résidentiels et équipement	156 856	158 158	162 813	167 251	170 713	173 750	147 387	161 270
	<i>2,9</i>	<i>0,8</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>	<i>2,1</i>	<i>1,8</i>	<i>9,1</i>	<i>9,4</i>
Ouvrages non résidentiels	54 046	54 858	56 292	57 912	59 068	59 867	51 679	55 777
	<i>3,0</i>	<i>1,5</i>	<i>2,6</i>	<i>2,9</i>	<i>2,0</i>	<i>1,4</i>	<i>7,4</i>	<i>7,9</i>
Machines et matériel	103 554	103 896	107 215	110 011	112 353	114 744	96 072	106 169
	<i>2,9</i>	<i>0,3</i>	<i>3,2</i>	<i>2,6</i>	<i>2,1</i>	<i>2,1</i>	<i>10,3</i>	<i>10,5</i>
Investissement des entreprises en stocks	17 594	14 431	15 024	14 892	11 147	16 480	9 747	15 485
	...	...	...	...	...	...	...	...
Non agricoles	14 348	11 263	12 172	11 809	9 497	15 236	6 494	12 398
	...	...	...	...	...	...	...	...
Agricultures	2 642	2 616	2 226	2 473	795	105	2 887	2 489
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	466 955	464 866	474 439	481 889	477 303	475 858	462 239	472 037
	<i>1,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>2,1</i>	<i>1,6</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>5,2</i>	<i>2,1</i>
Biens	407 275	405 291	415 328	422 567	418 547	416 166	402 699	412 615
	<i>1,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,5</i>	<i>1,7</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>5,5</i>	<i>2,5</i>
Services	59 868	59 757	59 327	59 542	58 974	59 875	59 687	59 624
	<i>-0,8</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>3,4</i>	<i>-0,1</i>
Moins: Importations de biens et services	467 457	463 089	475 574	490 041	487 724	498 814	442 421	474 040
	<i>2,0</i>	<i>-0,9</i>	<i>2,7</i>	<i>3,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,3</i>	<i>8,2</i>	<i>7,1</i>
Biens	398 269	392 943	405 171	417 833	413 850	423 096	373 891	403 554
	<i>2,5</i>	<i>-1,3</i>	<i>3,1</i>	<i>3,1</i>	<i>-1,0</i>	<i>2,2</i>	<i>8,4</i>	<i>7,9</i>
Services	69 401	70 126	70 611	72 471	73 840	75 658	68 294	70 652
	<i>-0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>2,6</i>	<i>1,9</i>	<i>2,5</i>	<i>7,2</i>	<i>3,5</i>
Divergence statistique	-690	399	-433	-741	205	837	-52	-366
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 144 136</b>	<b>1 153 623</b>	<b>1 162 822</b>	<b>1 170 239</b>	<b>1 180 674</b>	<b>1 186 555</b>	<b>1 124 688</b>	<b>1 157 705</b>
	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>3,3</i>	<i>2,9</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 124 980</i>	<i>1 134 660</i>	<i>1 146 247</i>	<i>1 159 485</i>	<i>1 175 211</i>	<i>1 186 680</i>	<i>1 093 982</i>	<i>1 141 343</i>
	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>4,2</i>	<i>4,3</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilisent des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

**Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
	variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	5,6	3,4	2,6	3,6	5,1	4,2	3,3	3,9
Biens durables	9,1	6,3	3,4	-0,4	12,0	4,8	2,5	5,8
Biens semi-durables	9,5	5,0	-0,7	6,1	14,1	8,4	4,1	4,4
Biens non durables	3,1	0,8	0,5	0,6	-0,1	4,7	2,1	2,3
Services	5,3	3,8	3,9	5,6	4,7	3,2	3,9	4,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	1,9	2,6	3,0	4,4	2,6	4,7	3,0	2,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	13,5	5,0	8,1	13,4	5,4	3,7	3,3	6,8
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	216	36	-88	64	72	-184	5	4
Formation brute de capital fixe des entreprises	5,9	4,4	9,8	7,2	10,0	2,6	8,6	7,1
Bâtiments résidentiels	-4,5	6,4	5,5	0,0	12,7	-5,2	7,8	3,2
Ouvrages non résidentiels et équipement	12,3	3,4	12,3	11,4	8,5	7,3	9,1	9,4
Ouvrages non résidentiels	12,4	6,1	10,9	12,0	8,2	5,5	7,4	7,9
Machines et matériel	12,2	1,3	13,4	10,8	8,8	8,8	10,3	10,5
Investissement des entreprises en stocks[2]	-4 014	-3 163	593	-132	-3 745	5 333	1 075	5 739
Non agricoles[2]	-3 698	-3 085	909	-363	-2 312	5 739	1 515	5 904
Agricultures[2]	-301	-26	-390	247	-1 678	-690	-610	-398
Exportations de biens et services	5,3	-1,8	8,5	6,4	-3,8	-1,2	5,2	2,1
Biens	6,7	-1,9	10,3	7,2	-3,8	-2,3	5,5	2,5
Services	-3,2	-0,7	-2,8	1,5	-3,8	6,3	3,4	-0,1
Moins: Importations de biens et services	8,1	-3,7	11,2	12,7	-1,9	9,4	8,2	7,1
Biens	10,3	-5,2	13,0	13,1	-3,8	9,2	8,4	7,9
Services	-2,1	4,2	2,8	11,0	7,8	10,2	7,2	3,5
Divergence statistique[2]	-1 742	1 089	-832	-308	946	632	216	-315
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>2,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,2</b>	<b>2,6</b>	<b>3,6</b>	<b>2,0</b>	<b>3,3</b>	<b>2,9</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>5,1</i>	<i>3,5</i>	<i>4,1</i>	<i>4,7</i>	<i>5,5</i>	<i>4,0</i>	<i>4,2</i>	<i>4,3</i>

1. Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2. Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

**Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,761	0,475	0,354	0,488	0,691	0,569	1,851	2,139
Biens durables	0,161	0,112	0,060	-0,007	0,203	0,085	0,190	0,416
Biens semi-durables	0,106	0,057	-0,009	0,067	0,151	0,093	0,195	0,202
Biens non durables	0,106	0,026	0,019	0,022	-0,005	0,156	0,292	0,310
Services	0,388	0,279	0,284	0,405	0,342	0,235	1,175	1,210
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,091	0,123	0,144	0,208	0,122	0,224	0,589	0,523
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,078	0,030	0,049	0,079	0,034	0,023	0,081	0,164
Investissement des administrations publiques en stocks	0,019	0,003	-0,008	0,006	0,006	-0,016	0,000	0,000
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,261	0,198	0,429	0,317	0,441	0,120	1,469	1,254
Bâtimens résidentiels	-0,075	0,101	0,088	0,000	0,198	-0,090	0,472	0,205
Ouvrages non résidentiels et équipement	0,336	0,097	0,341	0,317	0,243	0,210	0,997	1,049
Ouvrages non résidentiels	0,143	0,075	0,131	0,146	0,104	0,072	0,335	0,380
Machines et matériel	0,192	0,022	0,210	0,170	0,139	0,138	0,662	0,669
Investissement des entreprises en stocks	-0,320	-0,251	0,040	-0,015	-0,281	0,389	0,063	0,442
Non agricoles	-0,300	-0,248	0,068	-0,030	-0,177	0,430	0,124	0,470
Agricoles	-0,020	-0,003	-0,028	0,015	-0,104	-0,041	-0,061	-0,029
Exportations de biens et services	0,484	-0,168	0,772	0,600	-0,362	-0,111	1,980	0,820
Biens	0,525	-0,159	0,807	0,582	-0,317	-0,182	1,805	0,827
Services	-0,041	-0,009	-0,035	0,017	-0,045	0,071	0,175	-0,006
Moins: Importations de biens et services	0,665	-0,324	0,910	1,018	-0,160	0,755	2,756	2,378
Biens	0,696	-0,385	0,870	0,869	-0,268	0,613	2,326	2,175
Services	-0,031	0,061	0,040	0,149	0,108	0,142	0,430	0,203
Divergence statistique	-0,153	0,095	-0,072	-0,027	0,081	0,053	0,021	-0,029
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>0,555</b>	<b>0,829</b>	<b>0,797</b>	<b>0,638</b>	<b>0,892</b>	<b>0,498</b>	<b>3,299</b>	<b>2,936</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1,190</i>	<i>0,826</i>	<i>0,976</i>	<i>1,092</i>	<i>1,288</i>	<i>0,937</i>	<i>3,990</i>	<i>4,080</i>

1. Les données en dollars enchaînés (1997) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.

**Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	113,7 <i>0,4</i>	114,3 <i>0,5</i>	115,1 <i>0,7</i>	115,2 <i>0,1</i>	115,7 <i>0,4</i>	116,2 <i>0,4</i>	112,7 <i>1,5</i>	114,6 <i>1,7</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	120,0 <i>1,2</i>	121,4 <i>1,2</i>	122,1 <i>0,6</i>	122,0 <i>-0,1</i>	126,1 <i>3,4</i>	123,9 <i>-1,7</i>	117,9 <i>1,3</i>	121,4 <i>2,9</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	104,7 <i>0,2</i>	106,0 <i>1,2</i>	106,5 <i>0,5</i>	106,6 <i>0,1</i>	107,0 <i>0,4</i>	107,8 <i>0,7</i>	104,3 <i>1,5</i>	106,0 <i>1,6</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	108,2 <i>0,7</i>	109,3 <i>1,0</i>	108,9 <i>-0,4</i>	109,4 <i>0,5</i>	109,8 <i>0,4</i>	110,4 <i>0,5</i>	107,4 <i>1,8</i>	109,0 <i>1,5</i>
Exportations de biens et services	106,7 <i>0,4</i>	108,9 <i>2,1</i>	111,1 <i>2,0</i>	113,6 <i>2,3</i>	109,8 <i>-3,3</i>	108,7 <i>-1,0</i>	107,0 <i>1,8</i>	110,1 <i>2,9</i>
Importations de biens et services	97,9 <i>0,6</i>	100,3 <i>2,5</i>	98,6 <i>-1,7</i>	97,8 <i>-0,8</i>	97,1 <i>-0,7</i>	96,9 <i>-0,2</i>	99,7 <i>-2,2</i>	98,7 <i>-1,0</i>
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>116,5</b> <b><i>0,4</i></b>	<b>117,2</b> <b><i>0,6</i></b>	<b>119,2</b> <b><i>1,7</i></b>	<b>120,8</b> <b><i>1,3</i></b>	<b>120,8</b> <b><i>0,0</i></b>	<b>120,5</b> <b><i>-0,2</i></b>	<b>114,8</b> <b><i>3,0</i></b>	<b>118,4</b> <b><i>3,2</i></b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>113,7</i> <i>0,6</i>	<i>114,6</i> <i>0,8</i>	<i>115,1</i> <i>0,4</i>	<i>115,3</i> <i>0,2</i>	<i>116,4</i> <i>1,0</i>	<i>116,4</i> <i>0,0</i>	<i>112,5</i> <i>1,5</i>	<i>114,7</i> <i>1,9</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.



automobiles légers et de pièces, de produits en métal et de produits informatiques et électroniques. Une hausse de la demande américaine s'est traduite par un accroissement des exportations de certaines marques de voitures fabriquées au Canada. Il y a cependant eu une baisse marquée de la production de camions lourds. Les fabricants de produits chimiques et en bois ont rapporté certaines des plus importantes baisses.

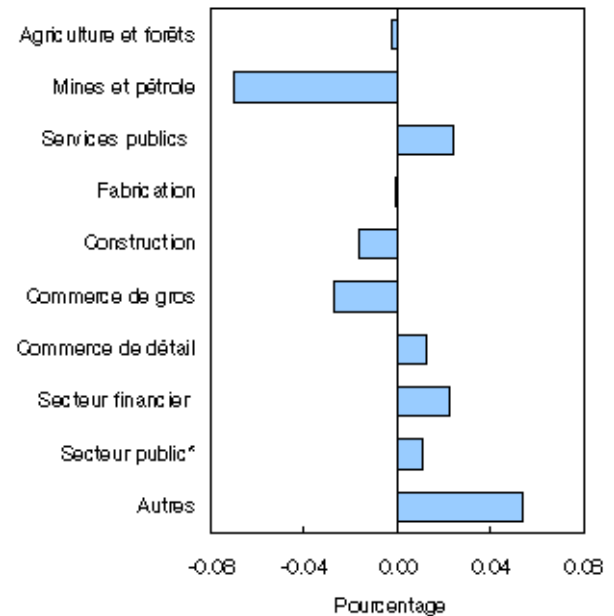
La production industrielle, soit celle des mines, des fabricants et des services publics, a reculé de 0,2 %, seuls les services publics ayant affiché un gain (+1,0 %). La production industrielle aux États-Unis s'accroissait de 0,8 % en juin, les trois secteurs étant à la hausse.

Les activités de construction ont diminué de 0,3 % pour un deuxième mois d'affilée, en grande partie à cause de la baisse de la construction résidentielle (-1,2 %), alors que la construction non résidentielle s'inclinait légèrement (-0,1 %) et que les travaux d'ingénierie et de réparations progressaient de 0,3 %.

Le commerce de gros a diminué de 0,5 %. Les ventes des grossistes de véhicules et de pièces automobiles, de même que ceux d'ordinateurs et de machines de bureau y ont particulièrement contribué. Le commerce de détail a quant à lui progressé de 0,2 % en juin. Les concessionnaires de voitures neuves et d'occasion ont particulièrement contribué à ralentir la croissance du commerce de détail. En excluant les concessionnaires de véhicules neufs et d'occasion, les ventes au détail ont progressé de 0,5 %.

L'affaiblissement des activités des courtiers en valeurs mobilières (-2,1 %) qui a débuté en mai a contribué à ralentir la croissance du secteur financier en juin (+0,1 %). De plus, malgré un regain d'activités en mai, les courtiers immobiliers ont connu un recul de 1,6 % en juin, suivant ainsi le repli du marché de la revente de maisons constaté depuis mars dernier.

### Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale – juin 2006



\* Éducation, santé et administrations publiques.

### **PIB par industrie, deuxième trimestre 2006**

L'économie canadienne s'est accrue à un rythme plus lent au deuxième trimestre de 2006 comparativement au premier. Une hausse de la production de services (+0,8 %) a plus que compensé le recul (-0,3 %) observé dans les industries de biens. La croissance est venue principalement du commerce de détail et de gros, de la finance et de l'administration publique. Pour un second trimestre d'affilée, la production industrielle (c'est-à-dire la production des services publics, des mines et des fabricants) s'est repliée.

Le commerce de détail s'est accru de 2,0 %, entraîné par la hausse des ventes des détaillants de produits de l'automobile, des pharmacies et des magasins de détail divers. Le commerce de gros a continué de croître à un rythme soutenu (+1,1 %). Les grossistes en véhicules automobiles, en ordinateurs et autres appareils électroniques ainsi qu'en articles ménagers et personnels y ont très nettement contribué. Le secteur financier a progressé de 0,8 % au deuxième trimestre, malgré une baisse des activités dans les industries de l'assurance (-0,1 %) et par les agents et courtiers immobiliers (-3,0 %). Le marché de la revente de maisons a enregistré une nette diminution pendant ce trimestre.

La construction a progressé de 0,4 % au deuxième trimestre, soit à un rythme nettement inférieur à celui des deux trimestres précédents (+2,4 %). Toute la vigueur résidait dans les travaux d'ingénierie et de réparations alors que la construction résidentielle et non résidentielle toutes deux baissaient au deuxième trimestre.

La production industrielle diminuait de 0,6 % au deuxième trimestre, une seconde baisse trimestrielle d'affilée. Tant le secteur de la fabrication que le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière reculaient, alors que les services publics enregistraient une hausse. La production industrielle aux États-Unis s'accroissait de 1,5 %, les trois secteurs étant à la hausse.

La production manufacturière s'est repliée de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. Parmi les 21 groupes majeurs, 11 d'entre eux représentant 50 % de la production manufacturière totale baissaient. La production de biens non durables (-0,4 %) ainsi que celle de biens durables (-0,6 %) reculaient toutes deux. L'accroissement de la valeur du dollar canadien vis-à-vis de la devise américaine pendant le trimestre (+2,8 %) a été un facteur qu'a gêné les efforts des fabricants orientés vers l'exportation. Le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière reculait de 1,2 % en partie à cause de travaux d'entretien imprévus sur les sites d'extraction pétrolière. La production des services publics s'est accrue de 0,7 %, modérant ainsi les replis des secteurs de la fabrication et minier.

Au deuxième trimestre, la production de l'administration publique fédérale excluant les services de défense était à la hausse de 2,5 % en grande partie à cause des activités reliées au Recensement de 2006.



**Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]**

	Janvier 2006	Février 2006	Mars 2006	Avril 2006	Mai 2006	Jun 2006	Jun 2005 à jun 2006
	données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)						%
<b>Ensemble des industries</b>	<b>1 091 374</b>	<b>1 094 713</b>	<b>1 096 303</b>	<b>1 098 610</b>	<b>1 099 622</b>	<b>1 099 686</b>	<b>2,6</b>
	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	...
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>345 029</b>	<b>346 534</b>	<b>345 407</b>	<b>345 300</b>	<b>344 741</b>	<b>344 035</b>	<b>1,5</b>
	<i>-0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,2</i>	...
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25 097	25 259	25 111	25 286	25 383	25 356	1,3
	<i>1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,1</i>	...
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	40 422	40 338	40 747	40 638	39 964	39 393	2,1
	<i>-2,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,7</i>	<i>-1,4</i>	...
Services publics	26 250	27 490	27 348	27 053	27 171	27 444	-2,5
	<i>-4,6</i>	<i>4,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,4</i>	<i>1,0</i>	...
Construction	66 866	67 742	67 333	67 825	67 595	67 411	5,9
	<i>0,8</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,3</i>	...
Fabrication	185 556	184 962	183 920	183 585	183 940	183 931	0,4
	<i>-0,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,0</i>	...
<b>Industries productrices de services</b>	<b>747 287</b>	<b>749 109</b>	<b>751 880</b>	<b>754 322</b>	<b>755 921</b>	<b>756 714</b>	<b>3,2</b>
	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	...
Commerce de gros	70 813	71 095	71 220	71 411	72 222	71 885	5,9
	<i>1,9</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,5</i>	...
Commerce de détail	63 778	63 952	64 749	65 627	65 249	65 385	4,9
	<i>1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,2</i>	...
Transport et entreposage	53 033	53 168	53 430	53 645	53 608	53 726	3,7
	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	...
Industrie de l'information et industrie culturelle	44 734	44 793	44 849	44 683	44 744	45 090	1,8
	<i>0,7</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,8</i>	...
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	217 495	218 300	218 946	219 646	220 163	220 413	3,3
	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	...
Services professionnels, scientifiques et techniques	46 372	46 372	46 524	46 441	46 529	46 600	1,6
	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	...
Services administratifs et gestion des déchets	24 273	24 319	24 509	24 637	24 863	25 031	5,2
	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	...
Services d'enseignement	47 457	47 481	47 308	47 451	47 457	47 393	0,9
	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	...
Soins de santé et assistance sociale	62 847	62 980	63 197	63 282	63 345	63 369	2,4
	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	...
Arts, spectacles et loisirs	9 602	9 557	9 719	9 935	9 782	9 793	3,5
	<i>-2,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,7</i>	<i>2,2</i>	<i>-1,5</i>	<i>0,1</i>	...
Hébergement et services de restauration	23 613	23 671	23 847	23 634	23 723	23 564	1,3
	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,7</i>	...
Autres services, sauf les administrations publiques	26 172	26 256	26 311	26 313	26 369	26 448	2,0
	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	...
Administrations publiques	59 180	59 281	59 386	59 715	60 030	60 190	2,9
	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	...
<b>Autres agrégations</b>							...
Production industrielle	253 740	254 245	253 661	252 919	252 485	251 987	0,5
	<i>-0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,2</i>	...
Fabrication de biens non durables	73 136	72 140	71 906	72 040	72 393	71 955	-1,3
	<i>0,3</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,6</i>	...
Fabrication de biens durables	112 175	112 574	111 769	111 302	111 305	111 732	1,6
	<i>-0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,4</i>	...
Secteur des entreprises	930 348	933 472	935 041	936 764	937 446	937 348	2,7
	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,0</i>	...
Secteur non commercial	161 567	161 797	161 828	162 402	162 722	162 877	2,2
	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	...
Secteur des TIC, total	62 866	63 103	63 580	63 686	63 621	64 371	4,5
	<i>1,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,2</i>	...
Secteur de l'énergie	64 269	65 369	65 844	65 285	64 769	64 283	1,2
	<i>-2,8</i>	<i>1,7</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,8</i>	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

**Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>337 012</b>	<b>338 959</b>	<b>342 680</b>	<b>345 288</b>	<b>345 657</b>	<b>344 692</b>	<b>332 217</b>	<b>340 985</b>
	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>4,1</i>	<i>2,6</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	24 746	25 018	25 403	25 036	25 156	25 342	24 583	25 051
	<i>-0,0</i>	<i>1,1</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>6,3</i>	<i>1,9</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	38 466	39 187	40 354	41 069	40 502	39 998	39 458	39 769
	<i>-2,2</i>	<i>1,9</i>	<i>3,0</i>	<i>1,8</i>	<i>-1,4</i>	<i>-1,2</i>	<i>2,8</i>	<i>0,8</i>
Services publics	27 368	27 676	27 632	27 417	27 029	27 223	26 349	27 523
	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,8</i>	<i>-1,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>4,5</i>
Construction	62 352	63 251	64 241	65 754	67 314	67 610	60 689	63 900
	<i>1,4</i>	<i>1,4</i>	<i>1,6</i>	<i>2,4</i>	<i>2,4</i>	<i>0,4</i>	<i>4,6</i>	<i>5,3</i>
Fabrication	183 611	183 162	184 092	184 927	184 813	183 819	180 070	183 948
	<i>0,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>4,6</i>	<i>2,2</i>
<b>Industries productrices de services</b>	<b>722 895</b>	<b>730 301</b>	<b>736 164</b>	<b>740 825</b>	<b>749 425</b>	<b>755 652</b>	<b>709 357</b>	<b>732 546</b>
	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>0,8</i>	<i>2,7</i>	<i>3,3</i>
Commerce de gros	65 154	67 025	67 802	69 112	71 043	71 839	62 306	67 273
	<i>1,9</i>	<i>2,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,9</i>	<i>2,8</i>	<i>1,1</i>	<i>5,3</i>	<i>8,0</i>
Commerce de détail	61 453	62 121	62 241	62 635	64 160	65 420	59 405	62 112
	<i>1,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>2,4</i>	<i>2,0</i>	<i>3,8</i>	<i>4,6</i>
Transport et entreposage	51 089	51 466	52 424	52 842	53 210	53 660	49 804	51 955
	<i>1,1</i>	<i>0,7</i>	<i>1,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>4,5</i>	<i>4,3</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 552	44 193	44 555	44 498	44 792	44 839	42 478	44 199
	<i>1,1</i>	<i>1,5</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,1</i>	<i>1,3</i>	<i>4,1</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	210 450	212 595	214 618	215 842	218 247	220 074	206 340	213 376
	<i>1,1</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>3,4</i>	<i>3,4</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	45 554	45 835	45 979	46 136	46 423	46 523	45 343	45 876
	<i>-0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>2,0</i>	<i>1,2</i>
Services administratifs et gestion des déchets	23 464	23 727	23 877	24 080	24 367	24 844	23 051	23 787
	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>1,2</i>	<i>2,0</i>	<i>2,2</i>	<i>3,2</i>
Services d'enseignement	46 328	46 788	47 160	47 015	47 415	47 434	45 404	46 823
	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,9</i>	<i>3,1</i>
Soins de santé et assistance sociale	61 131	61 572	62 169	62 556	63 008	63 332	61 012	61 857
	<i>-0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>1,4</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 362	9 365	9 532	9 753	9 626	9 837	9 425	9 503
	<i>1,7</i>	<i>0,0</i>	<i>1,8</i>	<i>2,3</i>	<i>-1,3</i>	<i>2,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>
Hébergement et services de restauration	23 178	23 140	23 116	23 359	23 710	23 640	22 925	23 198
	<i>0,8</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,5</i>	<i>1,2</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	25 809	25 917	25 953	26 055	26 246	26 377	25 541	25 934
	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>1,5</i>
Administrations publiques	57 980	58 365	58 594	58 867	59 282	59 978	57 523	58 452
	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,6</i>
<b>Autres agrégations</b>								
Production industrielle	250 396	251 208	253 579	255 102	253 882	252 464	247 374	252 571
	<i>-0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>3,8</i>	<i>2,1</i>
Fabrication de biens non durables	73 653	73 234	73 517	72 960	72 394	72 129	73 714	73 341
	<i>-0,6</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>2,0</i>	<i>-0,5</i>
Fabrication de biens durables	109 722	109 691	110 336	111 722	112 173	111 446	106 132	110 368
	<i>1,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>6,5</i>	<i>4,0</i>
Secteur des entreprises	901 940	910 047	918 366	925 260	932 954	937 186	884 924	913 903
	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>3,6</i>	<i>3,3</i>
Secteur non commercial	157 604	158 822	160 108	160 521	161 731	162 667	156 250	159 264
	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>1,9</i>
Secteur des TIC, total	60 153	61 111	61 936	62 084	63 183	63 893	58 112	61 321
	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,2</i>	<i>1,8</i>	<i>1,1</i>	<i>4,3</i>	<i>5,5</i>
Secteur de l'énergie	62 842	63 817	65 170	65 938	65 161	64 779	63 109	64 441
	<i>-1,2</i>	<i>1,6</i>	<i>2,1</i>	<i>1,2</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,8</i>	<i>2,1</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

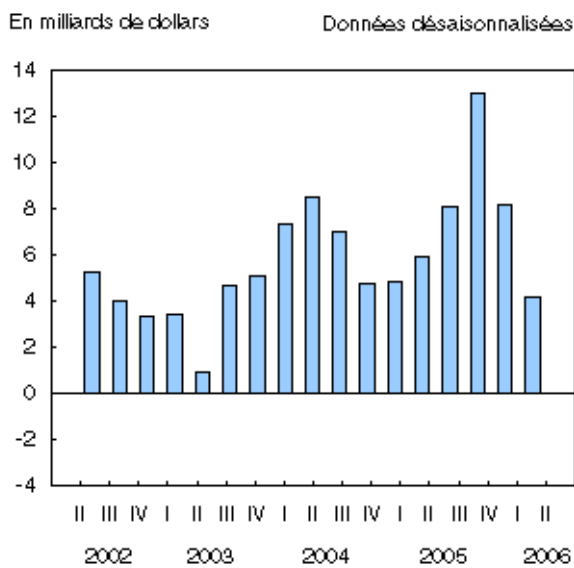
## Balance des paiements internationaux

Deuxième trimestre de 2006

### Faits saillants

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a chuté de 4,0 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2006 pour s'établir à 4,2 milliards de dollars. C'était la deuxième diminution importante consécutive de l'excédent, après le sommet atteint à la fin de 2005. Comme au trimestre précédent, le gros du repli provenait d'une baisse de l'excédent au chapitre du commerce des biens.

### Le surplus du compte courant de nouveau en forte baisse



Dans le compte capital et financier (non désaisonné), l'actif et le passif international du Canada se sont accrus considérablement d'environ la même valeur pour un deuxième trimestre consécutif. L'augmentation de l'actif international du Canada provenait, en partie, du niveau quasi-record des acquisitions des investisseurs de portefeuille.

### Compte courant

#### Nouveau repli de l'excédent au chapitre des biens

L'excédent au chapitre des biens a diminué de 3,8 milliards de dollars de dollars pour s'établir à 12,8 milliards de dollars au deuxième trimestre, après un recul du même ordre au premier trimestre. Alors que les importations et les exportations ont fléchi au premier trimestre, les exportations ont continué de diminuer au deuxième trimestre, tandis que les importations ont rebondi.

Une baisse de 2,0 milliards de dollars a ramené les exportations à 112,5 milliards de dollars, tandis que les importations ont atteint un sommet de 99,7 milliards de dollars, après une progression de 1,8 milliard de dollars.

La valeur des exportations de produits énergétiques s'est quelque peu améliorée au deuxième trimestre, après un repli de 4,5 milliards de dollars au trimestre précédent. Pendant que les prix du gaz naturel continuaient de fléchir, ceux du pétrole brut ont progressé de plus de 20 % au cours du trimestre, notamment sous la poussée d'une forte augmentation des prix du pétrole brut lourd qui a représenté environ les deux tiers du volume total des exportations.

#### Note aux lecteurs

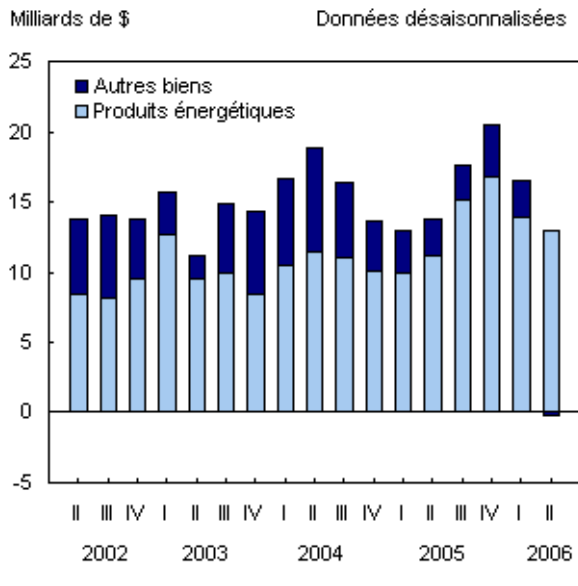
La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions telles que les exportations et les revenus d'intérêt correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un surplus ou un déficit au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (actif du Canada), soit à des étrangers (passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

**Tout le surplus des biens provient des produits de l'énergie**



La diminution des exportations des voitures au deuxième trimestre a entraîné une réduction de 1,7 milliard de dollars des exportations de produits de l'automobile. C'est le plus faible niveau d'exportations pour ce groupe de produits depuis 1998.

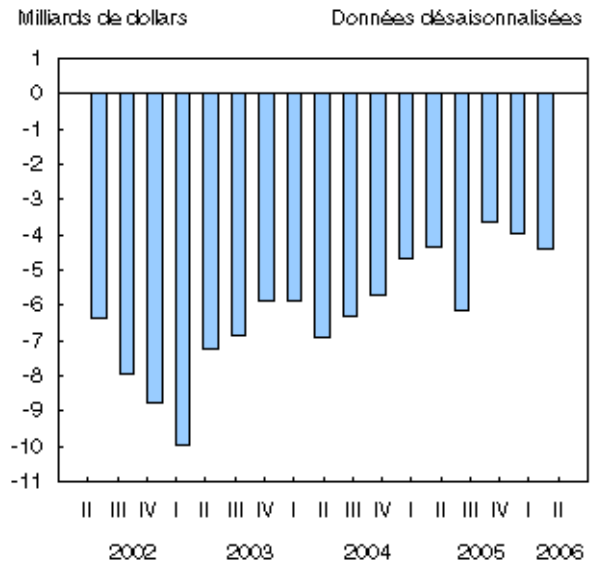
Les exportations de machines et de matériel ont diminué de 0,8 milliard de dollars au cours du trimestre, la baisse s'étalant sur la plupart des composantes, tandis que les produits forestiers ont poursuivi la tendance à la baisse amorcée il y a deux ans. Ces diminutions ont été partiellement épongées par l'amélioration de la performance au chapitre des biens industriels, et particulièrement des métaux et des alliages.

Les importations de produits énergétiques ont crû de 1,8 milliard de dollars au deuxième trimestre. Le pétrole brut comptait pour le plus clair de l'augmentation, du fait d'une hausse des prix et des volumes, tandis que les produits du pétrole et du charbon ont aussi réalisé une progression appréciable.

**Augmentation du déficit au chapitre du revenu de placements**

Le déficit au chapitre du revenu de placements a augmenté de 0,4 milliard de dollars, pour atteindre 4,4 milliards de dollars. Malgré une deuxième hausse consécutive, le déficit est demeuré faible par rapport à ses niveaux antérieurs.

**Le déficit des revenus de placements s'élargit mais demeure historiquement bas**



Les bénéfices réalisés par les non-résidents sur leurs investissements directs au Canada sont demeurés relativement stables au deuxième trimestre. Cependant, les dividendes versés sont retombés à des niveaux plus normaux, après deux trimestres consécutifs au-dessus des 5 milliards de dollars. En même temps, les bénéfices réalisés par les investisseurs directs canadiens ont baissé de 0,8 milliard de dollars.

Les intérêts reçus sur les obligations et les instruments du marché monétaire étrangers ont augmenté pour un neuvième trimestre consécutif, les Canadiens ayant continué d'accroître leur portefeuille de ces titres. Les paiements d'intérêts sur le passif de portefeuille canadien sont demeurés faibles, une baisse des paiements sur les obligations ayant été épongée en partie par une augmentation des opérations reliées aux instruments du marché monétaire.

**Encore une légère augmentation du déficit des services**

Le déficit des services a augmenté de 0,3 milliard de dollars au deuxième trimestre et atteint 4,5 milliards de dollars, un autre sommet. L'augmentation des paiements pour les services de transport a été le premier facteur de l'augmentation alors que le déficit au chapitre des voyages est demeuré élevé. Les exportations et les importations de services commerciaux ont affiché des hausses semblables et le déficit est resté à 0,8 milliard de dollars.

Les voyageurs canadiens ont encore une fois accru leurs paiements internationaux au deuxième trimestre, surtout dans les pays autres que les États-Unis. Cependant, pour

le premier trimestre depuis la fin de 2004, il y a eut une augmentation des dépenses par les voyageurs américains au Canada.

Si le nombre total de voyageurs des États-Unis au Canada a régressé quelque peu au deuxième trimestre, un nombre plus considérable de personnes ont passé au moins une nuit au pays. En moyenne, ces voyageurs passent 3 à 4 jours au Canada et dépensent 8 fois plus que les voyageurs d'un jour.

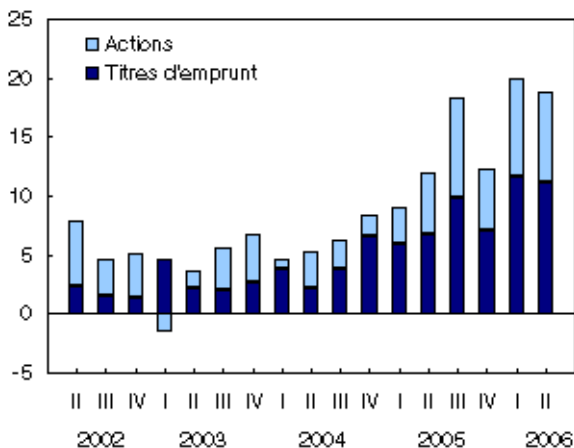
## Compte financier

### Investissements quasi-records en titres étrangers

Au deuxième trimestre, les Canadiens ont acheté pour 18,8 milliards de dollars de titres étrangers se composant d'obligations et d'actions. Avec le record d'achats du premier trimestre, les deux trimestres consécutifs ont donné un investissement de 38,7 milliards de dollars, ce qui est déjà plus que 60 % du total record de 2000.

### Poursuite des forts investissements dans les titres étrangers<sup>1</sup>

En milliards de dollars



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les deux tiers des 18,8 milliards de dollars d'investissements étaient en obligations étrangères, soit un niveau très élevé pour un deuxième trimestre d'affilée. Les investissements en obligations étrangères se sont répartis à peu près également entre les obligations de sociétés américaines et les obligations d'outre-mer. Les investissements canadiens dans les bons du Trésor américains ont peu varié après 10 trimestres d'investissement. Comme au premier trimestre, une partie des investissements canadiens est allée dans des obligations dites « maple » – des obligations libellées en dollars canadiens. Les investisseurs financent leur dette

au Canada depuis un certain temps déjà. Typiquement, les obligations sont libellées en dollars canadiens et vendues à des investisseurs institutionnels.

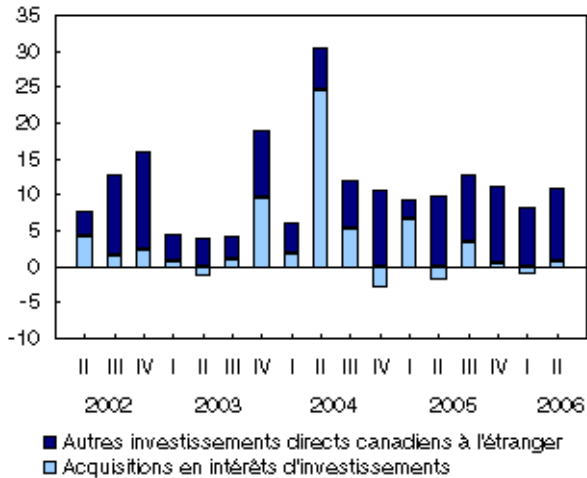
Au deuxième trimestre, les investisseurs canadiens ont encore une fois acheté de grandes quantités d'actions étrangères, pour un total de 7,6 milliards de dollars. Les caisses de retraite canadiennes ont été particulièrement actives dans l'acquisition d'actions étrangères. Un peu plus de la moitié du total était en actions américaines, et le reste en actions d'outre-mer. En même temps, les investisseurs canadiens ont revendu le 1,1 milliard de dollars d'instruments du marché monétaire étrangers qu'ils avaient acquis au premier trimestre. Au deuxième trimestre, les investisseurs ont acheté pour 1,6 milliard de dollars d'effets américains mais vendu pour 2,8 milliards de dollars d'effets d'outre-mer.

### Solide reprise des investissements directs étrangers après le creux du premier trimestre

Les investisseurs directs canadiens ont injecté 11 milliards de dollars dans les économies étrangères, marquant un retour à un niveau plus habituel d'investissements comparable à ceux observés depuis quelques années. Les investissements de 7,3 milliards de dollars du premier trimestre étaient les plus faibles montants trimestriels en deux ans. Le gros des investissements pour le trimestre en cours a été sous forme d'injections de fonds de roulement dans des sociétés affiliées étrangères existantes. Dans une perspective des industries, les investissements se sont concentrés dans le secteur de la finance et de l'assurance. Les investissements directs à l'étranger étaient bien répartis au niveau géographique, l'Europe en ayant la plus grosse part.

### Reprise des investissements directs canadiens<sup>1</sup>

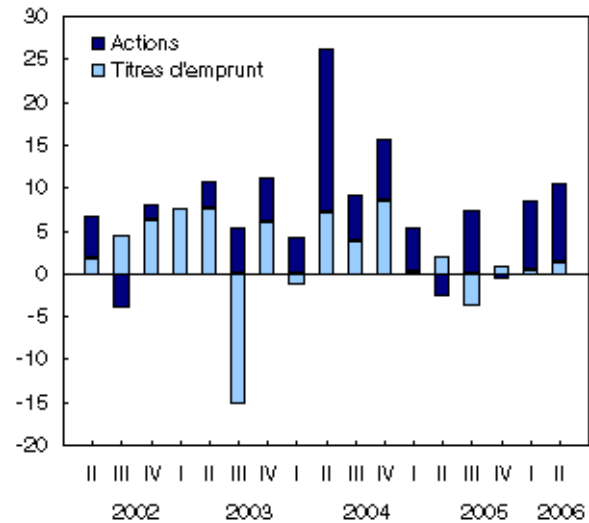
En milliards de dollars



1. Signes renversés de la balance des paiements.

### Les investissements dans les titres canadiens dominés par les actions

En milliards de dollars



### Baisse des investissements directs étrangers au Canada après trois solides trimestres

Au deuxième trimestre, les investisseurs étrangers directs ont injecté 8,4 milliards de dollars dans l'économie canadienne, en baisse par rapport à la moyenne de 14,4 milliards de dollars des trois derniers trimestres. Les investissements étrangers étaient répartis entre les acquisitions, les avances de fonds de roulement et de solides bénéfices réinvestis. Bien qu'il y a eu un certain nombre d'annonces d'importantes acquisitions étrangères au deuxième trimestre, un grand nombre ne sont toutefois pas encore formellement conclues. Une bonne part des investissements du deuxième trimestre sont venus des investisseurs américains et ont été largement répartis entre les diverses industries.

### Meilleurs investissements étrangers en titres canadiens en six trimestres

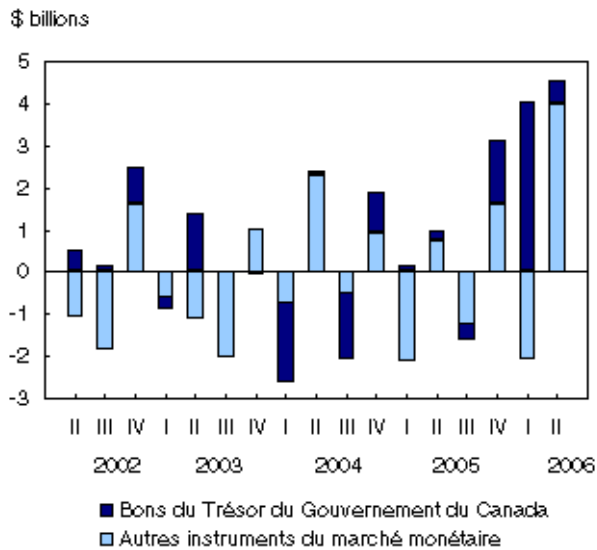
Les placements de portefeuille étrangers se sont raffermis au cours du trimestre, avec l'achat d'actions et d'instruments du marché monétaire. Les investisseurs ont acheté pour 10,4 milliards de dollars de titres canadiens au cours du trimestre, ce qui est plus que le total pour toute l'année 2005.

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 9,1 milliards de dollars d'actions au cours du trimestre, malgré le repli de l'indice composite S&P/TSX. Les investissements sont venus surtout des États-Unis, tandis que ceux des investisseurs britanniques ont été compensés par les ventes effectuées par les autres Européens.

### Meilleur trimestre pour les investissements étrangers en effets canadiens depuis 1997

Pour un troisième trimestre consécutif, les investisseurs étrangers ont fait d'importants investissements en instruments du marché monétaire canadiens. Ils ont acheté pour 4,6 milliards de dollars d'instruments du marché monétaire canadiens, après en avoir acheté une quantité semblable aux deux trimestres précédents. Plus de la moitié des investissements sont allés dans des instruments émis par des entreprises fédérales, tandis que le reste s'est réparti entre les effets des entreprises et des gouvernements. Par région, ce sont les investisseurs des États-Unis et du Royaume-Uni qui ont été les principaux acheteurs. Les taux à court terme ont poursuivi leur progression aux États-Unis et au Canada, et l'écart favorisant les investissements aux États-Unis s'est refermé jusqu'à un peu moins d'un demi-point de pourcentage.

### Les plus importants investissements dans les effets canadiens en presque 10 ans



Les non-résidents ont continué de vendre des obligations canadiennes pour un quatrième trimestre de suite. Le désinvestissement étranger de 3,2 milliards de dollars au deuxième trimestre a été le plus important des quatre trimestres, dont le total est de 8,9 milliards de dollars. Au deuxième trimestre, ils ont vendu des obligations du gouvernement fédéral et des sociétés, mais acheté des obligations émises par des entreprises fédérales. Au niveau régional, le désinvestissement est venu principalement des États-Unis et des économies émergentes, mais des achats d'investisseurs européens ont fait contrepoids. Sur le plan des devises, les ventes étrangères ont été principalement en obligations canadiennes libellées en dollars américains. Cependant, il y a eu des achats d'obligations libellées dans d'autres devises étrangères.

### Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves

Le compte des autres investissements a enregistré une rentrée nette considérable de 13,8 milliards de dollars. L'entrée a été attribuable d'abord à une hausse du passif-dépôts, et ensuite du passif-prêts. Les dépôts et les emprunts ont aussi connu une forte augmentation du côté de l'actif, épongeant une partie de l'augmentation du passif. Le dollar canadien s'est apprécié de pas moins de quatre cents au cours du trimestre, clôturant à 89,6 cents par rapport à sa contrepartie américaine. Le dollar canadien a subi un certain recul par rapport à la plupart des autres grandes devises étrangères, sauf le yen.

**Balance des paiements**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
données non désaisonnalisées, millions de dollars								
<b>Compte courant</b>								
<b>Recettes</b>								
Biens et services	120 833	130 461	131 581	135 153	128 368	132 351	492 984	518 028
Biens	106 140	114 276	112 599	120 045	113 539	115 963	429 121	453 060
Services	14 693	16 185	18 982	15 108	14 829	16 388	63 863	64 968
Revenus de placements	10 528	12 805	11 307	13 559	13 381	12 989	37 532	48 199
Investissements directs	5 721	7 120	5 467	7 686	7 265	6 804	20 677	25 994
Investissements de portefeuille	2 911	3 069	3 208	3 455	3 506	3 691	10 182	12 644
Autres investissements	1 896	2 616	2 631	2 418	2 610	2 494	6 673	9 561
Transferts courants	2 292	1 830	1 816	2 128	3 011	2 103	7 427	8 066
Recettes du compte courant	133 653	145 097	144 704	150 839	144 760	147 443	537 943	574 293
<b>Paiements</b>								
Biens et services	112 345	121 145	115 462	117 945	117 794	125 672	440 218	466 896
Biens	92 521	101 457	95 584	98 649	96 942	104 744	363 639	388 210
Services	19 824	19 688	19 878	19 296	20 852	20 928	76 580	78 686
Revenus de placements	15 747	17 154	17 027	17 082	18 012	17 638	62 346	67 010
Investissements directs	6 635	7 898	8 338	8 082	7 815	8 371	27 489	30 953
Investissements de portefeuille	6 740	6 838	6 848	6 765	6 133	6 111	28 139	27 192
Autres investissements	2 371	2 418	1 842	2 234	4 063	3 156	6 717	8 865
Transferts courants	3 133	1 651	1 817	1 985	3 512	1 687	7 746	8 585
Paiements du compte courant	131 224	139 950	134 306	137 011	139 318	144 997	510 310	542 491
<b>Soldes</b>								
Biens et services	8 488	9 316	16 119	17 208	10 573	6 678	52 765	51 132
Biens	13 620	12 819	17 015	21 396	16 597	11 219	65 482	64 850
Services	-5 131	-3 503	-896	-4 188	-6 024	-4 541	-12 717	-13 718
Revenus de placements	-5 219	-4 349	-5 720	-3 523	-4 631	-4 649	-24 814	-18 811
Investissements directs	-915	-778	-2 870	-397	-550	-1 567	-6 812	-4 960
Investissements de portefeuille	-3 829	-3 769	-3 640	-3 310	-2 628	-2 420	-17 957	-14 548
Autres investissements	-475	198	790	184	-1 454	-662	-44	696
Transferts courants	-841	180	-1	143	-501	417	-319	-519
<b>Solde du compte courant</b>	<b>2 429</b>	<b>5 147</b>	<b>10 398</b>	<b>13 828</b>	<b>5 442</b>	<b>2 446</b>	<b>27 633</b>	<b>31 802</b>
<b>Compte capital et financier<sup>[1]</sup></b>								
<b>Compte capital</b>	<b>1 472</b>	<b>1 712</b>	<b>1 769</b>	<b>979</b>	<b>1 016</b>	<b>1 003</b>	<b>4 449</b>	<b>5 932</b>
<b>Compte financier</b>	<b>-12 391</b>	<b>-9 624</b>	<b>-7 236</b>	<b>-5 857</b>	<b>-10 842</b>	<b>2 787</b>	<b>-36 956</b>	<b>-35 109</b>
<b>Actif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-9 229	-8 180	-12 786	-11 105	-7 271	-10 990	-56 274	-41 300
Investissements de portefeuille	-9 073	-11 991	-18 291	-12 297	-19 888	-18 833	-24 369	-51 652
Obligations étrangères	-6 284	-5 601	-9 234	-6 496	-10 633	-12 339	-15 290	-27 615
Actions étrangères	-3 091	-5 263	-8 407	-5 187	-8 250	-7 623	-8 092	-21 947
Effets du marché monétaire étranger	302	-1 127	-651	-614	-1 005	1 129	-987	-2 089
Autres investissements	-15 351	-2 775	-13 277	9 238	-20 575	-18 047	-7 396	-22 164
Prêts	-334	3 886	-251	5 229	-1 936	-4 323	3 505	8 529
Dépôts	-9 372	-4 448	-12 911	11 043	-11 990	-13 866	-10 666	-15 688
Réserves internationales	-3 437	585	1 092	108	-3 800	899	3 427	-1 653
Autres actifs	-2 206	-2 798	-1 207	-7 141	-2 849	-757	-3 662	-13 352
Total de l'actif du Canada, flux nets	-33 652	-22 946	-44 355	-14 164	-47 734	-47 869	-88 039	-115 116
<b>Passif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	6 445	5 295	14 109	15 135	14 094	8 352	1 995	40 984
Investissements de portefeuille	5 362	-807	3 836	81	8 546	10 415	54 267	8 472
Obligations canadiennes	2 067	896	-1 934	-2 212	-1 514	-3 244	18 955	-1 183
Actions canadiennes	5 235	-2 679	7 389	-812	8 046	9 108	35 742	9 133
Effets du marché monétaire canadien	-1 940	976	-1 619	3 105	2 013	4 550	-429	522
Autres investissements	9 453	8 834	19 174	-6 910	14 252	31 889	-5 179	30 551
Emprunts	7 710	3 249	-5 423	-3 528	2 476	4 852	-2 345	2 007
Dépôts	-1 235	5 187	24 654	336	11 052	27 067	-531	28 942
Autres passifs	2 979	398	-58	-3 717	724	-30	-2 303	-398
Total du passif du Canada, flux nets	21 261	13 322	37 118	8 307	36 892	50 656	51 083	80 008
<b>Total du compte capital et financier, flux nets</b>	<b>-10 920</b>	<b>-7 912</b>	<b>-5 467</b>	<b>-4 878</b>	<b>-9 826</b>	<b>3 790</b>	<b>-32 507</b>	<b>-29 177</b>
Divergence statistique	8 491	2 765	-4 931	-8 951	4 384	-6 235	4 874	-2 625

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.



**Compte courant**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
<b>Recettes</b>								
Biens et services	124 184	126 139	131 319	136 386	130 613	128 861	492 984	518 028
Biens	107 964	109 942	115 095	120 060	114 528	112 506	429 121	453 060
Services	16 220	16 197	16 225	16 327	16 084	16 355	63 863	64 968
Voyages	4 218	4 107	4 100	4 035	3 914	4 036	16 745	16 460
Transports	2 882	2 842	2 919	2 989	3 019	2 990	11 024	11 632
Services commerciaux	8 700	8 808	8 742	8 865	8 714	8 918	34 511	35 115
Services gouvernementaux	420	441	463	438	438	410	1 582	1 761
Revenus de placements	10 709	12 516	11 433	13 541	13 452	12 693	37 532	48 199
Investissements directs	5 827	6 925	5 613	7 629	7 277	6 587	20 677	25 994
Intérêts	235	310	340	391	259	319	754	1 275
Bénéfices	5 592	6 615	5 273	7 239	7 018	6 268	19 923	24 718
Investissements de portefeuille	2 922	3 067	3 217	3 438	3 563	3 672	10 182	12 644
Intérêts	861	912	1 042	1 190	1 221	1 336	2 387	4 006
Dividendes	2 061	2 155	2 175	2 248	2 342	2 335	7 795	8 638
Autres investissements	1 960	2 524	2 603	2 474	2 612	2 435	6 673	9 561
Transferts courants	1 941	2 010	2 060	2 056	2 616	2 335	7 427	8 066
Privé	690	623	661	614	714	693	2 785	2 587
Officiel	1 250	1 387	1 400	1 442	1 902	1 642	4 642	5 479
<b>Total des recettes</b>	<b>136 833</b>	<b>140 665</b>	<b>144 812</b>	<b>151 983</b>	<b>146 681</b>	<b>143 888</b>	<b>537 943</b>	<b>574 293</b>
<b>Paiements</b>								
Biens et services	114 273	115 910	117 075	119 637	118 227	120 565	440 218	466 896
Biens	94 969	96 183	97 493	99 565	97 933	99 734	363 639	388 210
Services	19 305	19 727	19 582	20 072	20 294	20 831	76 580	78 686
Voyages	5 497	5 526	5 520	5 717	5 790	5 869	20 747	22 260
Transports	4 221	4 391	4 413	4 503	4 719	4 940	16 001	17 528
Services commerciaux	9 346	9 571	9 413	9 615	9 545	9 758	38 885	37 946
Services gouvernementaux	240	238	237	237	240	264	946	952
Revenus de placements	15 373	16 855	17 604	17 177	17 424	17 079	62 346	67 010
Investissements directs	6 665	7 429	8 726	8 134	7 709	7 555	27 489	30 953
Intérêts	578	582	579	574	578	579	2 280	2 313
Bénéfices	6 087	6 847	8 147	7 559	7 130	6 977	25 209	28 640
Investissements de portefeuille	6 772	6 839	6 823	6 758	6 180	6 133	28 139	27 192
Intérêts	5 855	5 937	5 799	5 649	5 404	5 394	24 137	23 239
Dividendes	918	903	1 024	1 109	776	739	4 003	3 953
Autres investissements	1 936	2 587	2 056	2 286	3 535	3 391	6 717	8 865
Transferts courants	2 393	2 012	2 037	2 143	2 853	2 050	7 746	8 585
Privé	1 180	1 202	1 202	1 228	1 940	1 266	4 657	4 812
Officiel	1 214	810	835	915	913	783	3 089	3 773
<b>Total des paiements</b>	<b>132 040</b>	<b>134 777</b>	<b>136 717</b>	<b>138 957</b>	<b>138 503</b>	<b>139 694</b>	<b>510 310</b>	<b>542 491</b>
<b>Soldes</b>								
Biens et services	9 911	10 229	14 244	16 749	12 386	8 295	52 765	51 132
Biens	12 995	13 759	17 602	20 494	16 595	12 772	65 482	64 850
Services	-3 084	-3 530	-3 358	-3 745	-4 209	-4 476	-12 717	-13 718
Voyages	-1 279	-1 420	-1 419	-1 682	-1 876	-1 833	-4 002	-5 800
Transports	-1 339	-1 550	-1 494	-1 515	-1 701	-1 950	-4 977	-5 897
Services commerciaux	-646	-763	-671	-750	-831	-840	-4 374	-2 831
Services gouvernementaux	180	203	226	201	199	146	636	810
Revenus de placements	-4 664	-4 339	-6 172	-3 636	-3 972	-4 386	-24 814	-18 811
Investissements directs	-838	-504	-3 113	-505	-432	-969	-6 812	-4 960
Intérêts	-342	-272	-239	-184	-320	-260	-1 527	-1 038
Bénéfices	-496	-232	-2 874	-321	-112	-709	-5 286	-3 922
Investissements de portefeuille	-3 850	-3 772	-3 606	-3 320	-2 618	-2 461	-17 957	-14 548
Intérêts	-4 993	-5 024	-4 757	-4 459	-4 183	-4 057	-21 750	-19 234
Dividendes	1 143	1 253	1 151	1 139	1 566	1 596	3 793	4 686
Autres investissements	24	-64	547	188	-923	-956	-44	696
Transferts courants	-453	-2	23	-87	-236	285	-319	-519
Privé	-490	-579	-542	-614	-1 225	-574	-1 872	-2 225
Officiel	37	577	564	528	989	859	1 554	1 706
<b>Compte courant</b>	<b>4 794</b>	<b>5 888</b>	<b>8 095</b>	<b>13 026</b>	<b>8 178</b>	<b>4 194</b>	<b>27 633</b>	<b>31 802</b>

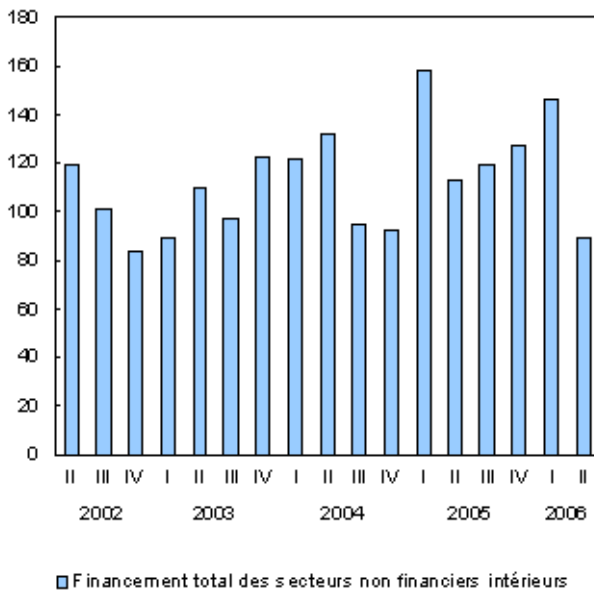
## Flux financiers

Deuxième trimestre de 2006

Le financement total des secteurs non financiers intérieurs sur les marchés de crédit a atteint 89,5 milliards de dollars (données désaisonnalisées aux taux annuels) au deuxième trimestre de 2006. Cela représente une baisse marquée par rapport au premier trimestre de 2006. Cette baisse s'explique par une diminution importante de la dette du secteur public ainsi que par une réduction de la demande de financement du secteur privé. Le ratio du financement total des ménages et des sociétés privées non financières par rapport à la demande intérieure finale s'est établi à 9,4 % au deuxième trimestre, contre 10,4 % le trimestre précédent.

### Diminution du financement total de l'ensemble des secteurs non financiers intérieurs

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



La correction du marché boursier de Toronto a été l'un des faits saillants du trimestre. Les marchés financiers ont aussi été caractérisés par la hausse des taux d'intérêt, y compris les taux hypothécaires et le rendement des obligations. L'appréciation du dollar canadien s'est poursuivie, clôturant le trimestre tout juste sous la marque des 90 cents américains.

### Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesurent l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

Les *Comptes des flux financiers* montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

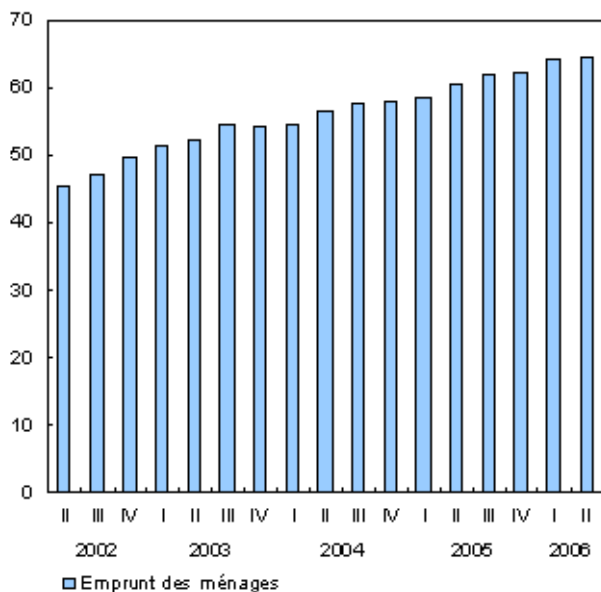
### Stabilité des emprunts des ménages

Les emprunts des ménages sont demeurés stables au deuxième trimestre. La demande d'emprunts hypothécaires a diminué, ce qui correspond à un ralentissement de l'investissement résidentiel. Les dépenses de consommation sont demeurées élevées dans l'ensemble, mais l'on observe un fléchissement des dépenses en biens durables, en particulier les véhicules automobiles, ce qui s'est traduit par une augmentation moins marquée de l'endettement à la consommation.

La dette totale des ménages, soit la somme des emprunts hypothécaires et du crédit à la consommation, a légèrement augmenté, s'élevant à 109,2 % du revenu personnel disponible. Par contre, les frais de service de la dette sont demeurés stables, équivalant à 8 % environ du revenu personnel disponible.

### Les emprunts des ménages demeurent stables

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



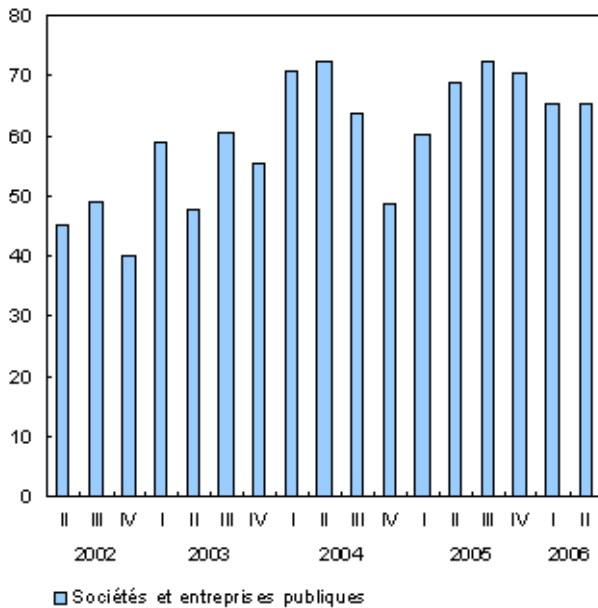
Le taux d'épargne était de 1,0 % au deuxième trimestre à la suite de l'augmentation provoquée par la cotisation spéciale à un régime de retraite au cours du premier trimestre. Par conséquent, les actifs financiers des ménages se sont accumulés à un rythme plus lent, surtout en ce qui a trait aux actifs de retraite et aux titres boursiers (fonds mutuels inclus).

### L'épargne des sociétés demeure supérieure à leurs dépenses en capital

Au deuxième trimestre, les sociétés ont continué de produire à l'interne davantage de fonds que les sommes requises pour financer d'importants investissements en capital, en particulier les investissements en machines et en ouvrages de génie ainsi que les stocks. De ce fait, le secteur des sociétés est demeuré un prêteur net de fonds au reste de l'économie. La demande de fonds de la part des sociétés privées non financières a affiché une baisse correspondante au cours du trimestre, ce qui s'est reflété au niveau des obligations et des titres de participation. Les nouvelles émissions nettes ont diminué après avoir enregistré une forte hausse au premier trimestre; cela tient probablement au recul des cours boursiers.

### Les sociétés demeurent des prêteurs nets

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels

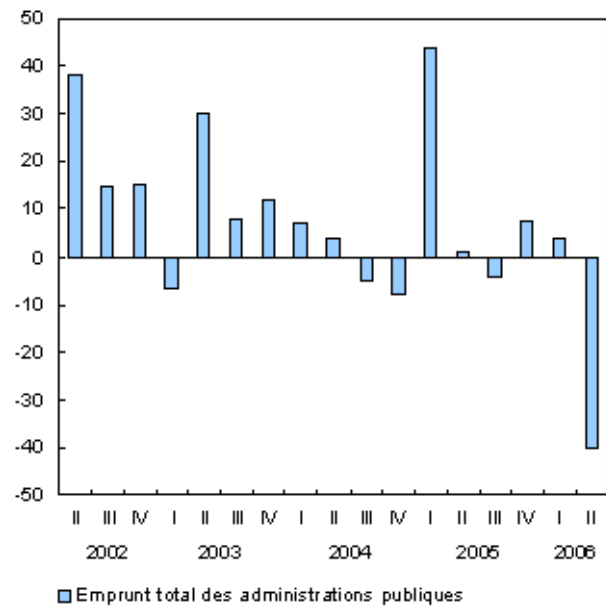


### L'excédent des administrations publiques augmente et leurs emprunts diminuent

Au cours du deuxième trimestre, l'excédent du secteur des administrations publiques a augmenté sensiblement, et il y a eu remboursement net de la dette des administrations publiques. En particulier, l'administration fédérale a remboursé une partie de sa dette à court terme, et les administrations fédérale et provinciales ont réduit leur endettement obligataire. Ce remboursement net reflète une baisse des dépenses courantes au cours du trimestre, conjuguée à une stabilisation des besoins de financement en capital.

### Réduction de la dette négociable totale des administrations publiques

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



## Tableau sommaire du marché financier

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
<b>Financement:</b>								
<b>Particuliers et entreprises individuelles</b>	<b>61 516</b>	<b>63 032</b>	<b>64 476</b>	<b>64 564</b>	<b>67 424</b>	<b>67 996</b>	<b>61 280</b>	<b>63 397</b>
Crédit à la consommation	21 576	21 824	21 864	21 404	21 844	21 612	21 329	21 667
Emprunts bancaires	2 684	1 332	1 276	1 148	1 872	3 604	1 535	1 610
Autres emprunts	436	1 288	1 308	1 212	1 432	56	3 072	1 061
Hypothèques	36 820	38 588	40 028	40 800	42 276	42 724	35 344	39 059
<b>Sociétés privées non financières</b>	<b>53 260</b>	<b>47 632</b>	<b>59 976</b>	<b>54 748</b>	<b>74 588</b>	<b>60 996</b>	<b>51 282</b>	<b>53 904</b>
Emprunts bancaires	4 108	5 820	-1 188	9 736	11 840	14 796	8 953	4 619
Autres emprunts	4 200	4 904	1 380	-336	5 712	10 332	-4 671	2 537
Autres effets à court terme	5 364	-448	9 548	1 236	10 488	15 828	2 654	3 925
Hypothèques	7 296	7 692	11 068	12 228	11 248	11 520	6 442	9 571
Obligations	13 256	11 908	20 392	12 624	13 776	-7 292	16 065	14 545
Actions	19 036	17 756	18 776	19 260	21 524	15 812	21 839	18 707
<b>Entreprises publiques non financières</b>	<b>-760</b>	<b>1 008</b>	<b>-1 308</b>	<b>232</b>	<b>224</b>	<b>560</b>	<b>-1 654</b>	<b>-207</b>
Emprunts bancaires	-304	-312	580	56	-364	768	7	5
Autres emprunts	-40	3 068	-1 136	-928	724	736	250	241
Autres effets à court terme	-2 748	-912	1 612	1 424	1 148	-1 636	-1 160	-156
Hypothèques	-4	12	0	0	0	0	-4	2
Obligations	2 336	-848	-2 364	-320	-1 284	692	-747	-299
Actions	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Administration fédérale</b>	<b>27 312</b>	<b>-17 796</b>	<b>440</b>	<b>-720</b>	<b>2 988</b>	<b>-32 540</b>	<b>-18 791</b>	<b>2 309</b>
Emprunts bancaires	160	136	132	136	156	128	140	141
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	33 064	-8 200	11 108	8 172	13 500	-26 792	-55	11 036
Obligations d'épargne du Canada	-2 656	-1 644	-1 572	-1 132	-2 420	-1 504	-1 443	-1 751
Autres obligations	-3 256	-8 088	-9 228	-7 896	-8 248	-4 372	-17 433	-7 117
<b>Autres paliers d'administration publique</b>	<b>16 540</b>	<b>19 052</b>	<b>-4 820</b>	<b>8 164</b>	<b>692</b>	<b>-7 552</b>	<b>18 346</b>	<b>9 734</b>
Emprunts bancaires	-72	168	248	492	856	-216	-502	209
Autres emprunts	1 180	248	732	768	-224	176	1 090	732
Autres effets à court terme	-17 344	-4 220	-5 036	8 840	4 612	1 012	-1 764	-4 440
Hypothèques	-16	-12	-12	-12	4	-120	-33	-13
Obligations provinciales	31 036	22 072	-3 684	-2 832	-6 364	-8 988	17 334	11 648
Obligations municipales	1 332	832	2 368	628	1 656	512	1 878	1 290
Autres obligations	424	-36	564	280	152	72	343	308
<b>Financement total des secteurs non financiers intérieurs</b>	<b>157 868</b>	<b>112 928</b>	<b>118 764</b>	<b>126 988</b>	<b>145 916</b>	<b>89 460</b>	<b>110 463</b>	<b>129 137</b>
<b>Crédit à la consommation</b>	<b>21 576</b>	<b>21 824</b>	<b>21 864</b>	<b>21 404</b>	<b>21 844</b>	<b>21 612</b>	<b>21 329</b>	<b>21 667</b>
<b>Emprunts bancaires</b>	<b>6 576</b>	<b>7 144</b>	<b>1 048</b>	<b>11 568</b>	<b>14 360</b>	<b>19 080</b>	<b>10 133</b>	<b>6 584</b>
<b>Autres emprunts</b>	<b>5 776</b>	<b>9 508</b>	<b>2 284</b>	<b>716</b>	<b>7 644</b>	<b>11 300</b>	<b>-259</b>	<b>4 571</b>
<b>Effets à court terme, Canada</b>	<b>33 064</b>	<b>-8 200</b>	<b>11 108</b>	<b>8 172</b>	<b>13 500</b>	<b>-26 792</b>	<b>-55</b>	<b>11 036</b>
<b>Autres effets à court terme</b>	<b>-14 728</b>	<b>-5 580</b>	<b>6 124</b>	<b>11 500</b>	<b>16 248</b>	<b>15 204</b>	<b>-270</b>	<b>-671</b>
<b>Hypothèques</b>	<b>44 096</b>	<b>46 280</b>	<b>51 084</b>	<b>53 016</b>	<b>53 528</b>	<b>54 124</b>	<b>41 749</b>	<b>48 619</b>
<b>Obligations</b>	<b>42 472</b>	<b>24 196</b>	<b>6 476</b>	<b>1 352</b>	<b>-2 732</b>	<b>-20 880</b>	<b>15 997</b>	<b>18 624</b>
<b>Actions</b>	<b>19 036</b>	<b>17 756</b>	<b>18 776</b>	<b>19 260</b>	<b>21 524</b>	<b>15 812</b>	<b>21 839</b>	<b>18 707</b>

## Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles[1]

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>1 005 028</b>	<b>1 020 336</b>	<b>1 036 668</b>	<b>1 048 900</b>	<b>1 079 024</b>	<b>1 074 872</b>	<b>979 012</b>	<b>1 027 733</b>
	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>1,6</i>	<i>1,2</i>	<i>2,9</i>	<i>-0,4</i>	<i>5,0</i>	<i>5,0</i>
Rémunération des salariés	672 252	682 340	694 340	703 668	720 672	721 844	651 888	688 150
	<i>1,5</i>	<i>1,5</i>	<i>1,8</i>	<i>1,3</i>	<i>2,4</i>	<i>0,2</i>	<i>5,0</i>	<i>5,6</i>
Revenu net des entreprises individuelles[2]	85 516	85 764	86 556	86 988	87 408	88 020	84 084	86 206
	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>7,3</i>	<i>2,5</i>
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	112 204	113 304	115 184	117 416	119 336	121 208	108 958	114 527
	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>1,7</i>	<i>1,9</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>4,2</i>	<i>5,1</i>
Transferts courants en provenance des administrations publiques	130 868	134 976	136 436	136 792	147 128	139 392	129 956	134 768
	<i>-1,5</i>	<i>3,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>7,6</i>	<i>-5,3</i>	<i>4,2</i>	<i>3,7</i>
Transferts courants en provenance des sociétés	1 428	1 464	1 512	1 580	1 624	1 640	1 341	1 496
	<i>7,2</i>	<i>2,5</i>	<i>3,3</i>	<i>4,5</i>	<i>2,8</i>	<i>1,0</i>	<i>9,5</i>	<i>11,6</i>
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 760	2 488	2 640	2 456	2 856	2 768	2 785	2 586
	<i>-1,1</i>	<i>-9,9</i>	<i>6,1</i>	<i>-7,0</i>	<i>16,3</i>	<i>-3,1</i>	<i>7,7</i>	<i>-7,1</i>
<b>Dépenses</b>	<b>995 412</b>	<b>1 012 380</b>	<b>1 026 644</b>	<b>1 038 660</b>	<b>1 053 784</b>	<b>1 066 812</b>	<b>959 297</b>	<b>1 018 274</b>
	<i>1,8</i>	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>1,2</i>	<i>5,1</i>	<i>6,1</i>
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	745 616	756 184	765 928	773 792	786 468	798 032	719 869	760 380
	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>1,6</i>	<i>1,5</i>	<i>4,9</i>	<i>5,6</i>
Transferts courants aux administrations publiques	232 584	238 684	242 832	246 736	248 576	249 540	223 081	240 209
	<i>1,7</i>	<i>2,6</i>	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>5,9</i>	<i>7,7</i>
Transferts courants aux sociétés	13 548	13 840	14 168	14 484	14 928	15 424	12 741	14 010
	<i>3,7</i>	<i>2,2</i>	<i>2,4</i>	<i>2,2</i>	<i>3,1</i>	<i>3,3</i>	<i>5,6</i>	<i>10,0</i>
Transferts courants aux non-résidents	3 664	3 672	3 716	3 648	3 812	3 816	3 606	3 675
	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>-1,8</i>	<i>4,5</i>	<i>0,1</i>	<i>7,8</i>	<i>1,9</i>
<b>Épargne</b>	<b>9 616</b>	<b>7 956</b>	<b>10 024</b>	<b>10 240</b>	<b>25 240</b>	<b>8 060</b>	<b>19 715</b>	<b>9 459</b>
	<i>-45,7</i>	<i>-17,3</i>	<i>26,0</i>	<i>2,2</i>	<i>146,5</i>	<i>-68,1</i>	<i>-1,3</i>	<i>-52,0</i>
Revenu disponible[3]	772 444	781 652	793 836	802 164	830 448	825 332	755 931	787 524
	<i>0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>1,6</i>	<i>1,0</i>	<i>3,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>4,7</i>	<i>4,2</i>
Taux d'épargne	1,2	1,0	1,3	1,3	3,0	1,0	2,6	1,2
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>53 396</b>	<b>53 624</b>	<b>56 184</b>	<b>53 572</b>	<b>69 236</b>	<b>52 432</b>	<b>60 519</b>	<b>54 194</b>
	<i>-10,3</i>	<i>0,4</i>	<i>4,8</i>	<i>-4,6</i>	<i>29,2</i>	<i>-24,3</i>	<i>5,1</i>	<i>-10,5</i>
Épargne	9 616	7 956	10 024	10 240	25 240	8 060	19 715	9 459
	<i>-45,7</i>	<i>-17,3</i>	<i>26,0</i>	<i>2,2</i>	<i>146,5</i>	<i>-68,1</i>	<i>-1,3</i>	<i>-52,0</i>
Provisions pour consommation de capital	39 184	39 812	40 184	40 648	41 064	41 436	37 799	39 957
	<i>1,4</i>	<i>1,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>5,9</i>	<i>5,7</i>
Transferts nets de capitaux	4 596	5 856	5 976	2 684	2 932	2 936	3 005	4 778
	<i>45,6</i>	<i>27,4</i>	<i>2,0</i>	<i>-55,1</i>	<i>9,2</i>	<i>0,1</i>	<i>57,8</i>	<i>59,0</i>
Moins: Acquisition de capital non financier	105 260	109 148	106 488	109 392	115 820	116 668	100 178	107 572
	<i>1,1</i>	<i>3,7</i>	<i>-2,4</i>	<i>2,7</i>	<i>5,9</i>	<i>0,7</i>	<i>12,4</i>	<i>7,4</i>
<b>Prêt net</b>	<b>-51 864</b>	<b>-55 524</b>	<b>-50 304</b>	<b>-55 820</b>	<b>-46 584</b>	<b>-64 236</b>	<b>-39 659</b>	<b>-53 378</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: actifs financiers</b>	<b>10 456</b>	<b>9 624</b>	<b>24 796</b>	<b>8 860</b>	<b>27 284</b>	<b>4 820</b>	<b>21 964</b>	<b>13 434</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	-5 432	10 532	7 176	4 480	23 936	32 932	27 752	4 189
	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres de dette canadiens	-3 608	-9 876	-8 984	-21 348	-44 184	-27 156	-12 330	-10 954
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions de sociétés et fonds mutuels	18 340	8 944	10 364	9 840	18 944	-10 652	-1 906	11 872
	...	...	...	...	...	...	...	...
Assurance-vie et rentes	36 336	36 124	39 892	39 732	51 160	44 828	31 960	38 021
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	-35 180	-36 100	-23 652	-23 844	-22 572	-35 132	-23 512	-29 694
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>65 012</b>	<b>60 944</b>	<b>72 672</b>	<b>63 672</b>	<b>71 684</b>	<b>68 812</b>	<b>59 874</b>	<b>65 575</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédit à la consommation	21 576	21 824	21 864	21 404	21 844	21 612	21 329	21 667
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	3 120	2 620	2 584	2 360	3 304	3 660	4 607	2 671
	...	...	...	...	...	...	...	...
Hypothèques	36 820	38 588	40 028	40 800	42 276	42 724	35 344	39 059
	...	...	...	...	...	...	...	...
Comptes à payer	3 496	-2 088	8 196	-892	4 260	816	-1 406	2 178
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>-54 556</b>	<b>-51 320</b>	<b>-47 876</b>	<b>-54 812</b>	<b>-44 400</b>	<b>-63 992</b>	<b>-37 910</b>	<b>-52 141</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	2 692	-4 204	-2 428	-1 008	-2 184	-244	-1 749	-1 237
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

3. Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

**Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total[1]**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>328 632</b>	<b>340 000</b>	<b>355 936</b>	<b>374 748</b>	<b>364 084</b>	<b>363 484</b>	<b>315 804</b>	<b>349 829</b>
	<i>0,3</i>	<i>3,5</i>	<i>4,7</i>	<i>5,3</i>	<i>-2,8</i>	<i>-0,2</i>	<i>9,8</i>	<i>10,8</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	178 936	183 704	192 368	202 812	195 268	196 080	171 323	189 455
	<i>1,3</i>	<i>2,7</i>	<i>4,7</i>	<i>5,4</i>	<i>-3,7</i>	<i>0,4</i>	<i>18,3</i>	<i>10,6</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	13 584	14 228	14 596	15 516	13 924	13 592	12 508	14 481
	<i>2,5</i>	<i>4,7</i>	<i>2,6</i>	<i>6,3</i>	<i>-10,3</i>	<i>-2,4</i>	<i>1,8</i>	<i>15,8</i>
Ajustement de la valeur des stocks	-1 136	-1 944	2 976	-1 200	2 344	520	-1 574	-326
	...	...	...	...	...	...	...	...
Intérêts, dividendes et recettes diverses[2]	69 456	75 712	77 148	88 452	82 404	81 648	65 840	77 692
	<i>2,0</i>	<i>9,0</i>	<i>1,9</i>	<i>14,7</i>	<i>-6,8</i>	<i>-0,9</i>	<i>10,5</i>	<i>18,0</i>
Intérêts sur la dette de consommation	13 548	13 840	14 168	14 484	14 928	15 424	12 741	14 010
	<i>3,7</i>	<i>2,2</i>	<i>2,4</i>	<i>2,2</i>	<i>3,1</i>	<i>3,3</i>	<i>5,6</i>	<i>10,0</i>
Intérêts sur la dette publique[3]	54 244	54 460	54 680	54 684	55 216	56 220	54 966	54 517
	<i>-0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>1,0</i>	<i>1,8</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,8</i>
<b>Dépenses</b>	<b>230 444</b>	<b>237 344</b>	<b>244 236</b>	<b>263 196</b>	<b>261 124</b>	<b>254 412</b>	<b>227 033</b>	<b>243 805</b>
	<i>-3,7</i>	<i>3,0</i>	<i>2,9</i>	<i>7,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>-2,6</i>	<i>5,4</i>	<i>7,4</i>
Intérêts, dividendes et paiements divers	182 528	187 928	193 156	210 344	206 652	201 964	181 299	193 489
	<i>-4,7</i>	<i>3,0</i>	<i>2,8</i>	<i>8,9</i>	<i>-1,8</i>	<i>-2,3</i>	<i>3,8</i>	<i>6,7</i>
Impôts directs	46 252	47 644	49 308	50 852	49 772	50 392	44 132	48 514
	<i>0,3</i>	<i>3,0</i>	<i>3,5</i>	<i>3,1</i>	<i>-2,1</i>	<i>1,2</i>	<i>12,7</i>	<i>9,9</i>
Autres transferts courants	1 664	1 772	1 772	2 000	4 700	2 056	1 602	1 802
	<i>4,8</i>	<i>6,5</i>	<i>0,0</i>	<i>12,9</i>	<i>135,0</i>	<i>-56,3</i>	<i>13,1</i>	<i>12,5</i>
<b>Épargne</b>	<b>98 188</b>	<b>102 656</b>	<b>111 700</b>	<b>111 552</b>	<b>102 960</b>	<b>109 072</b>	<b>88 771</b>	<b>106 024</b>
	<i>11,0</i>	<i>4,6</i>	<i>8,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>-7,7</i>	<i>5,9</i>	<i>22,6</i>	<i>19,4</i>
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>211 160</b>	<b>217 216</b>	<b>227 704</b>	<b>229 524</b>	<b>222 656</b>	<b>230 268</b>	<b>199 775</b>	<b>221 401</b>
	<i>5,2</i>	<i>2,9</i>	<i>4,8</i>	<i>0,8</i>	<i>-3,0</i>	<i>3,4</i>	<i>11,5</i>	<i>10,8</i>
Épargne	98 188	102 656	111 700	111 552	102 960	109 072	88 771	106 024
	<i>11,0</i>	<i>4,6</i>	<i>8,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>-7,7</i>	<i>5,9</i>	<i>22,6</i>	<i>19,4</i>
Provisions pour consommation de capital	110 732	112 032	113 604	115 460	117 112	118 764	108 474	112 957
	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>1,6</i>	<i>1,4</i>	<i>1,4</i>	<i>4,1</i>	<i>4,1</i>
Transferts nets de capitaux	2 240	2 528	2 400	2 512	2 584	2 432	2 530	2 420
	<i>-12,6</i>	<i>12,9</i>	<i>-5,1</i>	<i>4,7</i>	<i>2,9</i>	<i>-5,9</i>	<i>-3,6</i>	<i>-4,3</i>
Moins: Acquisition de capital non financier	150 880	148 232	155 460	159 016	157 244	164 812	135 825	153 397
	<i>-0,8</i>	<i>-1,8</i>	<i>4,9</i>	<i>2,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>4,8</i>	<i>10,0</i>	<i>12,9</i>
<b>Prêt net</b>	<b>60 280</b>	<b>68 984</b>	<b>72 244</b>	<b>70 508</b>	<b>65 412</b>	<b>65 456</b>	<b>63 950</b>	<b>68 004</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: actifs financiers</b>	<b>415 636</b>	<b>482 652</b>	<b>459 244</b>	<b>455 728</b>	<b>558 448</b>	<b>379 452</b>	<b>352 032</b>	<b>453 315</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	21 576	21 824	21 864	21 404	21 844	21 612	21 329	21 667
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts bancaires et autres prêts	5 072	13 280	14 500	28 856	31 128	30 208	28 681	15 427
	...	...	...	...	...	...	...	...
Hypothèques	48 608	53 268	60 548	63 736	61 680	61 740	46 849	56 540
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	22 504	2 720	51 292	27 520	74 972	-21 484	-3 659	26 009
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	59 612	91 144	68 128	82 356	103 812	54 052	55 484	75 310
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	29 280	30 860	5 868	960	-16 556	-11 196	22 486	16 742
	...	...	...	...	...	...	...	...
Investissements étrangers	35 012	52 956	60 528	57 816	75 252	59 344	17 907	51 578
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>350 832</b>	<b>412 544</b>	<b>403 948</b>	<b>389 920</b>	<b>505 780</b>	<b>331 976</b>	<b>286 511</b>	<b>389 311</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Dont:</i>								
Argent et dépôts	72 468	123 412	96 180	79 988	91 108	58 644	90 712	93 012
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	15 936	17 084	8 748	12 192	23 324	25 372	14 892	13 490
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	17 584	20 480	39 184	12 744	45 232	9 124	4 903	22 498
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	51 244	72 672	81 496	80 400	92 416	29 832	66 173	71 453
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	56 876	48 276	46 224	83 872	95 360	53 800	33 289	58 812
	...	...	...	...	...	...	...	...
Assurance-vie et rentes	34 392	32 804	38 228	36 168	45 652	39 856	28 773	35 398
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>64 804</b>	<b>70 108</b>	<b>55 296</b>	<b>65 808</b>	<b>52 668</b>	<b>47 476</b>	<b>65 521</b>	<b>64 004</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	-4 524	-1 124	16 948	4 700	12 744	17 980	-1 571	4 000
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

3. L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

## Comptes sectoriels - administrations publiques[1]

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>538 908</b>	<b>550 156</b>	<b>561 268</b>	<b>575 036</b>	<b>574 904</b>	<b>576 576</b>	<b>520 780</b>	<b>556 342</b>
	<i>0,8</i>	<i>2,1</i>	<i>2,0</i>	<i>2,5</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>5,7</i>	<i>6,8</i>
Impôts sur revenus	210 596	217 608	223 148	228 556	230 456	229 616	199 588	219 977
	<i>1,8</i>	<i>3,3</i>	<i>2,5</i>	<i>2,4</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>9,3</i>	<i>10,2</i>
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	63 372	64 324	64 516	64 872	65 444	66 756	62 437	64 271
	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>2,0</i>	<i>1,1</i>	<i>2,9</i>
Impôts sur production et importations	169 496	171 764	173 324	174 612	176 572	177 916	165 063	172 299
	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>4,4</i>	<i>4,4</i>
Autres transferts courants en provenance des particuliers	9 872	9 944	10 076	9 928	10 056	10 132	9 831	9 955
	<i>-0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>-1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>0,8</i>	<i>2,8</i>	<i>1,3</i>
Revenus de placements	44 124	44 724	47 080	53 752	48 752	48 348	43 408	47 420
	<i>-3,9</i>	<i>1,4</i>	<i>5,3</i>	<i>14,2</i>	<i>-9,3</i>	<i>-0,8</i>	<i>2,0</i>	<i>9,2</i>
Ventes de biens et services[2]	41 448	41 792	43 124	43 316	43 624	43 808	40 453	42 420
	<i>1,4</i>	<i>0,8</i>	<i>3,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>5,7</i>	<i>4,9</i>
<b>Dépenses</b>	<b>516 656</b>	<b>522 860</b>	<b>530 244</b>	<b>534 076</b>	<b>554 984</b>	<b>545 612</b>	<b>504 717</b>	<b>525 959</b>
	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>0,7</i>	<i>3,9</i>	<i>-1,7</i>	<i>3,2</i>	<i>4,2</i>
Dépenses courantes brutes en biens et services[2]	299 828	304 720	309 676	312 424	323 576	322 016	290 232	306 662
	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>0,9</i>	<i>3,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>4,5</i>	<i>5,7</i>
Transferts courants	153 968	155 072	157 576	158 884	168 356	159 620	150 333	156 375
	<i>-0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>6,0</i>	<i>-5,2</i>	<i>3,0</i>	<i>4,0</i>
Intérêts sur la dette publique	62 860	63 068	62 992	62 768	63 052	63 976	64 152	62 922
	<i>-0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>-2,1</i>	<i>-1,9</i>
<b>Épargne</b>	<b>22 252</b>	<b>27 296</b>	<b>31 024</b>	<b>40 960</b>	<b>19 920</b>	<b>30 964</b>	<b>16 063</b>	<b>30 383</b>
	<i>-0,9</i>	<i>22,7</i>	<i>13,7</i>	<i>32,0</i>	<i>-51,4</i>	<i>55,4</i>	<i>334,0</i>	<i>89,1</i>
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>45 608</b>	<b>50 072</b>	<b>54 152</b>	<b>64 264</b>	<b>43 232</b>	<b>54 536</b>	<b>38 562</b>	<b>53 524</b>
	<i>0,3</i>	<i>9,8</i>	<i>8,1</i>	<i>18,7</i>	<i>-32,7</i>	<i>26,1</i>	<i>49,9</i>	<i>38,8</i>
Épargne	22 252	27 296	31 024	40 960	19 920	30 964	16 063	30 383
	<i>-0,9</i>	<i>22,7</i>	<i>13,7</i>	<i>32,0</i>	<i>-51,4</i>	<i>55,4</i>	<i>334,0</i>	<i>89,1</i>
Provisions pour consommation de capital	24 308	24 312	24 428	24 584	24 768	24 928	23 585	24 408
	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>5,3</i>	<i>3,5</i>
Transferts nets de capitaux	-952	-1 536	-1 300	-1 280	-1 456	-1 356	-1 086	-1 267
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Moins: Acquisition de capital non financier	32 952	33 816	34 536	35 752	36 444	36 856	31 574	34 264
	<i>4,2</i>	<i>2,6</i>	<i>2,1</i>	<i>3,5</i>	<i>1,9</i>	<i>1,1</i>	<i>4,9</i>	<i>8,5</i>
<b>Prêt net</b>	<b>12 656</b>	<b>16 256</b>	<b>19 616</b>	<b>28 512</b>	<b>6 788</b>	<b>17 680</b>	<b>6 988</b>	<b>19 260</b>
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
<b>Transactions: actifs financiers</b>	<b>60 520</b>	<b>56 340</b>	<b>47 188</b>	<b>55 244</b>	<b>13 400</b>	<b>952</b>	<b>18 256</b>	<b>54 823</b>
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Argent et dépôts	5 260	2 872	2 140	1 532	4 588	2 184	35	2 951
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Prêts	4 376	3 776	3 176	4 884	10 112	-2 860	5 993	4 053
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Titres canadiens	25 572	12 048	8 780	22 900	2 440	-10 136	9 325	17 325
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Autres actifs financiers	25 312	37 644	33 092	25 928	-3 740	11 764	2 903	30 494
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
<b>Transactions: passif</b>	<b>52 664</b>	<b>37 920</b>	<b>27 064</b>	<b>20 560</b>	<b>3 868</b>	<b>-16 920</b>	<b>9 609</b>	<b>34 552</b>
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Emprunts bancaires et autres emprunts	1 268	552	1 112	1 396	788	88	728	1 082
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Effets à court terme	15 720	-12 420	6 072	17 012	18 112	-25 780	-1 819	6 596
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Obligations	26 272	12 324	-11 852	-11 344	-16 672	-16 056	19	3 850
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Autres passifs	9 404	37 464	31 732	13 496	1 640	24 828	10 681	23 024
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
<b>Investissement financier net</b>	<b>7 856</b>	<b>18 420</b>	<b>20 124</b>	<b>34 684</b>	<b>9 532</b>	<b>17 872</b>	<b>8 647</b>	<b>20 271</b>
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Divergence du secteur	4 800	-2 164	-508	-6 172	-2 744	-192	-1 659	-1 011
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

**Comptes sectoriels - non-résidents[1]**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>516 068</b>	<b>525 824</b>	<b>531 384</b>	<b>551 136</b>	<b>548 012</b>	<b>548 376</b>	<b>498 913</b>	<b>531 103</b>
	<i>1,0</i>	<i>1,9</i>	<i>1,1</i>	<i>3,7</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>5,4</i>	<i>6,5</i>
Ventes de biens (importations)	379 884	384 732	389 968	398 256	391 724	398 928	363 639	388 210
	<i>3,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>2,1</i>	<i>-1,6</i>	<i>1,8</i>	<i>6,1</i>	<i>6,8</i>
Ventes de services (importations)	77 964	79 708	79 116	81 064	81 988	84 184	77 324	79 463
	<i>0,8</i>	<i>2,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,5</i>	<i>1,1</i>	<i>2,7</i>	<i>4,7</i>	<i>2,8</i>
Intérêts, dividendes et recettes diverses	48 644	53 332	54 156	63 244	62 888	57 064	50 205	54 844
	<i>-14,1</i>	<i>9,6</i>	<i>1,5</i>	<i>16,8</i>	<i>-0,6</i>	<i>-9,3</i>	<i>1,2</i>	<i>9,2</i>
Transferts courants	9 576	8 052	8 144	8 572	11 412	8 200	7 745	8 586
	<i>15,9</i>	<i>-15,9</i>	<i>1,1</i>	<i>5,3</i>	<i>33,1</i>	<i>-28,1</i>	<i>8,7</i>	<i>10,9</i>
<b>Dépenses</b>	<b>532 864</b>	<b>547 760</b>	<b>566 892</b>	<b>592 212</b>	<b>569 072</b>	<b>561 248</b>	<b>525 848</b>	<b>559 932</b>
	<i>2,0</i>	<i>2,8</i>	<i>3,5</i>	<i>4,5</i>	<i>-3,9</i>	<i>-1,4</i>	<i>7,4</i>	<i>6,5</i>
Achats de biens (exportations)	431 852	439 780	460 384	480 232	458 120	450 024	429 122	453 062
	<i>2,0</i>	<i>1,8</i>	<i>4,7</i>	<i>4,3</i>	<i>-4,6</i>	<i>-1,8</i>	<i>7,6</i>	<i>5,6</i>
Achats de services (exportations)	66 424	66 444	66 560	67 044	66 140	67 304	65 456	66 618
	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,3</i>	<i>1,8</i>	<i>4,4</i>	<i>1,8</i>
Intérêts, dividendes et paiements divers	26 824	33 500	31 708	36 712	34 348	34 580	23 842	32 186
	<i>7,8</i>	<i>24,9</i>	<i>-5,3</i>	<i>15,8</i>	<i>-6,4</i>	<i>0,7</i>	<i>13,0</i>	<i>35,0</i>
Transferts courants	7 764	8 036	8 240	8 224	10 464	9 340	7 428	8 066
	<i>3,3</i>	<i>3,5</i>	<i>2,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>27,2</i>	<i>-10,7</i>	<i>10,2</i>	<i>8,6</i>
<b>Épargne</b>	<b>-16 796</b>	<b>-21 936</b>	<b>-35 508</b>	<b>-41 076</b>	<b>-21 060</b>	<b>-12 872</b>	<b>-26 935</b>	<b>-28 829</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>-22 680</b>	<b>-28 784</b>	<b>-42 584</b>	<b>-44 992</b>	<b>-25 120</b>	<b>-16 884</b>	<b>-31 384</b>	<b>-34 760</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Épargne	-16 796	-21 936	-35 508	-41 076	-21 060	-12 872	-26 935	-28 829
	...	...	...	...	...	...	...	...
Transferts nets de capitaux	-5 884	-6 848	-7 076	-3 916	-4 060	-4 012	-4 449	-5 931
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Prêt net[2]</b>	<b>-22 680</b>	<b>-28 784</b>	<b>-42 584</b>	<b>-44 992</b>	<b>-25 120</b>	<b>-16 884</b>	<b>-31 384</b>	<b>-34 760</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: actifs financiers</b>	<b>56 156</b>	<b>38 600</b>	<b>107 632</b>	<b>53 236</b>	<b>133 024</b>	<b>169 604</b>	<b>42 261</b>	<b>63 906</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	-1 308	3 780	5 728	8 600	-11 852	49 360	2 184	4 200
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts	5 388	-708	-1 564	-16 644	-6 776	804	-5 140	-3 382
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	656	-3 820	1 860	3 384	12 732	9 716	-150	520
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	7 356	-1 876	-508	-11 064	-5 760	-12 576	18 507	-1 523
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	19 992	-20 992	32 412	5 124	30 784	21 804	35 743	9 134
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	24 072	62 216	69 704	63 836	113 896	100 496	-8 883	54 957
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>74 260</b>	<b>75 808</b>	<b>135 176</b>	<b>98 916</b>	<b>150 824</b>	<b>170 960</b>	<b>78 519</b>	<b>96 040</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Réserves officielles	7 412	-976	-2 636	2 820	6 572	-1 492	-3 426	1 655
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	4 188	5 124	7 464	8 292	8 468	9 856	11 198	6 267
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	-5 488	-3 908	3 668	1 148	7 048	-968	9 307	-1 145
	...	...	...	...	...	...	...	...
Investissements étrangers	47 388	57 360	68 216	65 464	85 364	75 316	21 323	59 607
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres passifs	20 760	18 208	58 464	21 192	43 372	88 248	40 117	29 656
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>-18 104</b>	<b>-37 208</b>	<b>-27 544</b>	<b>-45 680</b>	<b>-17 800</b>	<b>-1 356</b>	<b>-36 258</b>	<b>-32 134</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	-4 576	8 424	-15 040	688	-7 320	-15 528	4 874	-2 626
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.
2. Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.



## Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

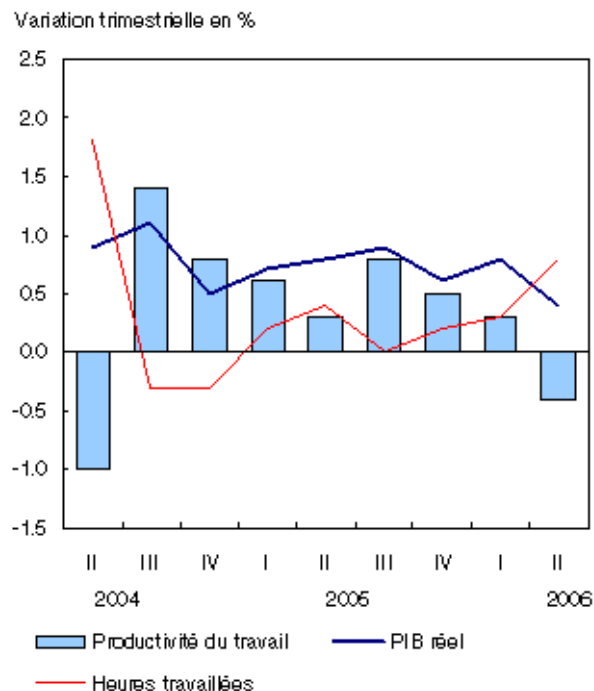
Deuxième trimestre de 2006

Sur une base trimestrielle, les entreprises canadiennes ont vu leur productivité du travail reculer de 0,4 % entre avril et juin, glissant en territoire négatif pour la première fois en deux ans. Sur une base d'une année à l'autre, la croissance de la productivité a décliné de 2,1 % au premier trimestre de 2006 à 1,4 % au deuxième trimestre de 2006.

Le repli de la productivité au deuxième trimestre est la conséquence directe du freinage de l'activité économique, conjugué à l'augmentation plus prononcée des heures travaillées. Le secteur des biens, ayant connu un repli de 1,0 % de sa productivité, est principalement responsable de l'ensemble de la baisse.

Par ailleurs, le coût du travail par unité de production, une mesure clé des pressions inflationnistes sur les salaires, continue d'augmenter à un rythme lent au deuxième trimestre (+0,3 %). Depuis le début de 2006, l'augmentation du coût unitaire de main-d'oeuvre dans les entreprises canadiennes est demeurée modeste.

### Premier recul trimestriel de la productivité en deux ans



#### Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres du SCIAN ainsi que le secteur des biens et celui des services. Les mesures trimestrielles de la productivité de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial sont disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles au niveau industriel commencent seulement à partir du premier trimestre de 1997.

L'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez le nouveau module du Système des comptes économiques nationaux ([www.statcan.ca/cen](http://www.statcan.ca/cen)). Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à [productivite.mesures@statcan.ca](mailto:productivite.mesures@statcan.ca).

#### Révisions

Pour cette diffusion, les estimations canadiennes ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2006 au niveau agrégé et au premier trimestre de 2002 au niveau industriel. Aux États-Unis, le *Bureau of Labor Statistics* a procédé récemment à des révisions de ses estimations de la productivité du travail pour la période de 2003 à 2005 afin d'incorporer celles des Comptes nationaux américains du *Bureau of Economic Analysis*. En outre, les données des heures travaillées ont été révisées, en raison de l'incorporation de l'information des emplois dans le questionnaire légal des organisations du recensement économique de 2002.

La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

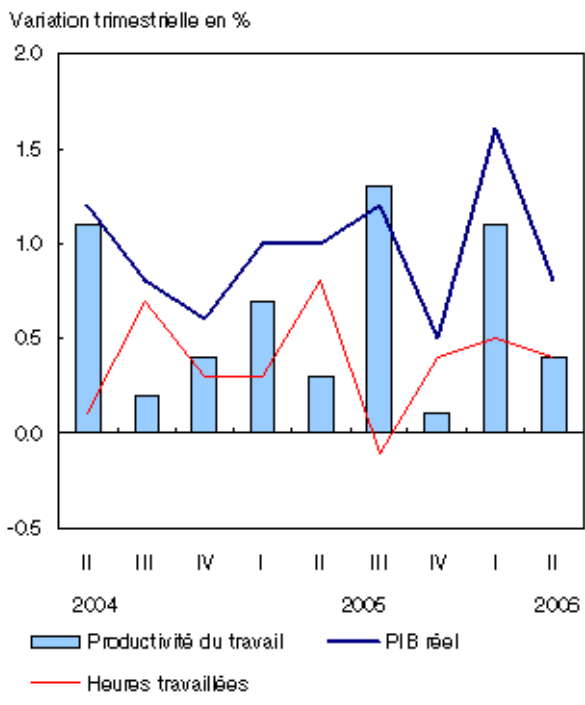
Le **coût unitaire de main-d'oeuvre en dollars américains** : Il est égal au ratio du coût unitaire de main-d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

La productivité du travail mesure le produit intérieur brut (PIB) réel par heure travaillée. Une croissance de la productivité dans le temps contribue à l'amélioration du niveau de vie de la population et à la compétitivité des entreprises. Généralement, les entreprises réalisent des gains de productivité lorsque leur PIB croît plus vite que les heures consacrées à cette production.

D'avril à juin 2006, la croissance des heures travaillées s'est accélérée, tandis que celle de la production a ralenti, ce qui a entraîné le déclin de la productivité. Cela contraste avec les sept trimestres précédents où la croissance de l'activité dépassait celle des heures travaillées chaque trimestre, ce qui avait entraîné de gains trimestriels de productivité au cours de cette période.

Aux États-Unis, la productivité des entreprises n'a progressé que de 0,4 % entre avril et juin, après avoir affiché 1,1 % de croissance (révisée) au premier trimestre 2006. Depuis le deuxième trimestre de 2005, la productivité des entreprises américaines a suivi un parcours en dents de scie.

**Croissance modérée de la productivité américaine**



Sur l'ensemble de 2005, les entreprises canadiennes et américaines avaient affiché une hausse annuelle moyenne identique de leur productivité, soit 2,3 %.

Au Canada, il s'agissait de la meilleure performance annuelle depuis 2000. Aux États-Unis, ce taux constituait le plus faible enregistré depuis 1997. Cependant, cela représentait le même rythme de croissance que la moyenne observée entre 1995 et 2001 (+2,3 %).

**Le recul de la productivité est principalement attribuable au secteur des biens**

Le repli de la productivité dans l'ensemble des entreprises au deuxième trimestre de 2006 est principalement attribuable aux entreprises produisant des biens. Sur une base trimestrielle, la productivité dans ce secteur a reculé de 1,0 %, alors qu'elle demeurait stagnante dans les entreprises produisant des services (+0,1 %).

La stagnation de la productivité dans les entreprises produisant des services au deuxième trimestre s'est produite malgré la performance du commerce de gros (+1,7 %), et du commerce de détail (+1,1 %), ces deux industries ayant affiché une forte croissance de leur productivité depuis le début de 2006. En revanche, les services d'hébergement et de restauration et les industries d'information et culturel ont affiché des baisses importantes.

La croissance quasi-nulle de la productivité dans les entreprises produisant des services s'est produite dans le contexte d'une forte croissance en tandem de la production et des heures de travail. Cela contraste avec les entreprises produisant des biens qui ont affiché une faible croissance économique depuis le début de 2006, soit une hausse de 0,2 % au premier trimestre et une diminution de 0,3 % au deuxième trimestre. Par contre, les heures travaillées ont accéléré durant la même période, leur rythme de croissance passant de 0,4 % au premier trimestre à 0,7 % au second.

Le repli de la productivité dans les entreprises produisant des biens reflétait surtout les importantes baisses observées dans l'industrie minière et dans la fabrication. Ces baisses ont été partiellement compensées par des hausses de productivité affichées dans l'industrie de la construction et dans les services d'utilité publique.

Dans le secteur des biens, une baisse de production a été observée dans l'extraction minière, de pétrole et de gaz en raison d'un nombre important d'arrêts de travail reliés à des bris imprévus. En outre, l'activité économique dans la construction a ralenti dramatiquement comparativement au premier trimestre lorsque la température saisonnière plus douce que la normale a favorisé cette industrie. La construction s'est accrue de 0,4 % au deuxième trimestre, soit un rythme nettement inférieur à celui du premier trimestre (+2,4 %). Malgré un net ralentissement de la production, l'industrie de la construction a connu une augmentation de sa productivité pour un quatrième trimestre consécutif, augmentant de 0,6 % entre avril et juin 2006.

Aussi, la production manufacturière a reculé au cours des deux derniers trimestres tandis que sa main-d'œuvre n'a pas encore été ajustée à ce déclin. En conséquence, la productivité dans la fabrication a reculé de 1,5 %, après avoir affiché une croissance quasi nulle au premier trimestre. En 2004 et 2005, la croissance trimestrielle de la productivité dans ce secteur a été égale ou supérieure à 1,0 % au cours de six des huit trimestres que comptent ces deux années.

Au deuxième trimestre de 2006, la croissance de la productivité dans la fabrication s'est produite dans le contexte d'une baisse de 0,6 % de la production, combinée à une hausse de 0,9 % des heures travaillées. Avant cette hausse, la croissance des heures travaillées dans la fabrication avait reculé précédemment durant sept trimestres consécutifs.

### Malgré le recul de la productivité, la croissance du coût unitaire de main-d'œuvre demeure modérée

Le coût unitaire de main-d'œuvre est obtenu en calculant le ratio de la rémunération horaire sur la productivité du travail.

Au deuxième trimestre de 2006, les coûts de main-d'œuvre par unité du PIB n'ont pas varié dans les entreprises produisant des biens, tandis qu'ils ont augmenté de 0,3 % dans les entreprises produisant des services. La faible croissance des coûts de main-d'œuvre au deuxième trimestre est surtout attribuable au recul des taux de salaire horaires dans les industries produisant des biens (-1,0 %) et à leur faible progression dans celles produisant des services (+0,4 %).

Dans les entreprises produisant des services, les principales diminutions dans le coût unitaire de main-d'œuvre ont été observées dans les services professionnels (-1,4 %), dans le transport et l'entreposage (-1,2 %) et dans le commerce de gros (-0,4 %). En revanche, l'hébergement et la restauration (+2,5 %), l'industrie de l'information et industrie culturelle (+1,7 %), les services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (+1,3 %) et les autres services (+1,3 %) ont affiché les principales hausses du coût unitaire de main-d'œuvre dans les industries produisant des services.

Du côté des entreprises produisant des biens, l'agriculture, la pêche et la forêt (-2,9 %) et les services publics (-1,5 %) ont vu leur coût unitaire de main-d'œuvre reculer, tandis qu'il était à la hausse dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière (+3,6 %) et dans la construction (+1,5 %). Depuis le début de 2006, le secteur minier, l'extraction du pétrole et du gaz entre autres, a été affligé de plusieurs arrêts de production en raison de réparations imprévues. Cela a entraîné une hausse des coûts de main-d'œuvre et un recul de la productivité.

### Net freinage de l'activité dans les deux pays, mais un marché de l'emploi canadien plus dynamique

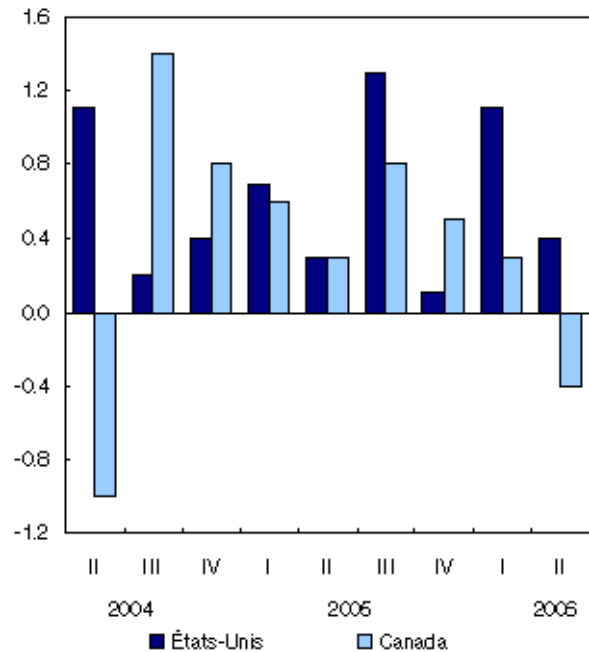
Au deuxième trimestre 2006, l'évolution de la productivité au Canada et aux États-Unis a pris des directions opposées en raison des performances très différentes en matière de production économique et du marché du travail.

Les deux pays ont connu un net ralentissement de la croissance de leur PIB entre avril et juin, pendant que les heures travaillées évoluaient en sens contraire. Alors qu'elles ont augmenté sensiblement au même rythme qu'au premier trimestre aux États-Unis, les heures travaillées par les canadiens ont connu une accélération au deuxième trimestre.

L'augmentation moindre des heures travaillées au sud de la frontière a permis aux entreprises américaines d'afficher une croissance positive, quoique modeste, de leur productivité au cours du deuxième trimestre (+0,4 %). Au cours de la même période, la productivité dans les entreprises canadiennes a reculé de 0,4 %.

### Net ralentissement de la croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis

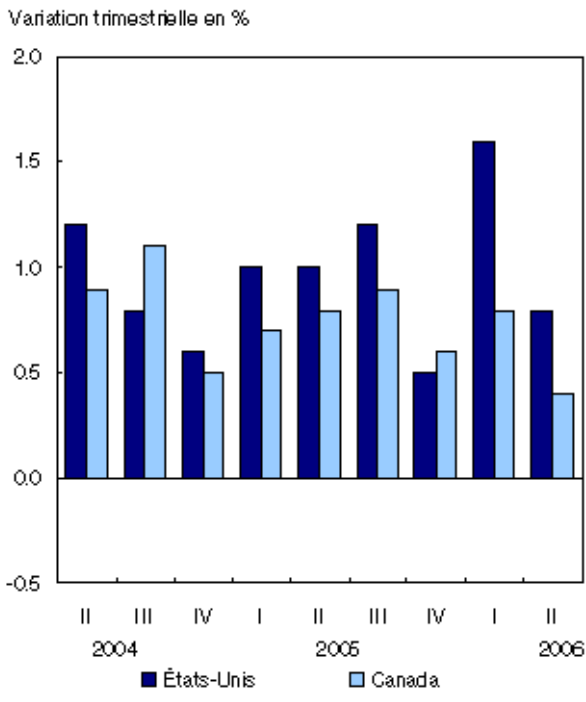
Variation trimestrielle en %



Bien qu'elle ait ralenti nettement dans les deux pays, la croissance du PIB des entreprises américaines a continué de progresser plus rapidement que celle de leurs concurrentes canadiennes. Entre avril et juin 2006, le PIB américain a augmenté deux fois plus vite qu'au Canada.

Après une croissance robuste de 0,8 % au cours des trois premiers mois de 2006, la croissance du PIB canadien a été réduite de moitié au deuxième trimestre (+0,4 %). Il s'agit de la plus faible progression des trois dernières années. La hausse plus faible des dépenses des consommateurs et de l'investissement des entreprises, explique principalement la décélération du PIB canadien. Le recul du marché de l'habitation a également contribué au ralentissement.

**La croissance du PIB dans les deux pays a été réduite de moitié au deuxième trimestre**



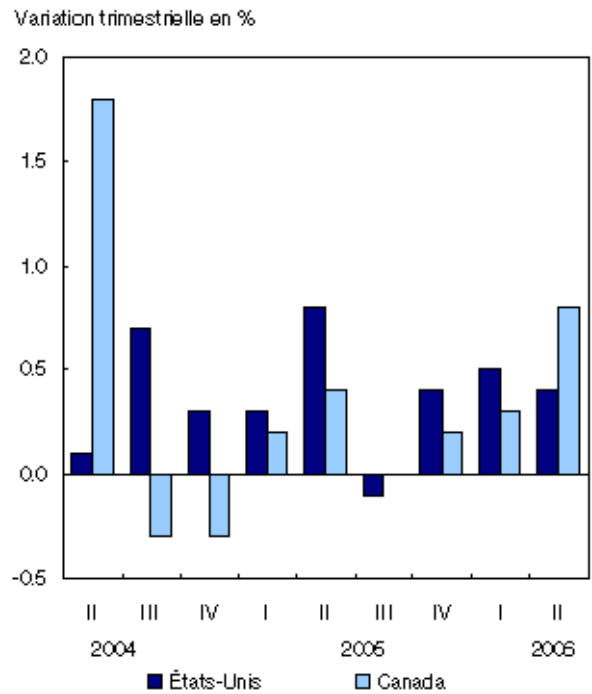
Pour sa part, le PIB américain, n'a progressé que de 0,8 % au deuxième trimestre. Il s'agit d'une diminution de cadence importante quant on la compare au rythme de 1,6 % enregistré durant les trois premiers mois de 2006.

Ce freinage de la croissance du PIB américain résulte d'une nette décélération des dépenses de consommation, en particulier des achats de biens durables. La baisse de l'investissement en équipement et logiciels, tout comme celle des dépenses publiques fédérales, ont également contribué au ralentissement américain.

Au Canada, la croissance modeste de l'activité a été accompagnée d'un marché de l'emploi plus dynamique.

Les heures travaillées consacrées à la production dans les entreprises canadiennes ont augmenté au deuxième trimestre à un taux plus de deux fois plus élevé qu'au trimestre précédent, passant de 0,3 % au premier trimestre à 0,8 % au deuxième trimestre. La quasi-totalité de la progression de l'emploi entre avril et juin se situait dans le travail à temps plein.

**La croissance des heures travaillées accélère au Canada, mais reste modeste aux États-Unis**



Entre temps, les heures travaillées ont continué d'augmenter dans les entreprises américaines, quoique à un rythme légèrement plus lent (+0,4 %) qu'au premier trimestre (+0,5 %).

### Les entreprises canadiennes voient leur position compétitive en termes de coûts s'effriter

Le coût unitaire de main-d'œuvre, un indicateur important des tendances dans les coûts de production et de l'inflation, a augmenté plus rapidement aux États-Unis qu'au Canada durant le deuxième trimestre, lorsque ce coût est mesuré selon les monnaies nationales respectives. (Le coût unitaire de main-d'œuvre représente le coût salarial et des avantages sociaux des travailleurs par unité de production économique.)

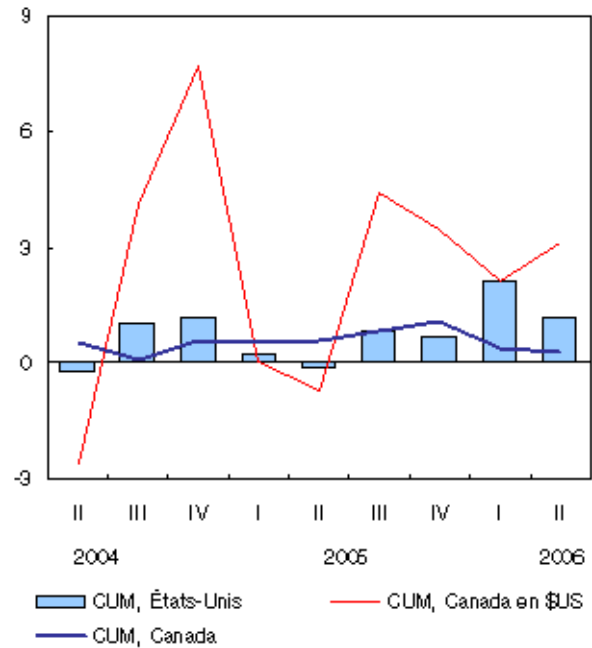
Sans tenir compte du taux de change, le coût du travail par unité de production des entreprises canadiennes a augmenté de 0,3 % au deuxième trimestre, soit une augmentation semblable à celle de 0,4 % enregistrée au premier trimestre.

Du côté des entreprises américaines, le coût unitaire de main-d'œuvre a augmenté de 1,2 % au deuxième trimestre. Il s'agit d'une nette décélération par rapport aux trois mois précédents (+2,1 %). Au premier trimestre, la rémunération horaire aux États-Unis avait progressé beaucoup plus rapidement que la productivité du travail.

Cependant, la position concurrentielle devient avantageuse aux entreprises américaines lorsque l'on ajuste le coût unitaire du travail en fonction du taux de change.

### Les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en \$US remontent

Variation trimestrielle en %



Au deuxième trimestre, la vigueur du dollar canadien face à la devise américaine s'est traduite par une hausse de 3,1 % du coût unitaire de main-d'œuvre canadien exprimé en dollars américains. Cela représente presque le triple de la hausse de 1,2 % enregistrée aux États-Unis. Au premier trimestre, cet indicateur de compétitivité avait progressé au même rythme dans les deux pays.

Au deuxième trimestre, le dollar canadien s'est apprécié de 2,8 % par rapport à la devise américaine. Il s'agissait d'une quatrième appréciation trimestrielle consécutive.

Les entreprises canadiennes ont, cependant, profité de cette nouvelle appréciation du huard en investissant dans les machines et le matériel pour accroître leur efficacité. Leurs achats à ce chapitre ont en effet augmenté de 2,1 % au deuxième trimestre.

Au cours des quatre derniers trimestres, les entreprises ont fait d'importants investissements au chapitre des machines et du matériel, en hausse trimestrielle de 2,5 % en moyenne.

### Avec les révisions récentes aux États-Unis, l'écart de productivité entre les deux pays disparaît pour l'année 2005

Les États-Unis ont procédé récemment à des révisions de leurs estimations de la productivité du travail. Les données diffusées aujourd'hui incorporent ces révisions apportées aux données américaines qui ont touché à la fois le PIB et les heures travaillées.

Les données du PIB américain ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2003. Les données des heures travaillées ont également été révisées, en raison de l'incorporation de l'information des emplois dans le questionnaire légal des organisations du recensement économique de 2002.

Aucune révision correspondante aux heures travaillées n'a été faite au Canada. La plus récente révision pour les quatre dernières années du PIB au Canada est accessible dans *Le Quotidien* du 8 juin 2006.

Dans l'ensemble, les révisions apportées aux données américaines ont eu pour effet de diminuer le taux de croissance de la productivité du travail aux États-Unis pour chacune des trois dernières années (2003-2005). Au cours de cette période, l'ampleur des révisions à la baisse oscillait entre 0,3 % et 0,4 %.

Pour l'année 2005, la croissance de la productivité aux États-Unis est passée de 2,6 % avant révision à 2,3 % après révision, soit un taux identique à celui observé au Canada durant la même année. Avec ces données révisées, l'écart de productivité en faveur des États-Unis disparaît pour l'année 2005.

Cependant, les révisions n'ont entraîné presque aucun changement à moyen terme par rapport aux estimations précédentes. Entre 2000 et 2005, les gains de productivité américaine affichaient en moyenne un taux annuel de 3,2 % (au lieu de +3,3 % en première estimation), soit un rythme plus de trois fois plus rapide que celui de 1,0 % enregistré au Canada.

Entre 2000 et 2005, la croissance annuelle moyenne du PIB était similaire dans les deux pays : 2,5 % au Canada et 2,6 % aux États-Unis. Cependant, les heures travaillées ont augmenté en moyenne de 1,4 % au Canada, alors qu'elles ont décliné de 0,6 % aux États-Unis au cours de la même période.

### Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises avant et après révision

	Canada	États-Unis	
		Avant révision	Après révision
	var. annuelle en %		
1981-2005	1,5	2,2	2,2
1981-2000	1,6	1,9	1,9
2000-2005	1,0	3,3	3,2
2002	1,4	4,0	4,1
2003	0,0	4,1	3,8
2004	0,3	3,5	3,1
2005	2,3	2,6	2,3

Source : Les données américaines proviennent du *Bureau of Labor Statistics* dans *NEWS, Productivity and Costs* - deuxième trimestre de 2006 qui a paru le 6 septembre.

**Secteur des entreprises- Productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	0,6	0,3	0,8	0,5	0,5	-0,4
PIB réel	0,7	0,8	0,9	0,6	0,8	0,4
Heures travaillées	0,2	0,4	0,0	0,2	0,3	0,8
Rémunération horaire	1,2	0,9	1,7	1,6	0,9	-0,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,5	0,6	0,8	1,1	0,4	0,3
Taux de change[2]	0,5	1,4	-3,3	-2,4	-1,5	-2,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	0,0	-0,7	4,4	3,5	2,1	3,1
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	0,7	0,3	1,3	0,1	1,1	0,4
PIB réel	1,0	1,0	1,2	0,5	1,6	0,8
Heures travaillées	0,3	0,8	-0,1	0,4	0,5	0,4
Rémunération horaire	0,9	0,2	2,0	0,8	3,2	1,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,2	-0,1	0,8	0,7	2,1	1,2
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	1,8	3,1	2,5	2,2	2,1	1,4
PIB réel	3,2	3,0	2,8	3,0	3,1	2,7
Heures travaillées	1,5	0,1	0,3	0,8	0,9	1,3
Rémunération horaire	3,5	4,9	5,2	5,4	5,1	4,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,7	1,8	2,6	3,1	3,0	2,6
Taux de change[2]	-6,9	-8,6	-8,1	-4,0	-5,9	-9,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	9,2	11,3	11,7	7,3	9,5	13,8
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	2,4	1,6	2,7	2,4	2,7	2,8
PIB réel	3,8	3,6	3,9	3,7	4,4	4,1
Heures travaillées	1,3	1,9	1,2	1,3	1,6	1,3
Rémunération horaire	4,7	4,0	4,9	4,0	6,4	7,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,2	2,3	2,1	1,6	3,6	4,9
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	2,5	1,1	3,2	2,1	2,1	-1,7
PIB réel	2,8	3,1	3,6	2,4	3,3	1,5
Heures travaillées	0,7	1,7	0,0	0,7	1,4	3,1
Rémunération horaire	4,9	3,6	6,8	6,4	3,7	-0,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,2	2,6	3,3	4,4	1,8	1,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	0,0	-2,9	18,8	14,8	8,7	13,0
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	3,1	1,2	5,0	0,2	4,5	1,5
PIB réel	4,2	4,1	4,9	1,8	6,7	3,2
Heures travaillées	1,0	2,9	-0,1	1,6	2,1	1,7
Rémunération horaire	3,9	0,8	8,3	3,1	13,6	6,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,7	-0,4	3,2	2,9	8,7	4,8

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

**Secteur des entreprises - Quelques variables associées au marché du travail[1]**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	0,4	0,6	0,1	0,1	0,4	0,8
Heures travaillées	0,2	0,4	0,0	0,2	0,3	0,8
Heures moyennes	-0,2	-0,2	0,0	0,1	-0,1	-0,1
Part du travail[2]	0,2	0,0	-1,1	-0,8	1,4	0,1
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	0,5	0,5	-0,1	0,3	0,6	0,4
Heures travaillées	0,3	0,8	-0,1	0,4	0,5	0,4
Heures moyennes	-0,3	0,3	0,0	0,1	-0,1	0,0
Part du travail[2]	-0,5	-0,7	0,0	-0,1	1,4	0,4
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	2,0	1,9	1,4	1,2	1,2	1,4
Heures travaillées	1,5	0,1	0,3	0,8	0,9	1,3
Heures moyennes	-0,5	-1,9	-0,9	-0,3	-0,2	-0,1
Part du travail[2]	-1,8	-0,6	-0,9	-1,6	-0,4	-0,3
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	2,0	2,0	1,4	1,3	1,3	1,3
Heures travaillées	1,3	1,9	1,2	1,3	1,6	1,3
Heures moyennes	-0,7	0,0	-0,2	0,1	0,3	0,0
Part du travail[2]	-0,6	-0,3	-0,8	-1,3	0,6	1,8
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	1,7	2,4	0,3	0,3	1,7	3,4
Heures travaillées	0,7	1,7	0,0	0,7	1,4	3,1
Heures moyennes	-0,8	-0,8	0,0	0,4	-0,4	-0,4
Part du travail[2]	0,9	0,0	-4,2	-3,0	5,7	0,4
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	2,0	2,0	-0,3	1,3	2,4	1,7
Heures travaillées	1,0	2,9	-0,1	1,6	2,1	1,7
Heures moyennes	-1,2	1,2	0,0	0,4	-0,4	0,0
Part du travail[2]	-2,0	-2,8	0,0	-0,4	5,9	1,6

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.



**Productivité du travail par industrie**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
données désaisonnalisées								
<b>Secteur des entreprises - biens</b>	<b>117,2</b>	<b>117,2</b>	<b>119,0</b>	<b>119,7</b>	<b>119,4</b>	<b>118,2</b>	<b>114,5</b>	<b>118,3</b>
	<i>0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>1,5</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>3,3</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	136,3	132,4	135,7	133,9	135,6	134,7	136,6	134,6
	<i>-1,8</i>	<i>-2,9</i>	<i>2,5</i>	<i>-1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,7</i>	<i>3,7</i>	<i>-1,5</i>
Construction	119,7	120,1	121,7	122,6	123,5	124,3	117,3	121,0
	<i>2,0</i>	<i>0,3</i>	<i>1,3</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,6</i>	<i>3,2</i>
Fabrication	119,9	120,5	122,6	123,9	124,2	122,3	115,4	121,7
	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>1,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-1,5</i>	<i>3,5</i>	<i>5,5</i>
<b>Secteur des entreprises - services</b>	<b>114,4</b>	<b>115,0</b>	<b>115,6</b>	<b>116,0</b>	<b>116,8</b>	<b>116,9</b>	<b>112,8</b>	<b>115,3</b>
	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,1</i>
Commerce de gros	123,6	129,3	130,0	131,3	134,0	136,3	122,6	128,6
	<i>1,4</i>	<i>4,6</i>	<i>0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>2,1</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,4</i>	<i>4,9</i>
Commerce de détail	129,6	128,2	128,1	128,4	130,9	132,4	128,2	128,6
	<i>0,2</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,9</i>	<i>1,1</i>	<i>-2,2</i>	<i>0,3</i>
Transport et entreposage	110,7	111,3	112,8	115,1	114,7	114,9	105,6	112,5
	<i>1,9</i>	<i>0,5</i>	<i>1,3</i>	<i>2,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>1,3</i>	<i>6,5</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	106,3	108,2	112,2	114,3	114,4	113,1	107,7	110,3
	<i>0,0</i>	<i>1,8</i>	<i>3,7</i>	<i>1,9</i>	<i>0,1</i>	<i>-1,1</i>	<i>-3,3</i>	<i>2,3</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	110,4	111,2	109,7	109,4	109,4	109,8	111,3	110,2
	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>-1,0</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	114,4	113,2	114,2	112,6	112,5	112,4	112,8	113,6
	<i>0,6</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,7</i>	<i>0,7</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	91,3	91,2	90,3	91,3	90,6	91,5	88,4	91,0
	<i>2,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>-1,5</i>	<i>2,9</i>
Hébergement et services de restauration	100,3	102,2	102,9	104,0	106,0	102,6	100,4	102,4
	<i>0,6</i>	<i>1,9</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>1,9</i>	<i>-3,2</i>	<i>-2,4</i>	<i>2,0</i>
Autres services commerciaux	116,8	115,2	115,1	115,3	115,5	114,7	116,6	115,6
	<i>-1,5</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,8</i>

**Coût unitaire de main d'oeuvre par industrie**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
	données désaisonnalisées							
<b>Secteur des entreprises - biens</b>	<b>108,7</b>	<b>108,8</b>	<b>110,0</b>	<b>110,7</b>	<b>111,9</b>	<b>111,9</b>	<b>107,9</b>	<b>109,6</b>
	<i>0,7</i>	<i>0,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>0,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,5</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	108,2	102,6	100,2	102,5	103,5	100,5	110,9	103,4
	<i>-0,3</i>	<i>-5,2</i>	<i>-2,3</i>	<i>2,3</i>	<i>1,0</i>	<i>-2,9</i>	<i>3,6</i>	<i>-6,7</i>
Construction	105,6	107,1	109,1	108,7	105,9	107,5	104,6	107,6
	<i>-0,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,9</i>	<i>-0,4</i>	<i>-2,6</i>	<i>1,5</i>	<i>3,8</i>	<i>2,9</i>
Fabrication	100,0	100,3	101,2	101,5	103,1	102,1	100,9	100,8
	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,3</i>	<i>1,6</i>	<i>-1,0</i>	<i>-1,9</i>	<i>-0,1</i>
<b>Secteur des entreprises - services</b>	<b>109,2</b>	<b>110,0</b>	<b>111,0</b>	<b>112,5</b>	<b>112,5</b>	<b>112,8</b>	<b>107,9</b>	<b>110,7</b>
	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>2,5</i>	<i>2,6</i>
Commerce de gros	92,2	89,3	90,6	92,4	91,5	91,1	93,6	91,1
	<i>-1,6</i>	<i>-3,1</i>	<i>1,5</i>	<i>2,0</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,8</i>	<i>-2,6</i>
Commerce de détail	100,1	102,8	104,0	105,4	103,2	103,1	101,2	103,1
	<i>-0,8</i>	<i>2,7</i>	<i>1,2</i>	<i>1,3</i>	<i>-2,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,7</i>	<i>1,9</i>
Transport et entreposage	109,9	111,5	110,9	111,9	112,9	111,5	110,1	111,1
	<i>-0,3</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,9</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	99,0	99,8	99,4	103,2	103,6	105,4	97,7	100,4
	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>3,8</i>	<i>0,4</i>	<i>1,7</i>	<i>3,1</i>	<i>2,7</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	112,0	113,5	115,2	117,4	117,8	119,2	109,3	114,5
	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,5</i>	<i>1,9</i>	<i>0,3</i>	<i>1,2</i>	<i>3,0</i>	<i>4,8</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	119,2	119,9	120,8	123,6	124,2	122,5	115,9	120,9
	<i>1,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>2,3</i>	<i>0,5</i>	<i>-1,4</i>	<i>3,5</i>	<i>4,3</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	127,5	129,6	132,2	132,0	134,1	135,8	124,3	130,3
	<i>2,3</i>	<i>1,6</i>	<i>2,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,6</i>	<i>1,3</i>	<i>6,1</i>	<i>4,8</i>
Hébergement et services de restauration	117,6	122,3	130,4	128,8	130,4	133,6	118,0	124,8
	<i>-1,9</i>	<i>4,0</i>	<i>6,6</i>	<i>-1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>2,5</i>	<i>4,0</i>	<i>5,8</i>
Autres services commerciaux	115,2	115,6	113,9	113,6	114,1	115,6	109,1	114,6
	<i>2,9</i>	<i>0,3</i>	<i>-1,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>1,3</i>	<i>4,1</i>	<i>5,0</i>

## Bilan des investissements internationaux

Deuxième trimestre de 2006

Le passif net du Canada envers les résidents étrangers a augmenté de 12,5 milliards de dollars au deuxième trimestre, en raison surtout des fluctuations de valeur engendrées par la hausse du dollar canadien.

Le raffermissement du dollar canadien par rapport à la devise américaine a eu un effet négatif beaucoup plus marqué sur l'actif international du Canada que sur son passif international.

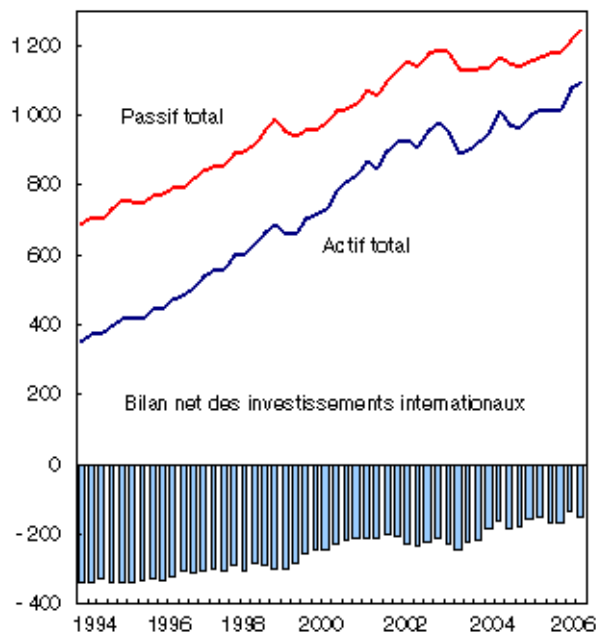
Le passif net du Canada envers l'étranger, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers, s'est établi à 148,8 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre. Ce niveau a été en hausse de 9,2 % par rapport au niveau révisé de 136,3 milliards de dollars à la fin du trimestre précédent, le plus faible enregistré depuis la fin de 1981.

La valeur de l'actif international s'est accrue de 14,8 milliards de dollars pour se fixer à 1 096,5 milliards de dollars à la fin de juin. Les opérations nettes de 47,9 milliards de dollars survenues durant le trimestre ont été partiellement effacées par le dollar, qui a enlevé 28,2 milliards de dollars à la valeur de cet actif.

Parallèlement, le passif international du Canada a enregistré une hausse de 27,3 milliards de dollars, passant ainsi à 1 245,3 milliards de dollars. Les opérations nettes de plus de 50 milliards de dollars ont fait largement contreponds à l'effet de l'appréciation du dollar, qui a soustrait 15,1 milliards de dollars à la position.

### Bilan des investissements internationaux du Canada

Milliards de dollars



#### Note aux lecteurs

##### Estimations fondées sur la valeur au marché

Depuis le premier trimestre de 2005, les investissements totaux de portefeuille (actions, obligations et instruments du marché monétaire) sont disponibles à la valeur au marché. Les estimations annuelles selon la valeur au marché des investissements directs étrangers sont aussi disponibles et on été diffusées plus tôt cette année. Ces séries supplémentaires font partie d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer l'information du bilan des investissements internationaux. L'analyse qui suit porte sur des données fondées sur la valeur comptable, le jeu complet d'estimations fondées sur la valeur au marché n'étant pas actuellement disponible.

##### Réévaluation de la monnaie

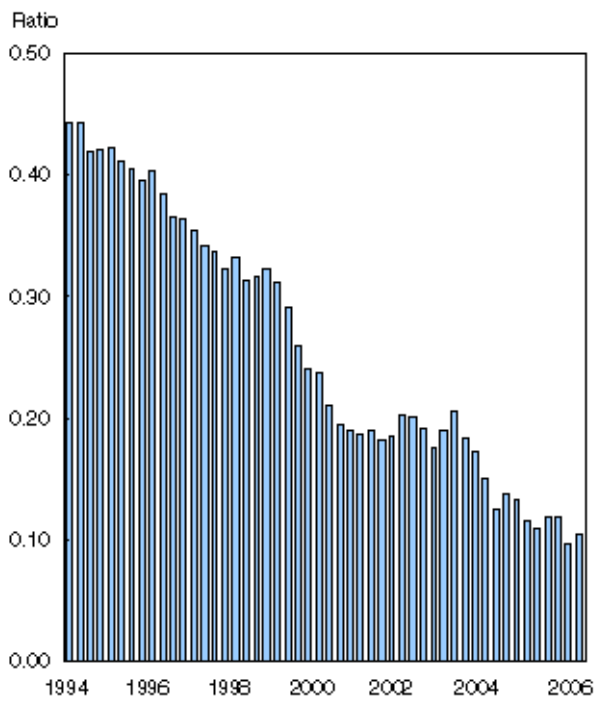
La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Le passif net envers l'étranger représentait 10,4 % du produit intérieur brut du Canada à la fin du deuxième trimestre, contre 9,6 % le trimestre précédent.

Le dollar canadien a gagné 4,6 % par rapport à son équivalent américain durant le trimestre, mais a perdu du terrain par rapport à l'euro et à la livre sterling.

### Passif international net du Canada par rapport au PIB



### Actif : Les avoirs en obligations étrangères progressent, tandis que les investissements directs canadiens à l'étranger diminuent

Les avoirs canadiens en obligations étrangères ont progressé de façon appréciable au deuxième trimestre, augmentant de près de 10 % pour atteindre 102,8 milliards de dollars. Ces avoirs ont connu de fortes hausses trimestrielles au cours des deux dernières années. Par conséquent, les investisseurs canadiens ont plus que doublé leur actif total en obligations étrangères depuis le début de 2004.

Les avoirs en actions étrangères ont légèrement reculé de 1,5 milliard de dollars depuis la fin de mars pour se situer à 192,5 milliards de dollars, en raison surtout de la progression du dollar canadien. Parallèlement, les avoirs en instruments du marché monétaire étranger ont diminué de 1,4 milliard de dollars pour s'établir à 12,7 milliards de dollars.

Le raffermissement du dollar canadien a eu une incidence appréciable sur la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger, lesquels ont diminué de 3,2 milliards de dollars pour se fixer à 475,3 milliards de dollars à la fin du mois de juin. La réévaluation due au taux de change s'est traduite par une baisse de 14,1 milliards de dollars de la valeur des actifs, tandis que les opérations nettes ont représenté 11,0 milliards de dollars.

Les investissements directs canadiens aux États-Unis ont reculé de 6,3 milliards de dollars pour s'établir à 213,2 milliards de dollars. Parallèlement, les investissements directs canadiens dans l'ensemble des autres pays sont passés à 262,1 milliards de dollars. Les investissements directs aux États-Unis ont représenté environ 45 % de tous les investissements directs à l'étranger.

### Augmentation des investissements directs étrangers au Canada

Les investissements directs étrangers au Canada ont crû de 7,5 milliards de dollars pour se fixer à 433,8 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre, dont 276,7 milliards de dollars en provenance des États-Unis.

Le bilan net des investissements directs, soit la différence entre les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada, est tombé à 41,5 milliards de dollars à la fin de juin, ce qui représente une baisse de 10,7 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent.

Les avoirs étrangers en actions canadiennes ont progressé de 3,3 milliards de dollars pour atteindre un niveau record de 113,6 milliards de dollars. Les investisseurs étrangers ont acquis des actions canadiennes durant le trimestre, malgré le fait que l'indice composé S&P/TSX ait perdu plus de 4 % de mars à juin.

### Net recul des avoirs étrangers en obligations canadiennes

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes ont reculé de 10,9 milliards de dollars de la fin de mars à la fin de juin, pour atteindre 369,1 milliards de dollars.

Les investisseurs étrangers ont réduit leurs avoirs en obligations du gouvernement fédéral à 43,6 milliards de dollars, soit une baisse de 3,5 milliards de dollars. Il s'agit du plus bas niveau en près de deux décennies, le gouvernement fédéral ayant continué à rembourser sa dette extérieure.

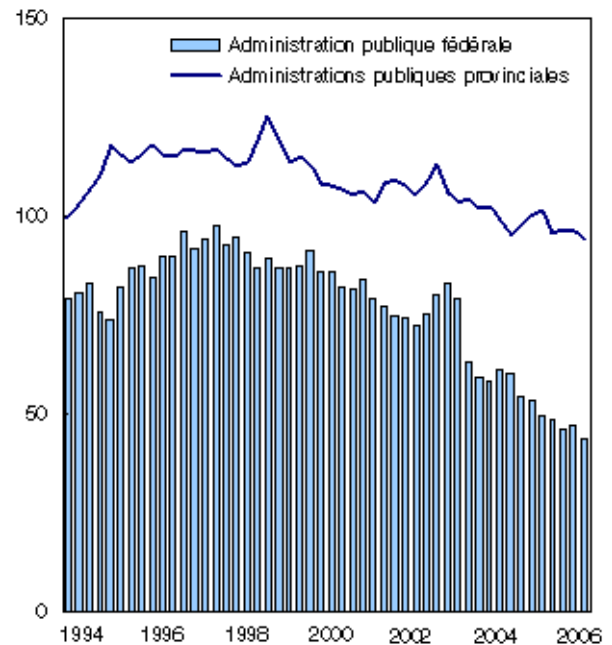
Parallèlement, les investisseurs étrangers ont également réduit leurs avoirs en obligations de gouvernements provinciaux de 2,2 milliards de dollars à 93,9 milliards de dollars, le niveau le plus bas observé depuis la fin de 1993.

Les investisseurs étrangers se sont intéressés fortement aux instruments du marché monétaire canadien pour un troisième trimestre consécutif. Par conséquent, les avoirs étrangers d'instruments du marché monétaire canadien sont passés à 27,0 milliards de dollars, en hausse de 4,1 milliards de dollars.

En dernier lieu, le passif-dépôts vis-à-vis les non-résidents a augmenté de 20,3 milliards de dollars pour atteindre 235,8 milliards de dollars.

### Investissements de portefeuille en obligations canadiennes

Milliards de dollars



**Bilan des investissements internationaux en fin de période**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	458 701	467 465	456 856	465 058	478 476	475 344	451 438	465 058
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	64 780	70 456	76 144	82 374	93 537	102 815	58 567	82 374
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>69 266</i>	<i>77 301</i>	<i>82 107</i>	<i>88 827</i>	<i>99 017</i>	<i>107 940</i>	<i>62 941</i>	<i>88 827</i>
Actions étrangères	195 350	195 545	188 543	189 175	193 958	192 513	195 573	189 175
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>384 780</i>	<i>395 048</i>	<i>405 695</i>	<i>422 791</i>	<i>459 427</i>	<i>441 282</i>	<i>384 419</i>	<i>422 791</i>
Marché monétaire étranger	11 017	12 218	12 516	13 055	14 084	12 687	11 079	13 055
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	<i>11 040</i>	<i>12 243</i>	<i>12 542</i>	<i>13 108</i>	<i>14 128</i>	<i>12 735</i>	<i>11 108</i>	<i>13 108</i>
Autres investissements								
Prêts	54 450	52 664	51 662	48 325	63 609	66 996	49 813	48 325
Dépôts	119 053	124 080	131 476	120 694	133 914	143 516	109 446	120 694
Réserves internationales	43 072	41 769	38 459	38 030	42 149	40 311	40 315	38 030
Autres actifs	54 178	57 097	56 329	59 319	61 940	62 325	50 133	59 319
Total de l'actif								
à la valeur comptable	1 000 602	1 021 294	1 011 985	1 016 031	1 081 668	1 096 506	966 363	1 016 031
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 194 540</i>	<i>1 227 667</i>	<i>1 235 126</i>	<i>1 256 152</i>	<i>1 352 660</i>	<i>1 350 449</i>	<i>1 159 613</i>	<i>1 256 152</i>
<b>Passif</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	387 097	391 872	404 694	415 561	426 339	433 844	380 951	415 561
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	399 310	400 315	383 642	380 017	380 014	369 096	398 070	380 017
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>429 937</i>	<i>440 113</i>	<i>416 005</i>	<i>407 016</i>	<i>401 726</i>	<i>382 521</i>	<i>429 587</i>	<i>407 016</i>
Actions canadiennes	106 328	105 247	107 896	107 598	110 308	113 608	104 191	107 598
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>265 212</i>	<i>270 545</i>	<i>308 234</i>	<i>314 712</i>	<i>346 164</i>	<i>341 046</i>	<i>250 085</i>	<i>314 712</i>
Marché monétaire canadien	18 628	19 710	17 686	20 783	22 868	27 006	19 621	20 783
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	<i>18 695</i>	<i>19 832</i>	<i>17 791</i>	<i>20 899</i>	<i>22 996</i>	<i>27 188</i>	<i>19 707</i>	<i>20 899</i>
Autres investissements								
Emprunts	46 767	48 011	41 239	36 107	40 049	43 484	40 226	36 107
Dépôts	175 243	181 229	198 918	201 639	215 486	235 809	175 978	201 639
Autres passifs	22 383	22 639	22 953	22 829	22 907	22 430	21 973	22 829
Total du passif								
à la valeur comptable	1 155 755	1 169 024	1 177 030	1 184 534	1 217 971	1 245 277	1 141 011	1 184 534
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 345 334</i>	<i>1 374 241</i>	<i>1 409 834</i>	<i>1 418 763</i>	<i>1 475 667</i>	<i>1 486 322</i>	<i>1 318 507</i>	<i>1 418 763</i>
<b>Bilan net des investissements internationaux</b>								
à la valeur comptable	-155 153	-147 729	-165 045	-168 503	-136 303	-148 771	-174 647	-168 503
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>-150 794</i>	<i>-146 574</i>	<i>-174 708</i>	<i>-162 611</i>	<i>-123 007</i>	<i>-135 873</i>	<i>-158 894</i>	<i>-162 611</i>

# Comptes du bilan national

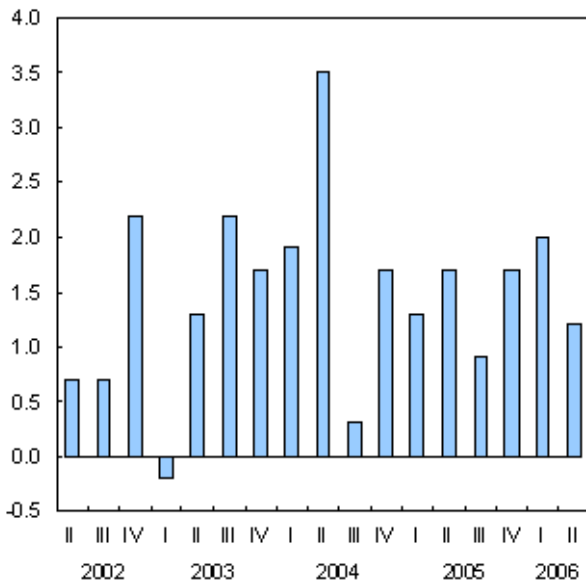
Deuxième trimestre de 2006

## La croissance de la valeur nette nationale ralentit

La valeur nette nationale a atteint 4,7 billions de dollars à la fin du deuxième trimestre, soit 142 900 \$ par personne. La progression de la valeur nette est attribuable à une hausse du patrimoine national (les actifs non financiers de l'ensemble de l'économie), laquelle a été en partie annulée par une augmentation de la dette extérieure nette. La croissance de la valeur nette nationale a ralenti pour s'établir à 1,2 % au deuxième trimestre, soit en deçà de la moyenne de 1,6 % observée au cours des quatre trimestres précédents.

## La croissance de la valeur nette nationale ralentit

Variation en %, données non désaisonnalisées



La croissance du patrimoine national a crû de +1,7 % au deuxième trimestre par rapport au 1,0 % au premier trimestre. La progression de la valeur marchande des biens immobiliers résidentiels a continué d'être le principal facteur à l'origine de cette croissance. Elle a représenté environ les deux tiers de la hausse du patrimoine national durant le trimestre. L'accroissement de la valeur des autres actifs non financiers, y compris de celle de la construction non résidentielle, a également contribué à l'augmentation du patrimoine national au cours du trimestre.

## La croissance de la valeur nette des ménages stagne

La progression de la valeur nette des ménages a stagné au cours du trimestre, affichant le plus faible taux de croissance en sept trimestres. Notamment, la correction des marchés boursiers a entraîné une baisse de la valeur des actions des sociétés et des fonds communs de placement et a atténué la hausse de la valeur des avoirs de retraite. La progression soutenue de la valeur des biens immobiliers résidentiels, attribuable surtout à des hausses de prix, a compensé seulement en partie cette situation.

### Note aux lecteurs

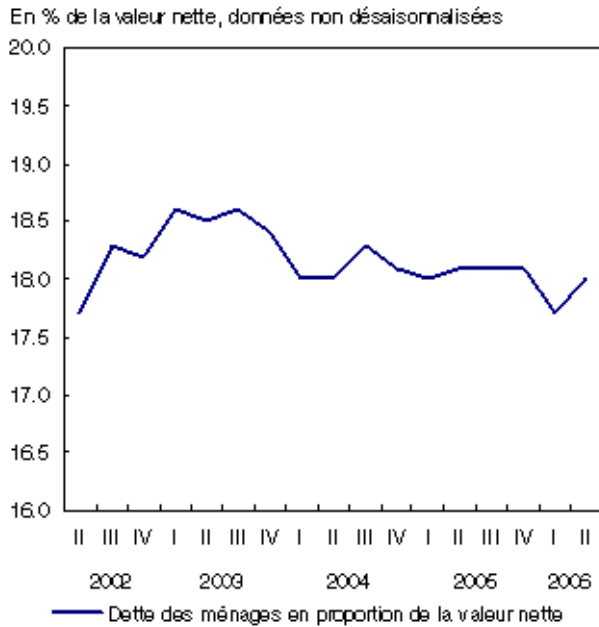
Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le patrimoine national est la somme des actifs non financiers (les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles) de tous les secteurs de l'économie. La valeur nette nationale est le patrimoine moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à l'égard des Canadiens). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

L'épargne nationale représente la somme de l'épargne des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. L'épargne et les investissements nationaux contribuent à la variation de la valeur nette nationale, tout comme la réévaluation de l'actif et du passif. Parmi les causes de la réévaluation figurent les variations des prix des actions, les taux d'intérêt, les taux de change et les provisions pour prêts. Pour plus de renseignements sur l'épargne nationale et sur le rapport entre l'épargne des différents secteurs de l'économie, voir la publication Tendances sur le plan de l'épargne et prêt net dans les comptes nationaux (13-604-MIF, gratuite).

Les séries trimestrielles, à la valeur comptable et à la valeur marchande, remontent au premier trimestre de 1990; on dispose d'estimations établies selon la valeur marchande depuis juin 2004. D'autres données à la valeur marchande allant de 1970 à 1989 seront disponibles sur demande le 29 septembre, 2006. En outre, plus de détails sectoriels pour les estimations à la valeur marchande seront disponibles en même temps. Ces nouvelles données seront disponibles dans CANSIM à une date ultérieure. Pour plus de renseignements sur les estimations à la valeur marchande, consulter Estimations du bilan à la valeur marchande.

Étant donné la hausse constante de l'endettement des ménages et l'augmentation modeste de leur valeur nette, les ménages avaient 0,18 dollars de dettes pour chaque dollar de valeur nette à la fin du deuxième trimestre, en légère hausse par rapport au premier trimestre. Les frais de service de la dette représentent environ 8 % du revenu personnel disponible.

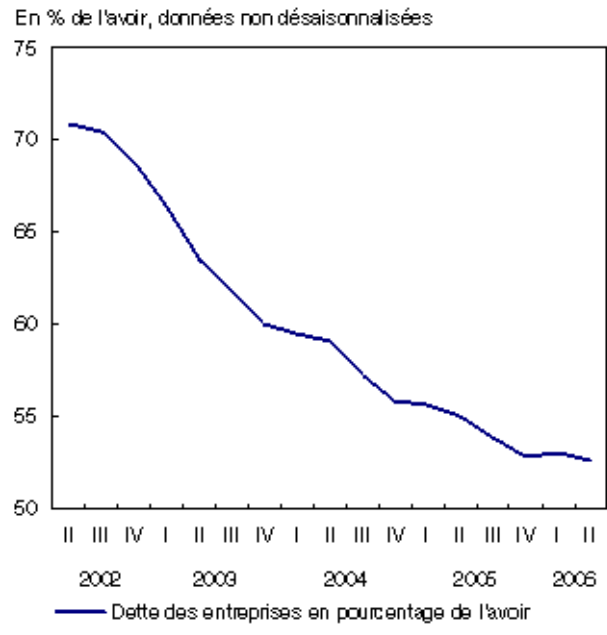
### Hausse légère de l'endettement des ménages



### L'endettement des sociétés diminué

La croissance de l'endettement sur le marché du crédit des sociétés non financières a ralenti au cours du deuxième trimestre, et le ratio d'endettement a repris sa tendance à la baisse. Les sociétés ont continué de dégager des fonds excédentaires sur une base nette et sont demeurées des bailleurs de fonds du reste de l'économie, tendance qui s'est amorcée en 2000.

### L'endettement des sociétés s'atténue



### La dette des administrations publiques continue de diminuer

La dette nette des administrations publiques (le total des passifs moins le total des actifs financiers) a baissé de façon marquée au deuxième trimestre, grâce à un important excédent dans le secteur des administrations publiques. La dette nette des administrations publiques (à valeur comptable), exprimée en pourcentage du PIB, a poursuivi sa baisse progressive pour atteindre environ 45 %, ce qui représente le plus bas niveau en plus de 20 ans.

### Progression de la dette extérieure nette après une forte diminution

La croissance des actifs canadiens à l'étranger a été inférieure à celle de la dette des Canadiens envers les non-résidents. Cette situation est attribuable dans une large mesure aux répercussions négatives du raffermissement du dollar canadien sur les actifs du Canada à l'étranger, qui étaient supérieures aux répercussions de la vigueur du dollar canadien sur les passifs à l'étranger. En outre, l'investissement de non-résidents au Canada a dépassé l'investissement canadien à l'étranger au cours du trimestre. Par conséquent, la dette extérieure nette du Canada (les sommes dues aux non-résidents moins les actifs des Canadiens à l'étranger) a augmenté sensiblement au deuxième trimestre, après avoir fortement diminué au premier trimestre. Cela a ralenti la croissance de la valeur nette nationale au deuxième trimestre.



**Comptes du bilan national[1]**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
<b>Valeur nette nationale</b>								
Patrimoine national	4 476	4 545	4 610	4 675	4 721	4 800	4 427	4 675
	<i>1,1</i>	<i>1,5</i>	<i>1,4</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>1,7</i>	<i>6,6</i>	<i>5,6</i>
Dettes nettes extérieures	-151	-146	-175	-162	-119	-142	-159	-162
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Valeur nette nationale	4 325	4 398	4 436	4 513	4 603	4 658	4 268	4 513
	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,7</i>	<i>2,0</i>	<i>1,2</i>	<i>7,7</i>	<i>5,7</i>
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	134 400	136 300	137 000	139 200	141 600	142 900	132 900	139 200
	<i>1,1</i>	<i>1,4</i>	<i>0,5</i>	<i>1,6</i>	<i>1,7</i>	<i>0,9</i>	<i>6,7</i>	<i>4,7</i>

1. La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

**Bilan national, valeur marchande**

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
Millions de dollars en fin de trimestre								
<b>Total des actifs</b>	<b>14 229 631</b>	<b>14 536 574</b>	<b>14 880 632</b>	<b>15 124 640</b>	<b>15 577 890</b>	<b>15 659 274</b>	<b>13 928 243</b>	<b>15 124 640</b>
Actifs non financiers	4 475 736	4 544 703	4 610 490	4 675 140	4 721 407	4 800 156	4 427 195	4 675 140
Immeubles résidentiels	1 223 860	1 243 227	1 267 502	1 293 245	1 323 602	1 356 933	1 209 054	1 293 245
Construction non résidentielle	1 092 659	1 103 195	1 117 227	1 131 290	1 122 246	1 133 848	1 084 323	1 131 290
Machines et matériel	405 493	409 758	411 343	413 633	415 536	418 545	403 433	413 633
Biens de consommation durables	359 829	364 811	368 365	376 072	377 159	379 772	359 373	376 072
Stocks	202 681	203 093	209 306	209 400	212 312	212 464	194 088	209 400
Terrains	1 191 214	1 220 619	1 236 747	1 251 500	1 270 552	1 298 594	1 176 924	1 251 500
Actifs financiers nets	-150 724	-146 451	-174 605	-162 492	-118 879	-141 689	-158 809	-162 492
Actifs financiers	9 753 895	9 991 871	10 270 142	10 449 500	10 856 483	10 859 118	9 501 048	10 449 500
Réserves officielles	43 072	41 769	38 459	38 029	42 149	40 311	40 314	38 029
Or et devises étrangères	38 137	37 631	34 973	35 357	39 865	38 043	35 204	35 357
Position de réserve au FMI	3 827	3 044	2 439	1 629	1 213	1 219	3 999	1 629
Droits de tirage spéciaux	1 108	1 094	1 047	1 043	1 071	1 049	1 111	1 043
Argent et dépôts bancaires	820 972	854 790	857 176	864 234	884 247	897 827	782 036	864 234
Autres dépôts	194 865	199 379	202 594	209 181	210 297	214 644	193 067	209 181
Devises et dépôts étrangers	88 917	92 734	101 966	107 541	115 528	103 071	94 783	107 541
Crédit à la consommation	248 461	256 451	262 399	267 696	270 883	278 703	246 006	267 696
Comptes à recevoir	235 511	239 568	245 192	251 283	251 958	255 520	230 371	251 283
Prêts bancaires	209 983	213 874	213 482	216 670	223 552	230 660	204 636	216 670
Autres prêts	209 516	213 160	216 310	226 042	231 515	230 231	208 445	226 042
Effets à court terme, Canada	122 886	116 345	116 848	120 159	122 768	109 859	110 759	120 159
Autres effets à court terme	150 699	159 543	169 060	171 059	182 807	190 392	151 737	171 059
Hypothèques	694 261	709 954	728 649	741 904	754 168	771 314	685 056	741 904
Obligations fédérales	278 194	279 924	277 019	271 751	272 090	272 398	271 141	271 751
(dont les OÉC)	19 080	18 860	18 651	17 712	17 652	17 434	19 462	17 712
Obligations provinciales	312 008	321 387	322 041	323 792	326 055	317 658	304 846	323 792
Obligations municipales	37 841	39 353	39 091	38 605	38 311	38 348	37 963	38 605
Autres obligations	377 982	398 843	415 214	436 564	458 376	464 189	367 442	436 564
Assurances-vie et rentes	1 170 199	1 200 967	1 238 576	1 259 364	1 301 080	1 305 231	1 152 666	1 259 364
Créances, entreprises privées	1 183 212	1 194 038	1 216 698	1 228 263	1 257 677	1 274 759	1 163 854	1 228 263
Créances, administrations publiques	212 036	212 049	208 328	209 544	214 049	215 368	209 728	209 544
Actions	1 871 028	1 919 441	2 040 270	2 079 588	2 246 736	2 205 227	1 806 760	2 079 588
Investissements étrangers	469 405	490 917	505 359	532 417	581 601	571 697	460 303	532 417
Autres éléments de l'actif	822 847	837 385	855 411	855 814	870 636	871 711	779 135	855 814
<b>Passif et valeur nette</b>	<b>14 229 631</b>	<b>14 536 574</b>	<b>14 880 632</b>	<b>15 124 640</b>	<b>15 577 890</b>	<b>15 659 274</b>	<b>13 928 243</b>	<b>15 124 640</b>
Passif	9 904 619	10 138 322	10 444 747	10 611 992	10 975 362	11 000 807	9 659 857	10 611 992
Argent et dépôts bancaires	836 008	867 763	869 778	880 473	899 776	919 300	798 264	880 473
Autres dépôts	194 865	199 379	202 594	209 181	210 297	214 644	193 067	209 181
Devises et dépôts étrangers	93 335	97 065	111 537	116 274	115 012	104 615	103 666	116 274
Crédit à la consommation	248 461	256 451	262 399	267 696	270 883	278 703	246 006	267 696
Comptes à payer	236 221	239 223	246 475	251 783	254 752	258 231	232 745	251 783
Emprunts bancaires	199 527	204 158	202 496	205 583	210 491	216 420	194 971	205 583
Autres emprunts	206 668	209 471	214 328	216 926	220 569	221 328	204 771	216 926
Effets à court terme, Canada	131 062	124 756	124 832	129 632	136 334	123 882	118 787	129 632
Autres effets à court terme	160 712	169 641	177 985	181 433	190 745	201 736	162 635	181 433
Hypothèques	694 611	710 306	728 999	742 252	754 513	771 655	685 405	742 252
Obligations fédérales	336 340	335 948	330 319	323 251	323 880	319 737	330 880	323 251
(dont les OÉC)	19 080	18 860	18 651	17 712	17 652	17 434	19 462	17 712
Obligations provinciales	439 620	453 637	445 016	445 725	445 990	432 040	430 455	445 725
Obligations municipales	41 383	43 095	42 870	42 360	41 909	41 778	41 691	42 360
Autres obligations	610 748	639 372	643 551	659 668	677 523	675 292	600 755	659 668
Assurances-vie et rentes	1 170 199	1 200 967	1 238 576	1 259 364	1 301 080	1 305 231	1 152 666	1 259 364
Créances, entreprises privées	437 062	437 575	460 161	465 205	492 523	511 198	430 350	465 205
Créances, administrations publiques	212 036	212 049	208 328	209 544	214 049	215 368	209 728	209 544
Actions	2 851 102	2 914 383	3 101 060	3 164 864	3 372 382	3 338 916	2 758 123	3 164 864
Autres éléments du passif	804 659	823 083	833 443	840 778	842 654	850 733	764 892	840 778
<b>Valeur nette</b>	<b>4 325 012</b>	<b>4 398 252</b>	<b>4 435 885</b>	<b>4 512 648</b>	<b>4 602 528</b>	<b>4 658 467</b>	<b>4 268 386</b>	<b>4 512 648</b>

## Tableau sommaire du marché du crédit

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	2004	2005
Millions de dollars en fin de trimestre								
<b>Passif de:</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	923 381	943 913	962 519	977 074	989 244	1 009 748	913 622	977 074
Crédit à la consommation	248 461	256 451	262 399	267 696	270 883	278 703	246 006	267 696
Emprunts bancaires	34 391	34 177	34 351	35 269	36 046	36 678	33 202	35 269
Autres emprunts	72 119	72 005	71 750	72 271	72 946	71 640	71 759	72 271
Hypothèques	568 410	581 280	594 019	601 838	609 369	622 727	562 655	601 838
Sociétés privées non financières	592 638	599 451	602 663	604 075	617 980	622 913	583 239	604 075
Emprunts bancaires	113 001	115 644	115 526	117 001	120 541	123 516	113 301	117 001
Autres emprunts	73 651	74 971	74 247	73 696	74 260	76 059	72 612	73 696
Autres effets à court terme	43 477	42 674	47 128	44 784	47 270	49 722	38 351	44 784
Hypothèques	109 626	111 295	114 287	117 270	120 539	123 343	107 475	117 270
Obligations	252 883	254 867	251 475	251 324	255 370	250 273	251 500	251 324
Entreprises publiques non financières	66 037	65 823	65 493	64 635	66 114	65 492	65 173	64 635
Emprunts bancaires	3 036	2 884	2 864	2 461	2 620	2 832	2 794	2 461
Autres emprunts	7 093	7 685	7 668	7 260	7 456	7 564	7 011	7 260
Autres effets à court terme	5 194	5 134	5 664	5 686	6 026	5 657	5 843	5 686
Hypothèques	96	98	100	99	99	98	97	99
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	48 736	48 274	47 485	47 411	48 176	47 603	47 512	47 411
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	1 761	1 627	1 591	1 597	1 616	1 617	1 795	1 597
Administration fédérale	426 277	417 613	413 475	412 102	421 478	407 787	410 612	412 102
Emprunts bancaires	101	101	101	100	101	101	100	100
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	131 062	124 756	124 832	129 632	136 334	123 882	118 787	129 632
Obligations fédérales	295 114	292 756	288 542	282 370	285 043	283 804	291 725	282 370
Obligations d'épargne du Canada	19 080	18 860	18 651	17 712	17 652	17 434	19 462	17 712
Autres obligations	276 034	273 896	269 891	264 658	267 391	266 370	272 263	264 658
Autres paliers d'administration publique	399 831	407 185	399 146	405 922	408 228	409 955	398 287	405 922
Emprunts bancaires	3 871	2 997	2 848	3 005	3 715	3 443	3 873	3 005
Autres emprunts	12 920	12 652	12 854	13 041	15 267	15 214	12 853	13 041
Autres effets à court terme	12 422	13 794	10 650	13 947	13 096	18 359	18 524	13 947
Hypothèques	2 033	2 033	2 031	2 029	2 028	1 996	2 036	2 029
Obligations provinciales	326 102	332 598	327 263	330 453	330 440	326 739	318 609	330 453
Obligations municipales	38 982	39 628	39 902	39 706	39 955	40 473	38 959	39 706
Autres obligations	3 501	3 483	3 598	3 741	3 727	3 731	3 433	3 741
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 408 164	2 433 985	2 443 296	2 463 808	2 503 044	2 515 895	2 370 933	2 463 808
Crédit à la consommation	248 461	256 451	262 399	267 696	270 883	278 703	246 006	267 696
Emprunts bancaire	154 400	155 803	155 690	157 836	163 023	166 570	153 270	157 836
Autres emprunts	165 783	167 313	166 519	166 268	169 929	170 477	164 235	166 268
Effets à court terme, Canada	131 062	124 756	124 832	129 632	136 334	123 882	118 787	129 632
Autres effets à court terme	61 093	61 602	63 442	64 417	66 392	73 738	62 718	64 417
Hypothèques	680 165	694 706	710 437	721 236	732 035	748 164	672 263	721 236
Obligations	967 200	973 354	959 977	956 723	964 448	954 361	953 654	956 723
Non-résidents	44 340	44 387	42 547	44 165	48 691	47 109	42 644	44 165
Emprunts bancaires	10 456	9 716	10 986	11 087	13 061	14 240	9 665	11 087
Autres emprunts	33 884	34 671	31 561	33 078	35 630	32 869	32 979	33 078
Hypothèques	0	0	0	...	...	...	...	...
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 452 504	2 478 372	2 485 843	2 507 973	2 551 735	2 563 004	2 413 577	2 507 973
Institutions financières canadiennes	525 051	555 318	583 609	610 075	639 088	656 851	510 461	610 075
Emprunts bancaires	45 127	48 355	46 806	47 747	47 468	49 850	41 701	47 747
Autres emprunts	40 885	42 158	47 809	50 658	50 640	50 851	40 536	50 658
Autres effets à court terme	99 619	108 039	114 543	117 016	124 353	127 998	99 917	117 016
Hypothèques	14 446	15 600	18 562	21 016	22 478	23 491	13 142	21 016
Obligations	324 974	341 166	355 889	373 638	394 149	404 661	315 165	373 638
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	2 977 555	3 033 690	3 069 452	3 118 048	3 190 823	3 219 855	2 924 038	3 118 048
<b>Actif de:</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	127 437	125 328	130 795	120 557	114 025	110 754	129 704	120 557
Entreprises non financières	72 122	72 202	73 459	76 473	77 320	77 272	71 324	76 473
Administrations publiques	214 185	223 767	227 823	227 155	235 099	234 405	206 851	227 155
Non-résidents	441 015	442 591	422 866	417 452	419 290	412 506	439 452	417 452
Institutions financières canadiennes	2 147 358	2 194 046	2 238 661	2 300 461	2 368 975	2 408 011	2 101 285	2 300 461